

UNIVERSITE DE OUAGADOUGOU

FLASHS

DEPARTEMENT DE GEOGRAPHIE

MEMOIRE DE MAITRISE

Thème :

L'insertion des migrants en milieu urbain: Cas de Banfora - Burkina Faso

Présenté et soutenu par :

KONE Fatimata et SOULAMA Sayouba

Tome 1 : Insertion sociale

SOULAMA Sayouba

Tome 2 : Insertion économique et accès aux infrastructures urbaines

KONE Fatimata

Sous la direction de :

Mme OUEDRAOGO Marie-Michelle
Docteur d'Etat en Géographie

Juillet 1994

AVANT PROPOS

A travers cette étude sur l'Insertion Urbaine des migrants, nous voulons apporter notre modeste contribution à la compréhension des problèmes que les migrants rencontrent dans leur milieu d'accueil. Cette étude bien que n'apportant pas des solutions miracles aux problèmes d'insertion urbaine des migrants se veut être un appel lancé aux structures compétentes afin de susciter de leur part une mise en oeuvre des politiques urbaines adéquates visant au développement planifié et équilibré de nos centres urbains.

Nous osons espérer que ce travail servira de tremplin pour d'autres études plus approfondies sur la problématique de l'insertion urbaine des migrants.

REMERCIEMENTS

La rédaction d'un mémoire de maîtrise est un travail ardu et de longue haleine ; qui demande le concours de plusieurs personnes en plus du travail de l'étudiant.

C'est, pourquoi nous tenons à manifester notre reconnaissance à l'endroit d'un certain nombre de personnes sans lesquelles le présent mémoire n'aurait pu être réalisé.

Nos remerciements s'adressent plus particulièrement à :

- Madame Marie-Michèle Ouédraogo, Docteur d'Etat en Géographie qui a été pour nous plus qu'une directrice de mémoire par sa disponibilité, sa compétence et sa compréhension.
- Monsieur Georges Compaoré, Maître Assistant au département de géographie pour ses conseils.
- L'ensemble des enseignants du département de géographie qui nous ont donné les rudiments nécessaires au couronnement de nos études supérieures en géographie.
- Monsieur Diallo Oumarou et Madame Sawadogo Diara, tous deux au projet Gauff-Tecsult qui, malgré leurs multiples occupations, ont pu dégager un temps pour la saisie du document.
- Au personnel de l'UERD, plus particulièrement Monsieur Gnininou Guillaume, le bibliothécaire qui nous a beaucoup aidé pendant les recherches documentaires.
- Nous exprimons également notre gratitude à toutes les personnes dont les noms n'ont pu être cités et qui, par leurs différentes contributions (soutien moral et matériel), nous ont permis de rédiger le présent mémoire.

RESUME

Les causes essentielles de la croissance démographique d'une ville résultent non seulement du croît naturel, mais aussi et surtout du flux migratoire, d'où une nécessité de s'interroger sur les modalités d'insertion des migrants dans les villes d'accueil.

Dans ce mémoire, nous retrouvons deux volets qui abordent respectivement l'insertion sociale et l'insertion économique des migrants à Banfora, une ville secondaire du Burkina Faso qui connaît un début d'industrialisation.

Dans le volet social, l'accent est mis sur les réseaux de solidarité et les associations, véritables lieux de socialisation des migrants qui tentent de reproduire leurs vécus respectifs propres à leurs sociétés d'origine dans le milieu d'accueil.

Le volet économique pour sa part insiste sur l'accès au travail urbain tout en abordant largement le secteur informel, porte d'entrée privilégiée dans le marché de l'emploi, l'accès au logement ainsi qu'aux infrastructures urbaines. Tous ces éléments s'appuient sur les différents réseaux relationnels omniprésents dans le contexte de la migration africaine.

Mots clés : Burkina Faso, Urbanisation, Exode rural, croissance urbaine, Réseaux sociaux, Secteur informel, Infrastructures Urbaines.

SOMMAIRE

REMERCIEMENTS	1
RESUME	2
INTRODUCTION	6
PREMIERE PARTIE:LE CONTEXTE REGIONAL DE BANFORA	13
CHAPITRE I : La ville de Banfora et son environnement	14
I. La situation de la province de la Comoé	14
II. Le milieu naturel	16
CHAPITRE II : Les facteurs humains et économiques	20
I. Banfora : Une ville cosmopolite	20
<i>A - Du peuplement autochtone à la naissance de Banfora</i>	20
1. Le peuplement autochtone	21
2. Naissance de Banfora	23
<i>B - La population allogène</i>	24
II. L'évolution démographique	26
<i>A - Les étapes de la croissance</i>	28
<i>B - Les facteurs de la croissance</i>	31
1. L'accroissement naturel	31
2. L'ouverture économique régionale	34
3. L'impact des migrations	35
a - Son ampleur	35
b - Les facteurs explicatifs	38
c - Les caractéristiques des migrations	39
<i>C - Conséquences de la croissance démographique</i>	40
1. Une extention spatiale rapide	40
2. Des problèmes socio-économiques inquiétants	42
III. La participation à l'activité économique	44
CHAPITRE III : L'insertion urbaine des migrants en ville:Présentation de l'échantillon	48
I. Les caractéristiques socio-démographiques	48
II. Les caractéristiques socio-économiques	52
DEUXIEME PARTIE : L'INSERTION SOCIALE	55
CHAPITRE IV : Cheminements migratoires, réseaux de solidarité et stratégies d'insertion des migrants	56
I. Les itinéraires migratoires	56
<i>A. Essai de définition</i>	56

<i>B. Fréquence des déplacements</i>	57
1 Répartition des migrants par parité de déplacement	57
2. Fréquence des déplacements selon l'âge	59
3. La fréquence des déplacements selon le sexe	60
4. Fréquence des déplacements selon le milieu d'instruction	62
<i>C. Typologie spatiale des cheminements migratoires</i>	64
II. Les réseaux de solidarité et les stratégies d'insertion sociale en ville	69
<i>A. Rôle des réseaux de solidarité</i>	69
1. La famille (ménage) lieu d'accueil privilégié	70
2. Les réseaux associatifs : une réponse aux difficultés d'insertion des groupes	73
<i>B. Les initiatives individuelles des migrants</i>	78
CHAPITRE V : L'insertion des migrants et les transformations induites	80
I. Les répercussions socio-économiques	80
II. Les répercussions socio-démographiques	82
CHAPITRE VI : Les relations des migrants avec leur milieu d'origine	86
I. Les relations socio-économiques	86
1. Les envois d'argent au milieu d'origine	86
2. Les autres aides fournies par le migrant	87
II. Les relations socio-culturelles	90
III. Conclusion	93
TROISIEME PARTIE : L'INSERTION ECONOMIQUE DES MIGRANTS ET L'ACCES AUX INFRASTRUCTURES URBAINES	95
CHAPITRE VII : L'insertion par l'emploi:Une étape charnière à l'insertion urbaine	96
I. Filières et stratégies d'insertion	96
<i>A. Les filières d'insertion</i>	97
1. L'industrie et l'administration	97
a - L'administration	98
b - L'industrie	100
2. Les activités annexes à l'industrialisation	101
3. Le secteur informel : porte d'entrée privilégiée sur le marché urbain de l'emploi	102
<i>B. Les stratégies d'insertion</i>	104
1. Structures familiales et accès à l'emploi	104
2. Stratégies individuelles	108
II. Mobilité professionnelle et insertion différentielles des migrants	109
<i>A. L'insertion différentielle</i>	109
<i>B. Mobilité professionnelle</i>	113
CHAPITRE VIII : L'accès au logement et à la propriété foncière	117

I.	L'accès au logement et à la propriété foncière	117
	<i>A. L'impact du phénomène sur l'insertion du migrant</i>	117
	<i>B. L'accès au sol urbain</i>	121
	1. Le tissu urbain	121
	a - L'habitat de type traditionnel	122
	b - L'habitat de type moderne	122
	c - L'habitat spontané	123
	2. Les modalités d'accès au logement	124
	a - Mode d'acquisition des parcelles	124
	b - Mode d'occupation des parcelles	125
	c - Mobilité résidentielle	127
II.	Epargne et accès au flux d'argent	129
	<i>A. Les réseaux d'épargne</i>	129
	1. La tontine	129
	2. La thésorisation	130
	3. Les réseaux modernes	132
	<i>B. Source de financement des investissements</i>	132

CHAPITRE IX : L'accès aux infrastructures urbaines et l'assimilation des valeurs urbaines 134

I.	L'accès à l'équipement urbain	134
	<i>A. L'accès à l'eau potable et à l'électricité</i>	134
	<i>B. L'accès aux autres infrastructures</i>	136
	1. Infrastructures sanitaires	136
	2. Infrastructures administratives	138
	3. Infrastructures scolaires	138
	4. Accès aux infrastructures sportives	149
II.	L'assimilation des valeurs urbaines	140
	<i>A. Le cinéma</i>	141
	<i>B. Le sport</i>	142

CHAPITRE X : Contribution des migrants au développement urbain 144

I.	Inter-relations entre migrations et dynamique socio-économique de la ville	144
	<i>A. Migration et investissements productifs, immobiliers</i>	144
	1. Migration et investissements productifs	144
	2. Investissement immobilier	147
	<i>B. Migration et structuration économique et spatiale</i>	148
II.	Actions des pouvoirs publics et leur impact sur l'insertion des migrants	150
	<i>A. Perception des migrations par les pouvoirs publics</i>	150
	<i>B. Politiques urbaines et leur impact sur l'insertion urbaine des migrants</i>	151
	Conclusion	153
	CONCLUSION GENERALE	154

UNIVERSITE DE OUAGADOUGOU

FLASHS

DEPARTEMENT DE GEOGRAPHIE

Tome 1 :

INSERTION SOCIALE

présenté et soutenu par :

SOULAMA Sayouba

Sous la direction de :

Mme OUEDRAOGO Marie-Michelle

Juillet 1994

Docteur d'Etat en Géographie

JE DEDIE CE TRAVAIL

A MON PERE

A MA MERE

Pour sa très grande combativité et son soutien moral pour la poursuite de mes études.

A MES FRERES ET SOEURS

A MES ONCLES

A tous ceux qui malgré les multiples adversités de la vie ont souvent la chance de pouvoir réaliser leurs aspirations les plus profondes.

Qu'ils trouvent ici le couronnement de leurs multiples efforts.

SOULAMA Sayouba

INTRODUCTION

Parmi les phénomènes démographiques, les déplacements des personnes sont ceux qui se prêtent le moins facilement à l'observation et par là, à l'analyse. Les migrations n'ont pas donné lieu à autant de travaux scientifiques approfondis que le mouvement naturel de population, mais ont trop souvent fait l'objet d'études superficielles.

La majeure partie des études, en effet, s'est focalisée sur l'historique, les causes, la typologie, les conséquences politiques, démographiques et socio-économiques des migrations. D'autres se sont plutôt axées sur les pôles ruraux de départ, l'identification et la direction des flux.

Toutes les études ont eu la réputation d'avoir oublié les multiples démarches effectuées par les migrants pour s'insérer dans leur milieu d'accueil.

L'exode rural, en particulier, a depuis longtemps donné lieu à bien de commentaires prenant en compte certaines caractéristiques des migrants tout en épargnant un aspect, à savoir : "l'insertion des migrants en ville".

De nos jours, beaucoup de chercheurs africains se sont rendus compte de l'absence d'études approfondies sur ce thème¹. Dès lors, le problème de l'insertion des migrants est devenu une préoccupation pour eux. Cette prise de conscience se justifie également par les problèmes socio-économiques que connaissent les villes africaines. Il s'agit entre autre du chômage, du manque de logement, de l'inadéquation ou de l'insuffisance des infrastructures urbaines.

Cette situation a fait dire certains auteurs que les villes se désurbanisent à cause de la difficile insertion des migrants ; il devient par conséquent urgent de mieux appréhender les mécanismes de l'insertion des migrants en ville.

¹. Selon le séminaire de Lomé en Février 1987 sur l'insertion des migrants en milieu urbain.

La migration rurale-urbaine que nous observons au Burkina Faso est un des facteurs principaux d'urbanisation. Le Burkina compte deux villes métropoles : Ouagadougou, la capitale et Bobo-Dioulasso ; s'y ajoutent seize (16) autres villes secondaires. La majeure partie de ces villes secondaires a moins de 50 000 habitants. Parmi elles, Banfora fera l'objet de notre étude qui porte sur : "*L'INSERTION DES MIGRANTS EN VILLE*".

La ville de Banfora est située au Sud-Ouest du pays, à l'orée de la frontière Ivoirienne sur l'axe de transit des migrants Burkinabè vers les pays de la côte. Elle jouerait un rôle de retenue, une sorte de filtre à l'émigration Burkinabè. Depuis les années 1970, ce rôle a été renforcé par l'installation d'une minoterie et d'un complexe sucrier. L'appel de main d'oeuvre engendré par la présence de ces unités industrielles a été la cause de l'arrivée massive des migrants d'origines diverses à Banfora, faisant d'elle le plus grand foyer d'immigration des villes secondaires du pays.

Banfora qui ne comptait que 6 661 habitants en 1965, voit sa population passer à 12 3058 habitants en 1975, puis à 35 145 habitants en 1985 et à 60674 habitants en 1991. La ville est marquée aujourd'hui par une sorte de ralentissement de sa croissance économique, freinant ainsi son développement.

Pour toutes ces raisons, nous avons choisi la ville de Banfora comme support de notre étude. Pour cela, il convient de voir qui sont ces migrants ? D'où viennent ils ? Quelles activités exercent-ils ?².

L'insertion urbaine des migrants peut être abordée sous plusieurs angles, mais nous nous intéresserons particulièrement aux aspects social et économique.

².Sources des données :

- * 1965 : Banfora, étude de programmation SMUH, 1973;
- * 1975 et 1985 : Recensement général de la population;
- * 1990 : Projection INSD;
- * 1991 : INSD/Enquêtes démographiques de mars 1991.

L'insertion sociale des migrants

Partant du fait qu'en général, la persistance, l'insistance et l'intensité des relations sociales constituent une des caractéristiques des villes d'Afrique noire, il convient donc, dans l'analyse du processus d'insertion

urbaine, de porter une attention particulière sur le volet insertion sociale des nouveaux citadins.

Le recours intense aux relations sociales qu'entretiennent les migrants pour régler un certain nombre de problèmes liés à la vie urbaine (embauche, logement...) montre l'importance du capital social pour l'insertion des migrants.

C'est pourquoi nous axerons nos investigations sur la constitution du ménage qui est un révélateur du processus d'insertion. L'âge du mariage, le choix de l'épouse ou d'une supplémenteaire sont autant d'indicateurs du mode insertion.

Il en est de même pour la composition du ménage, son éventuelle multi-résidence, la circulation des membres du ménage (en particulier les enfants) qui devront faire l'objet d'une analyse minutieuse.

Nous devons dans ce volet pouvoir cerner le rôle de la famille, du ménage ou des solidarités diverses dans l'accueil et le soutien des nouveaux-citadins. Il faudra alors déterminer quels sont les modes de mobilisation des réseaux sociaux pour les migrants. Nous devons également pouvoir apprécier les changements sociaux intervenus chez les migrants à cause des exigences de la vie urbaine. Il s'agira de savoir si l'insertion des migrants en ville engendre une déstructuration ou une consolidation des structures familiales. Leur insertion induit-elle l'émergence de nouveaux types de ménages (ménages, isolés; de célibataires...)?

L'insertion économique des migrants

L'étude des processus d'insertion urbaine des nouveaux citadins passe d'abord par l'analyse des stratégies et moyens mis en oeuvre par les migrants pour s'introduire dans l'économie urbaine.

Pour mieux appréhender cela, nous mettrons l'accent sur certaines composantes du processus d'accès à la ville, à l'emploi et au logement.

Motif essentiel de départ, la recherche du travail devient une préoccupation première du migrant dans son milieu d'accueil. En effet, parmi les nombreux problèmes qui se posent aux nouveaux citoyens, celui de

l'emploi s'avère être le plus crucial dans la mesure où l'accès au travail pour les migrants est indispensable pour résoudre les autres problèmes notamment l'accès à la ville.

Pour accéder à l'emploi, le migrant développe différentes stratégies (collectives ou individuelles) qui lui permettront de devenir soit un travailleur salarié soit un indépendant du secteur moderne ou non structuré et, dans le pire des cas un chômeur.

Pour atteindre ces objectifs, notre étude du point de vue méthodologique a concerné prioritairement les non natifs de Banfora que nous considérons de prime abord comme étant des migrants. Compte tenu de l'absence d'études antérieures, voire récentes pouvant servir de base pour notre étude, notre échantillon a comporté uniquement des migrants. Ceci nous a permis de saisir nettement les étapes de l'insertion ainsi que les comportements adoptés par ces nouveaux citoyens.

I. Méthodologie

La méthodologie que nous avons utilisée est essentiellement axée sur la recherche documentaire et les enquêtes de terrain.

A. Recherche documentaire

Avant de passer à l'élaboration du questionnaire et à l'enquête proprement dite, notre étude s'est d'abord orientée vers la collecte de la documentation disponible relative à la migration en général et Burkinabè en particulier. L'objectif étant de parvenir à une définition la plus exacte des notions de migration, migrants, insertion ainsi que les concepts qui les accompagnent (statut de résidence, statut matrimonial, statut d'occupation...). De ce fait, le document intitulé "l'insertion urbaine des

migrants en Afrique" édité par l'ORSTOM en collaboration avec l'URD (Lomé) et l'IFAN (Dakar) comportant plusieurs communications nous a été d'un grand recours.

Nous nous sommes énormément inspirés des questionnaires de Bamako et Dakar où des études similaires ont commencé dans le cadre du programme population Sahel du Centre d'Etude et de Recherche en Population et Développement (CERPOD) pour bâtir le notre.

B. L'enquête de terrain

Les enquêtes se sont déroulées durant tout le mois de Juin 1993. Auparavant, précisément au mois de Mai, une petite enquête pilote fut menée. L'objectif était de tester le questionnaire en vue de modifier certaines questions difficilement compréhensibles par les enquêtés, ou supprimer certaines qui ne donnaient pas de réponses variées facilement interprétables ou même enrichir l'étude de certains aspects de la vie socio-économique des migrants que nous avons omis.

A l'issue de cette enquête pilote, le questionnaire fut synthétisé car il s'avérait très long et lassant. Le questionnaire s'adressait aux non natifs que nous considérons de prime abord comme étant des migrants. L'unité statistique retenue est le ménage que nous allons définir dans l'annexe méthodologique. Le chef de ménage était prioritairement soumis au questionnaire.

A travers ce questionnaire rétrospectif, nous avons essayé dans notre approche du terrain de recueillir le maximum d'informations sur la biographie des enquêtés ; biographie qui a pris en compte certains aspects socio-économiques et socio-démographiques de la vie des enquêtés (origine, caractéristiques des migrants, modalités d'insertion sur le marché de l'emploi, l'accès au logement, comportements sociaux...). Cette méthode paraît la plus certaine car, grâce aux recueils des biographies migratoires et à la reconstitution des événements importants du passé, on comprend aisément et mieux le présent (la situation actuelle).

Le questionnaire comportait deux parties :

- La première partie nous a permis de cerner les caractéristiques socio-démographiques des enquêtés.
- La deuxième partie comprenant plusieurs modules correspondait aux différents aspects de la vie des migrants (confère annexe). Nous avons dans nos investigations touché 65 personnes dont 54 hommes et 11 femmes. Les caractéristiques de cet échantillon sont décrites dans le chapitre III de la première partie.

II. Difficultés rencontrées

Les difficultés que nous avons rencontrées sur le terrain sont essentiellement :

- La lassitude des populations d'être enquêtées et cela pour la raison que de nombreuses enquêtes y sont déjà menées et sans résultats concrets selon les enquêtés.
- L'absence fréquente de certaines personnes de leurs concessions ou de leurs lieux d'exercice de l'activité rendant difficile notre travail et nous obligeant à repasser plusieurs fois.
- Le non respect des heures de rendez-vous rendant souvent l'attente pénible. Ceci étant en partie lié aux pluies qui s'abattaient déjà sur la région.
- Enfin nombreux étaient ceux qui s'abstenaient (surtout ceux du secteur informel) sans doute de peur d'avoir affaire à des agents de recouvrement des impôts déguisés.

En dépit de ces difficultés, des informations intéressantes ont pu être recueillies et nous ont permis d'élaborer ce mémoire qui s'articule autour de trois parties :

- 1) La première partie traite des données physiques, humaines et socio-économiques de la ville de Banfora.
- 2) La deuxième partie traite de l'insertion sociale en mettant l'accent sur les réseaux de solidarité.
- 3) La dernière, tout en brossant le rôle des réseaux de solidarité montre les différentes filières d'insertion des migrants sur le marché du travail, ainsi que leurs comportements vis à vis des infrastructures urbaines.

PREMIERE PARTIE :
LE CONTEXTE REGIONAL DE BANFORA

CHAPITRE I : LA VILLE DE BANFORA ET SON ENVIRONNEMENT

Située à mi-distance de l'extrémité de la province de la Comoé (frontière avec la Côte d'Ivoire) au Sud et de Bobo-Dioulasso (seconde ville du Burkina Faso) au Nord, Banfora est marquée aujourd'hui par les conditions générales de son environnement (voir figure 1 carte de situation).

I. La situation de la province de la Comoé

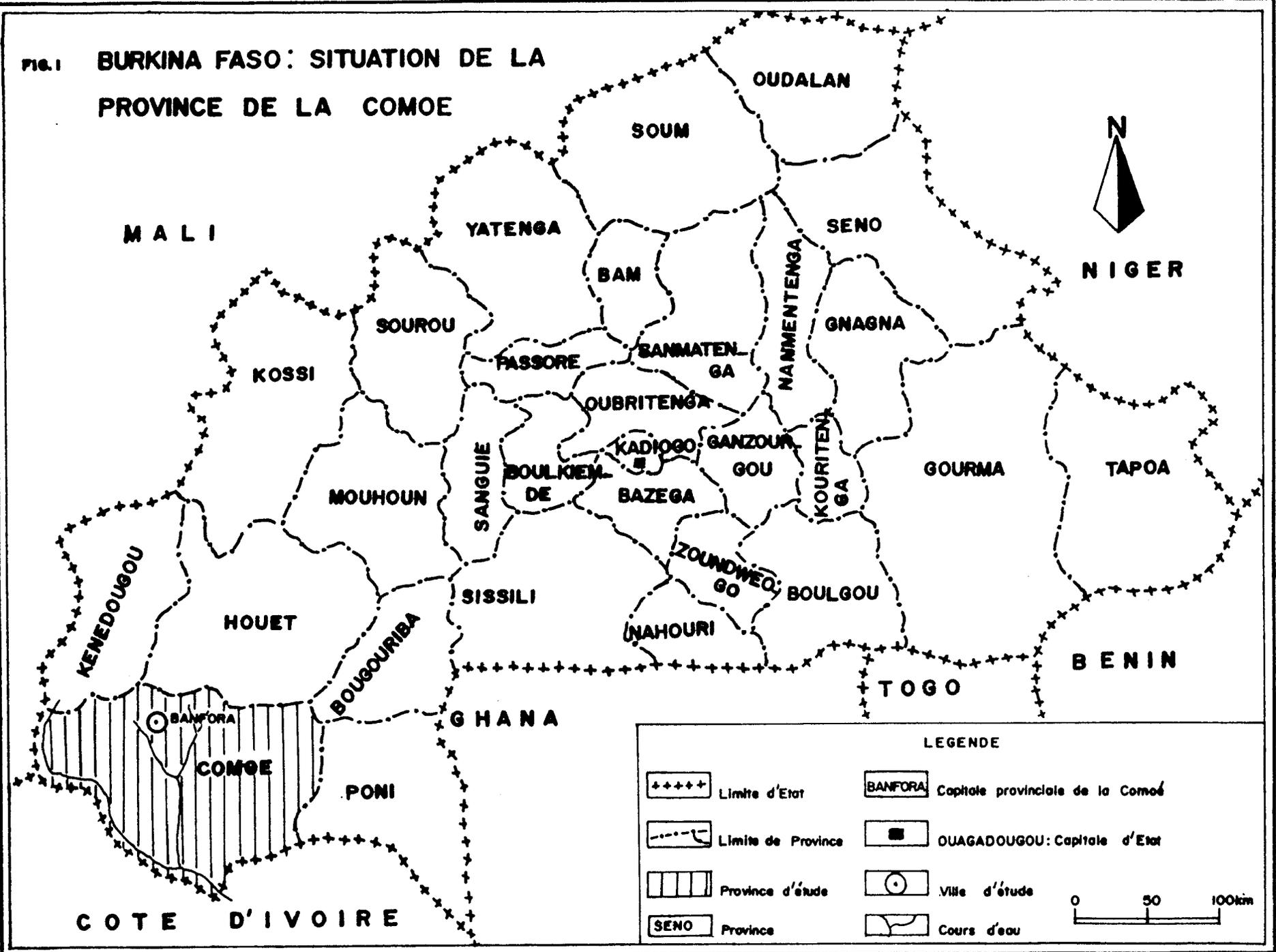
La province de la Comoé qui abrite Banfora, est située au Sud-ouest du Burkina Faso. Elle est limitée dans ses parties Nord, Nord-Ouest et Nord-Est respectivement par les provinces du Houet, du Kéné Dougou et de la Bougouriba. A l'Est la province de la Comoé fait frontière avec celle du Poni. Les républiques de la Côte d'Ivoire et du Mali constituent les limites Sud et Sud-ouest (voir figure 1). Cette situation de Banfora fait d'elle une zone de contact entre les peuples malien, ivoirien et burkinabè. Elle est traversée par la route nationale n°7 reliant le Burkina Faso à la Côte-d'Ivoire ainsi que par la voie ferrée Abidjan-Ouagadougou³. Jadis principales portes d'accès du pays à l'océan atlantique, ces deux axes ont depuis longtemps favorisé les migrations burkinabè vers la Côte d'Ivoire.

De cette situation géographique privilégiée, Banfora a pris par son expansion récente, la physionomie d'un grand carrefour africain. La proximité de la frontière ivoiro-burkinabè place Banfora sur l'axe de transit des migrants vers les pays de la Côte.

En effet, l'émigration "voltaïque" initiée ou amplifiée selon les courants d'analyse, à l'époque coloniale utilisait la route puis la voie ferrée qui traversent Banfora. La ville (qui n'était qu'un gros village) tira profit très tôt des échanges commerciaux et humains qui utilisaient et ponctuaient la direction de ces flux. L'installation à Banfora de certains étrangers, surtout des commerçants, est liée à ce phénomène. Banfora constituait également un relais pour les migrants infortunés, candidats à une migration lointaine (généralement vers la Côte d'Ivoire).

³. De nos jours cette voie ferrée est prolongée jusqu'à Kaya (localité située au Nord de Ouagadougou)

FIG. 1 BURKINA FASO: SITUATION DE LA PROVINCE DE LA COMOE



Source: I.G.B.

Mais ce n'est qu'à partir des années 1970 que l'essor démographique de la ville est devenu assez perceptible. Dans la mouvance démographique de Banfora, les phénomènes migratoires méritent une attention particulière du fait de leur ampleur au cours de ces dernières décennies. En effet, Banfora par son industrialisation récente, constitue une poche de dérivation pour les migrations externes et un point de chute pour les migrations internes. Une analyse des soldes migratoires nets (figure 2) par rapport à la population de la province (1985) montre que la province de la Comoé qui abrite Banfora a un solde positif. Elle fait partie des provinces d'accueil des migrants burkinabè.

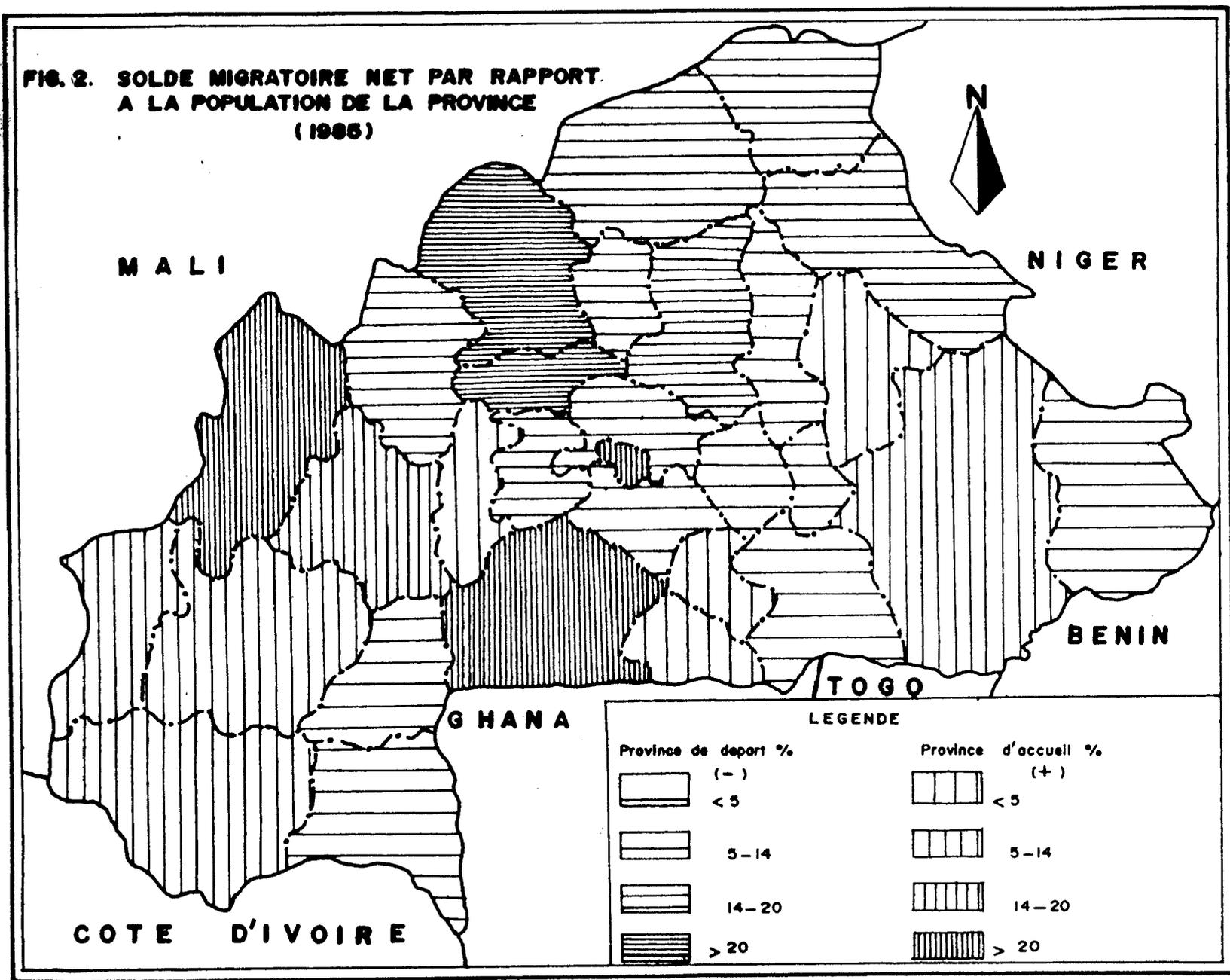
Cela se comprend d'autant plus que le cadre régional, dans lequel se situe Banfora, demeure un foyer d'attraction à cause de ses particularités naturelles.

II. Le milieu naturel

La province de la Comoé dont Banfora est la capitale régionale, bénéficie de conditions naturelles favorables. Elle est l'une des provinces les mieux arrosées du pays. Du point de vue climatique, cette région appartient à la zone Sud-soudanienne (voir figure 3). Favorisée par la proximité du golfe de Guinée, point de départ des courants d'air humide sur le continent, elle connaît une assez bonne pluviométrie. Les moyennes annuelles de précipitations dépassent 1000 mm. La durée de la saison pluvieuse est plus longue dans cette zone (plus de 5 mois) par rapport aux autres régions du pays (2 à 3 mois au plateau central, moins de 2 mois dans le Nord sahélien).

Le régime hydrographique est tributaire de la pluviométrie et est marqué par deux grands cours d'eau qui drainent la région : La Comoé et la Léraba. La Comoé, qui donne son nom à la province, constitue le plus important cours d'eau ; ses eaux sont utilisées pour l'irrigation du périmètre sucrier de Bérégadougou, base de l'afflux de nombreux migrants à Banfora.

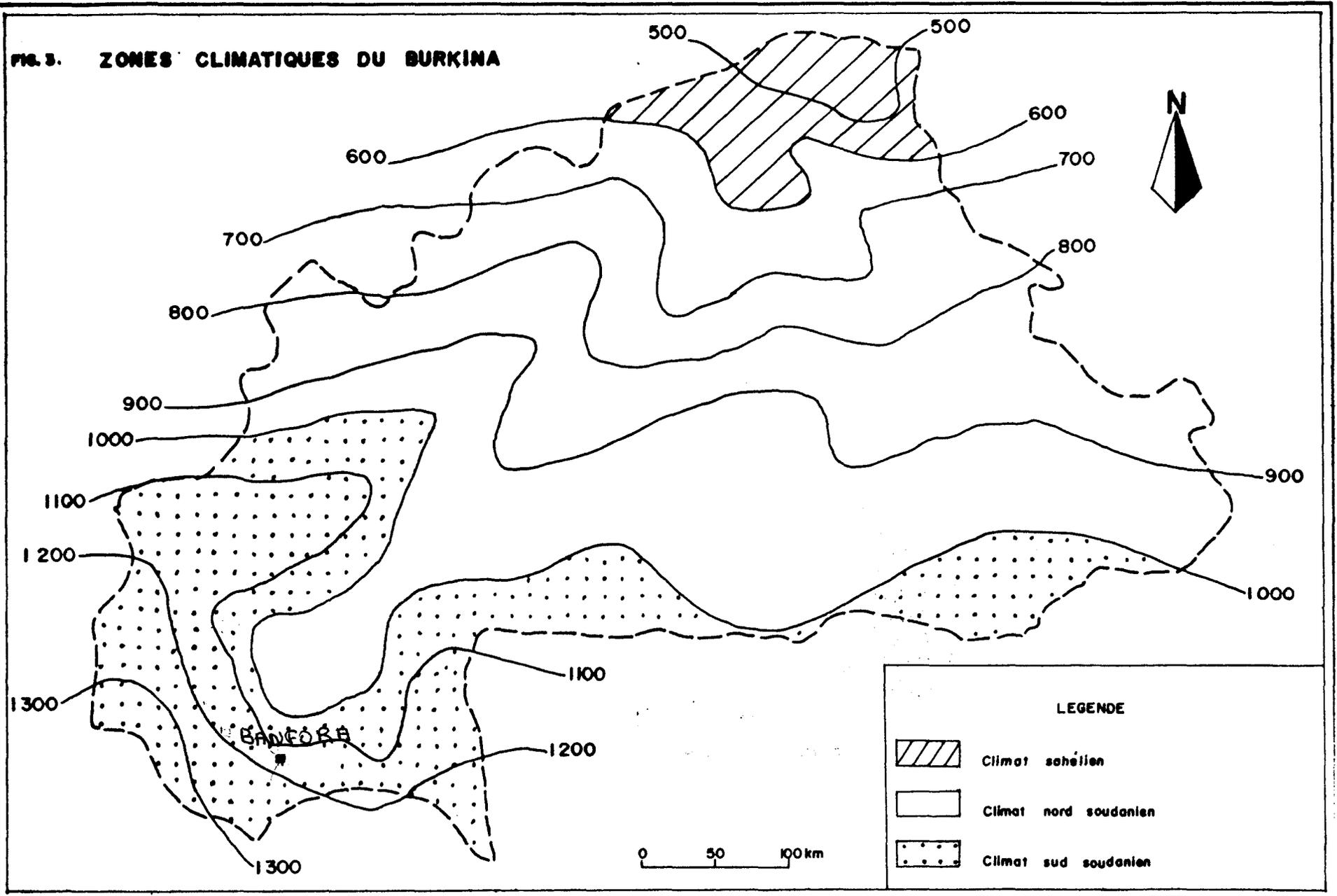
**FIG. 2. SOLDE MIGRATOIRE NET PAR RAPPORT
A LA POPULATION DE LA PROVINCE
(1985)**



Source: H. R. SOME. Migration et urbanisation au Burkina Faso.

17

FIG. 3. ZONES CLIMATIQUES DU BURKINA



Source : M. M. OUEDRAOGO. 1974.

Les sols sont à dominance sableux ou argilo-sableux. On y rencontre plusieurs types de sols dont les sols hydromorphes (assez fertiles) et les sols ferrugineux-tropicaux qui par leur profondeur et l'homogénéité de leur texture sableuse sont les plus utilisés pour l'agriculture. Les sols hydromorphes qui se forment au pied des falaises sont assez propices à la culture de la canne à sucre.

Ces conditions naturelles favorables font de la province une des principales régions agricoles du pays qui a accueilli des industries agro-alimentaires (GMB, SOSUCO)⁴ de taille appréciable.

Le contexte régional favorable joint à l'industrialisation en cours permettent de comprendre la convergence des flux migratoires vers Banfora.

Outre leur aspect numérique, ces migrations suscitent aujourd'hui de nombreuses interrogations quant au devenir des migrants dans leur milieu d'accueil, en un mot leur insertion dans leur nouveau milieu de vie. On s'interrogera d'autant plus dans le cas de Banfora que la masse des individus présente une disproportion énorme avec les opportunités c'est-à-dire les solutions effectivement offertes par la ville.

Une approche des composantes économiques et humaines de la ville permettra sans doute d'élucider ces constats.

⁴. GMB = Grands Moulins du Burkina - SOSUCO = Société Sucrière de la Comoé

CHAPITRE II : LES FACTEURS HUMAINS ET ECONOMIQUES

Les conditions du peuplement du site de Banfora, le rythme de la croissance démographique, les caractéristiques socio-démographiques de la population sont autant de facteurs aussi importants les uns que les autres qui sont à la base de la dynamique socio-économique de la ville. L'analyse de cette dynamique est importante car elle conditionne et permet d'expliquer les possibilités d'insertion des migrants à Banfora.

I. Banfora : Une ville cosmopolite

L'historique du peuplement de Banfora révèle que les occupants les plus anciens sont les Gouin, les Turka et les Karaboro et dans une moindre mesure les Dioula.

Les populations autochtones cohabitent aujourd'hui avec une multitude de groupes ethniques venus d'un peu partout du Burkina et d'ailleurs. Le cosmopolitisme ethnique s'est réalisé sur fond de crise hégémonique au niveau des populations autochtones.

L'approche historique du peuplement permet de comprendre cette situation.

A. Du peuplement autochtone à la naissance de la ville de Banfora

La présence de trois groupes ethniques autochtones à Banfora est au coeur des grands enjeux sociaux de la ville. En effet ces trois groupes ethniques se disputent la fondation de la ville. De cela résulte une relative mésentente au sein des populations autochtones : le processus historique du peuplement du site peut fournir quelques explications utiles.

1. Le peuplement autochtone

On ne peut comprendre les conflits d'hégémonie qui prévalent au sein des populations autochtones de Banfora sans recourir à l'histoire de leur mise en place.

Des sources diverses, parfois contradictoires font venir les groupes ethniques Gouin, Turka et Karaboro (qui se disputent la formation de la ville) de diverses régions d'Afrique occidentale⁵.

Les Karaboro seraient les premiers occupants de la région, venant de l'Ouest (région du KénéDougou) ; ils se sont installés là sur les terres probablement vacantes courant XVIIIe siècle.

Les Gouin quant à eux seraient venus du Nord de la Côte-d'Ivoire par vagues successives à la faveur d'anciens courants commerciaux et ce, au terme d'un long périple qui a duré plusieurs décennies (courant XVIIIe siècle).

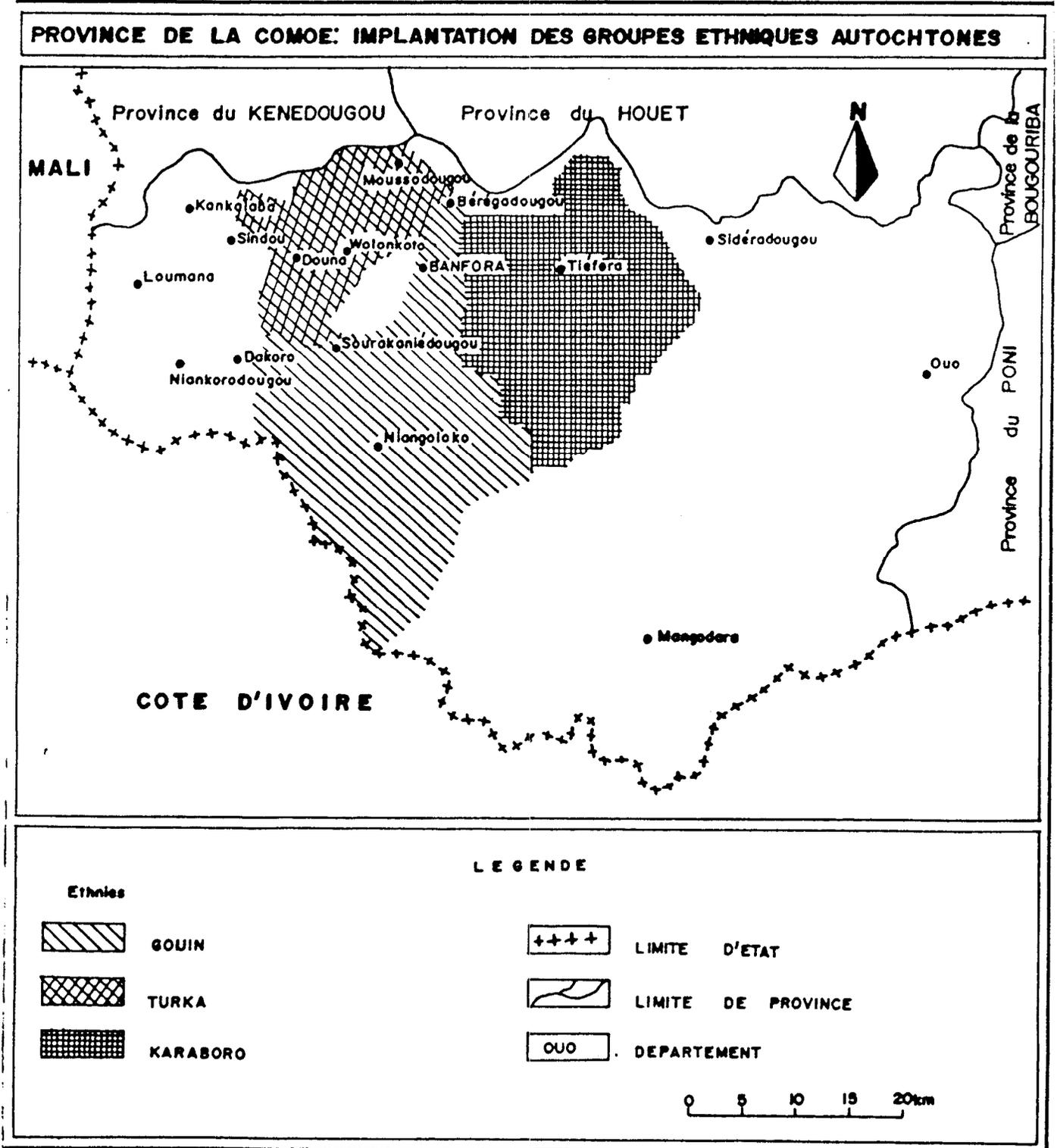
Les Turka seraient venus également à la faveur de ces mêmes courants migratoires.

Ces trois groupes ethniques, qui constituent la souche autochtone de Banfora, occupent une grande partie de la province de la Comoé (voir carte, Figure 4). A Banfora même, ce sont les Gouin qui sont les plus nombreux. Mais les fortes similitudes culturelles qui existent entre ces différents groupes ethniques sont telles qu'il est difficile d'isoler les traits qui font l'unité de tel groupe par rapport aux autres.

La naissance de Banfora intervient au moment où le site était occupé par trois groupes ethniques voisins qui entretenaient entre eux des relations de coexistence plus ou moins pacifique.

⁵. Ouattara A., 1981.

FIG. 4.



Source: VASSALLUCCI J.L. 1987.

2. Naissance de Banfora

Installés les premiers dans la plaine de Banfora, les Karaboro seraient les fondateurs de la ville si l'on tient compte du fait que ce sont eux qui ont désigné l'emplacement des sacrifices rituels et délimité les territoires qui leur convenaient. De sorte que tout nouvel arrivant ne pouvait voir son lien rituel avec la terre comme une union de seconde main⁶.

L'arrivée, des Gouin dans la plaine de Banfora les a vite mis en contact avec les premiers occupants qu'ils ont repoussés. Ce refoulement des Karaboro, hors du noyau primitif de Banfora, visait selon certaines sources, à assurer la sécurité de ces derniers qui, moins nombreux et communiquant plus difficilement avec les Gouin commençaient à rencontrer des problèmes de cohabitation avec ceux-ci. C'est ainsi que prirent naissance les premiers noyaux (Dianabama habité par les Gouin et Korona habité par les Karaboro) du village de Gbafo (la clairière) que nous connaissons aujourd'hui sous son appellation moderne de Banfora.

L'ambiguïté et l'antagonisme qui se sont installés dès le départ entre les populations autochtones, sur la création de Banfora, résultent donc de la confrontation de deux vérités non exclusives. Ce que les Gouin considèrent comme un contrat de "métayage" ressemble bien à cela. De la même façon, la revendication par les Karaboro du droit de premier occupant du site de Banfora, est sans doute légitime, compte tenu du statut symbolique de la terre.

Nous voyons donc qu'au départ les Gouin étaient les chefs traditionnels et les Karaboro les chefs de terre de Banfora. Dans la deuxième moitié du XIXe siècle, Banfora se limitait alors à Korona et Dianabama. La population était essentiellement composée d'agriculteurs Gouin et quelques Karaboro. Mais dès les années 1900 fut installé le premier poste colonial de Banfora. Avec la colonisation la porte de la région reste ouverte aux populations allogènes. Les colons organisent Banfora en petit centre urbain pour contrôler et exploiter la région (installation administrative et militaire).

⁶. Chez les Gouin comme chez les Karaboro, nul ne peut exploiter ou occuper les terres sans en voir préalablement reçu l'autorisation d'un chef de terre, qui exerce sur elle le droit du premier occupant.

Le commerce se développe. L'arrivée du chemin de fer en 1932 à Banfora donne un souffle nouveau au développement de la ville. Avec le rail arrivent des ouvriers et autres populations à la recherche d'une quelconque manne.

Au moment des indépendances la ville de Banfora connaît déjà une croissance démographique notable (2740 habitants en 1955 ; 4230 habitants en 1960) et une mutation socio-économique basée sur le développement du commerce ferroviaire et local.

L'installation d'industries agro-alimentaires dans le site de la ville au cours des années 1970 va introduire une nouvelle dynamique socio-économique dans l'évolution de Banfora. Sur le plan urbain, on assiste à une extension spatiale de la ville à partir de l'ancien noyau d'Ouest en Est (voir figure 5). L'espace urbain se hiérarchise. On a au centre, la zone commerciale où se concentrent les différentes activités productives et les services administratifs. Une zone résidentielle aux normes élevées (construction de villas) s'organise à côté du quartier commercial. Ensuite viennent les autres quartiers ou secteurs de résidence où l'habitat urbain de type moderne dans les nouveaux quartiers coexiste avec l'habitat traditionnel ou semi-moderne des vieux quartiers (agglomération en 1958).

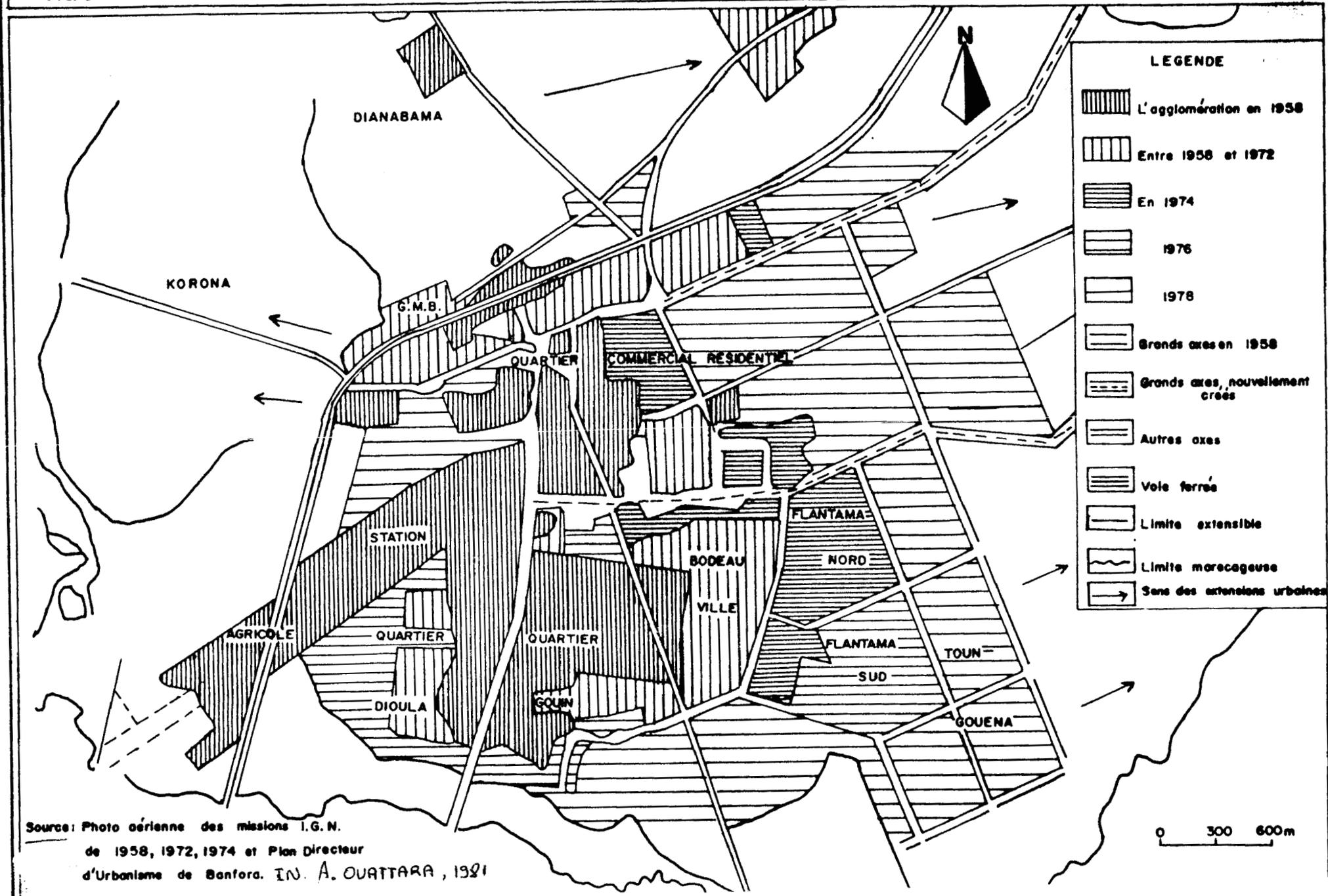
De nos jours l'extension de la ville continue toujours avec quelques noyaux d'habitats spontanés aux confins des secteurs périphériques (secteur 8). Cela est à mettre en rapport avec la pression démographique exercée sur l'espace urbain consécutivement à l'arrivée de nombreux migrants.

B. Les populations allogènes

La ville de Banfora est devenue aujourd'hui un carrefour humain important où se côtoient des populations d'ethnies et d'origines diverses. L'installation des Dioula et Peul est ancienne : elle est antérieure à la pénétration coloniale.

FIG. 8.

BANFORA : LES ETAPES DE LA CROISSANCE URBAINE DE 58-78



- LEGENDE**
- L'agglomération en 1958
 - Entre 1958 et 1972
 - En 1974
 - 1976
 - 1978
 - Grands axes en 1958
 - Grands axes, nouvellement créés
 - Autres axes
 - Voie ferrée
 - Limite extensible
 - Limite marécageuse
 - Sens des extensions urbaines

Source: Photo aérienne des missions I.G.N. de 1958, 1972, 1974 et Plan Directeur d'Urbanisme de Banfora. IN. A. QUATTARA, 1981

Leur présence (surtout les Dioula) a constitué un tremplin pour l'assise du pouvoir colonial en tant que collaborateurs privilégiés de l'administration, une sorte de "courroie" de transmission des ordres du colonisateur⁷.

Ces groupes ethniques anciennement établis seront submergés par d'autres arrivés au cours des années 1970. Parmi ceux-ci les Mossi sont majoritaires. On y rencontre également des Lobi, Dagari, Bobo, Gourounsi, Gourmantché, Sénoufo, Toussian, etc. On note aussi la présence de populations venues d'autres pays : Malinké, Guinéens, Yorouba, Wolof, Ghanéens, Libanais, etc.

La multitude de ces groupes ethniques confirme l'étendue de la zone d'attraction de la ville. Le caractère cosmopolite de Banfora témoigne de l'intensité des flux migratoires qui l'ont affectée, ce qui a sans doute eu une influence notable sur l'évolution démographique de l'agglomération.

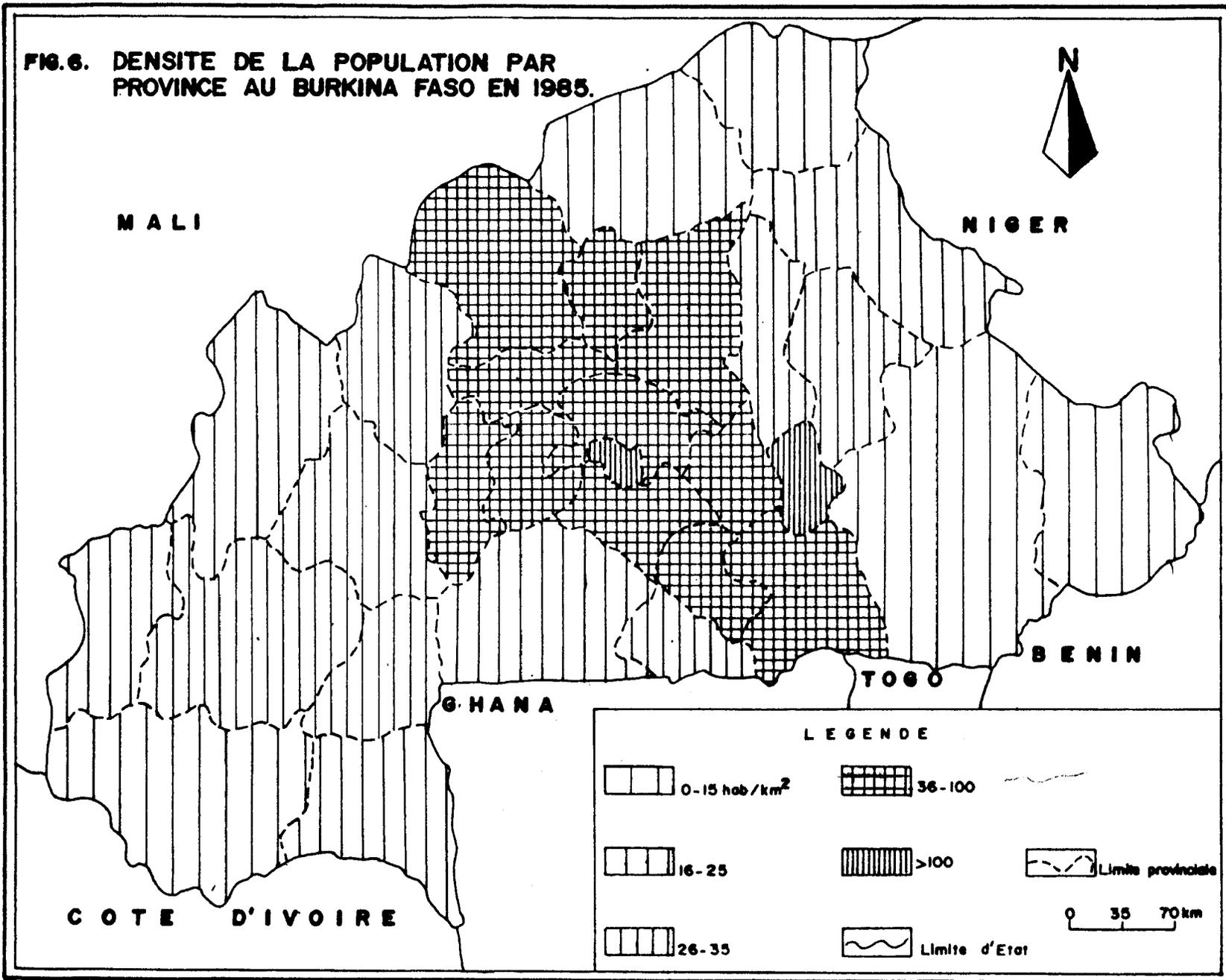
II. L'évolution démographique

Avec plus de 60 000 personnes en 1991⁸, la ville de Banfora est, avec Koudougou (58 838 habitants en 1991), l'un des principaux centres d'expansion démographique du pays hormis les deux principales villes (Ouagadougou la capitale : 634 479 habitants et Bobo-Dioulasso la seconde ville : 268 926 habitants en 1991). La province de la Comoé sur laquelle Banfora ouvre est toutefois l'une des moins peuplées du Burkina Faso (voir Figure 6) si l'on considère la place de Banfora dans la province, elle ne concentre que 20,50 % de la population provinciale en 1991 ; on peut donc parler d'une faible polarisation urbaine. Cette faible polarisation urbaine s'observe dans presque toutes les villes secondaires du pays : les villes de Koudougou et de Fada-N'Gourma regroupaient respectivement 14,93% et 5,07% de leur population provinciale.

⁷. VASSALLUCCI, J.L.;1988 : Gbafo Ku, peuplement du site de Banfora

⁸. Ces statistiques proviennent de l'enquête démographique de Mars 1991.

FIG. 6. DENSITE DE LA POPULATION PAR PROVINCE AU BURKINA FASO EN 1985.



Source: I.N.S.D. - R.G.P. 1985.

Ce qui est frappant ici, c'est le rythme de croissance de la population urbaine de Banfora. Petite bourgade de 6661 habitants en 1965, Banfora comptait au recensement de 1985, 35 319 personnes et 60 674 âmes en Mars 1991. En un quart de siècle, la ville a vu sa population presque décupler. Cette croissance s'est faite en plusieurs étapes.

A. Les étapes de la croissance (voir Tableau I et Figure 7)

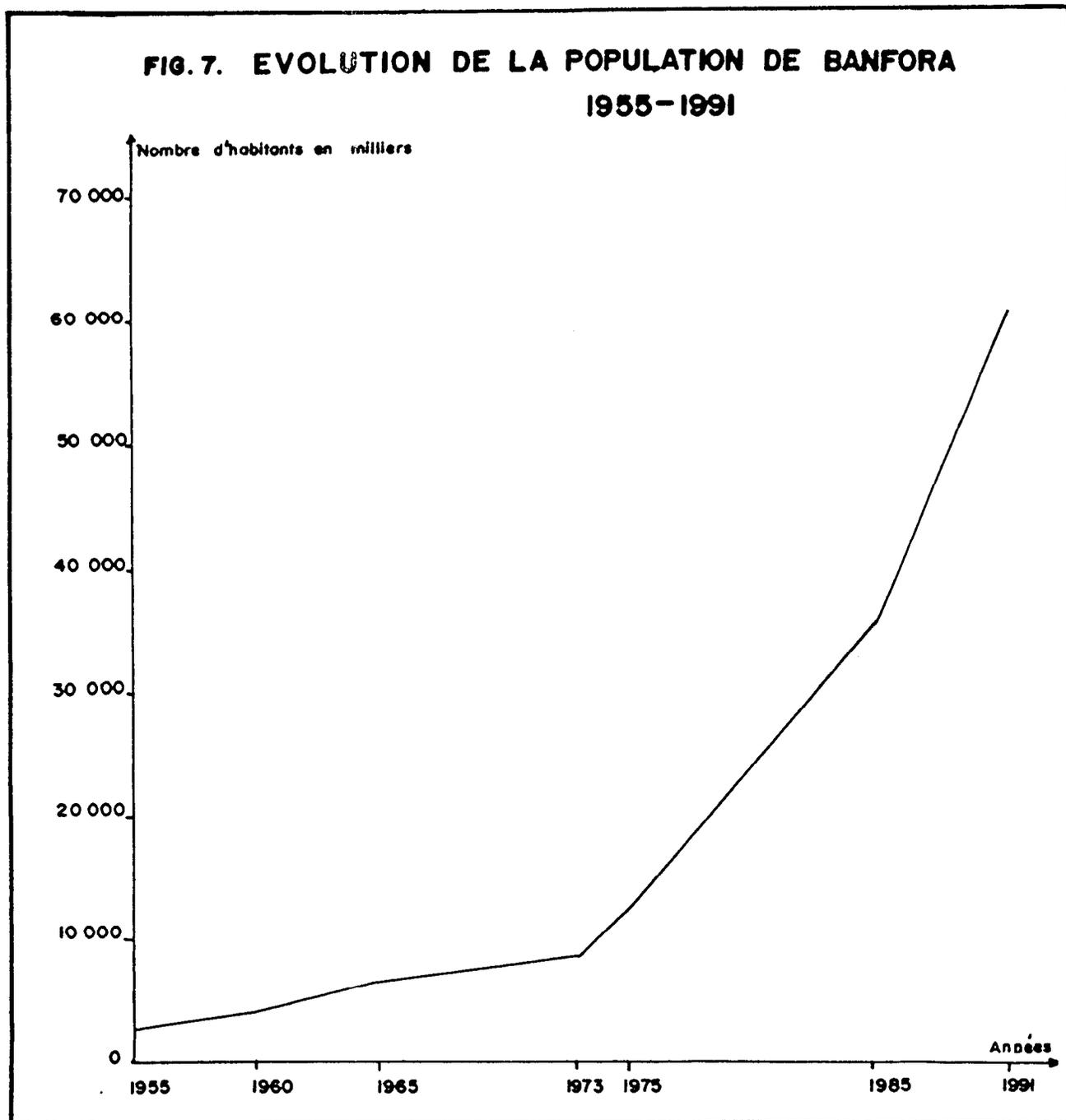
Selon les données statistiques disponibles, on peut distinguer plusieurs étapes dans l'évolution de la population de Banfora. Mais nous n'en retiendrons que celles qui paraissent assez significatives.

Tableau I : Evolution de la population de Banfora de 1955 à 1991

ANNEES	NOMBRE D'HABITANTS
1955 (1)	2 740
1960 (1)	4 230
1965 (1)	6 661
1973 (2)	8 500
1975 (3)	12 350
1985 (3)	35 319
1991 (4)	60 674

Sources : (1) Ouattara A.; 1982
 (2) Estimation de l'INSD
 (3) Recensement général de la population, INSD 1975, 1985.
 (4) INSD, Enquête démographique 1991.

De 1955 à 1973 l'évolution démographique est marquée par une certaine régularité avec un taux d'accroissement de 6% l'an. Néanmoins on note une légère variation de ce taux. Ainsi de 1955 à 1960 le taux d'accroissement qui était de 6,5% /an est passé à près de 7% l'an entre 1960 et 1973 (Figure 7).



Source: INSD, RGP 1975, 1985, Enquête démographique 1991

La période de 1973-1975 indique une nouvelle phase de croissance démographique de la ville. En effet de 8500 habitants en 1973, la ville passe à 12350 habitants en 1975 soit un accroissement annuel moyen de 12,3%. Ceci est le résultat d'une reprise de l'immigration consécutive aux importantes réalisations économiques dans la région telles que les GMB (Grands Moulins du Burkina) et la SOSUCO (Société Sucrière de la Comoé). Ces industries agro-alimentaires ont été à la base d'un exode rural vers la ville d'une foule de migrants en quête d'emplois rémunérateurs et qui a largement contribué au gonflement de la population de Banfora.

La décennie 1975-1985 : durant cette période, la population de Banfora passe de 12 350 à 35 319 habitants soit un quasi-triplement de ses effectifs (2,84 fois). Le taux d'accroissement annuel moyen de la période avoisine 18,5%. Durant la même décennie, la province de la Comoé a vu passer sa population rurale de 162 936 à 250 510 personnes soit un accroissement décennal de 53,7% et un accroissement annuel moyen de 5,37%.

Cette différence d'accroissement durant les années 1975 à 1985 entre l'ensemble rural de la province de la Comoé et la ville de Banfora met en exergue la forte concentration des effets induits (démographiques notamment) par l'implantation industrielle. Banfora subit donc la pression démographique de son environnement immédiat. L'exode rural est omniprésent. Cette pression semble se renforcer parce que dans l'esprit de bon nombre d'habitants, Banfora signifie "SOSUCO" d'où possibilité d'obtention d'emplois salariés.

Cette croissance démographique accélérée se poursuit de nos jours (voir Figure 7) à un rythme qui dépasse même les prévisions. En effet selon les estimations de l'ISND faites en 1985, Banfora devrait compter 43 416 habitants en 1991 et 46 508 en Décembre 1993 avec un taux d'accroissement très bas de 3,5% l'an ; mais ces chiffres sont largement dépassés car Banfora compte plus de 60 000 habitants selon l'enquête démographique de 1991. En l'espace de cinq ans la ville a presque doublé sa population (le total de 1985 étant multiplié par près de 1,70).

La croissance démographique de la ville reste donc soutenue alors qu'on s'attendait à un essoufflement démographique suite à la stagnation économique que Banfora connaît de nos jours après la relative prospérité des années 1970.

On peut donc s'interroger sur les facteurs de cette croissance démographique.

B. Les facteurs de croissance de la ville

La population de Banfora est caractérisée par une croissance démographique rapide. Plusieurs facteurs l'expliquent aisément.

1. L'accroissement naturel

De toute évidence le mouvement naturel a toujours été le principal moteur de la croissance démographique urbaine. Dans une ville en développement comme Banfora, le mouvement naturel de la population demeure un facteur incontournable dans l'accroissement démographique ; mais sa part doit être située à sa juste proportion.

Ce taux fluctue autour de 3% l'an (moyenne nationale 2,64%/an en 1991) alors que le taux de croissance globale de la ville se situe largement au-dessus (près de 11% l'an entre 1975 et 1985 selon les données censitaires). Le maintien du taux d'accroissement naturel à un niveau élevé par rapport à la moyenne nationale et africaine (2,5% l'an) résulte de l'action conjuguée de deux facteurs. Il s'agit des taux de natalité et de mortalité. Au Burkina Faso les statistiques officielles montrent que le taux de natalité reste élevé 49,6% alors que celui de la mortalité est en baisse (32% en 1960, 22% en 1975 et 17,5% en 1985)⁹.

⁹. Nous rappelons que le taux d'accroissement naturel, c'est la différence entre le nombre de naissances vivantes et le nombre de décès au cours d'une année et pour 1000 personnes. Il est généralement exprimé en pourcentage (%).

L'une des conséquences de cette situation est le rajeunissement de la population. Selon l'enquête démographique de 1991 on peut dire que la population de Banfora est jeune (59,88%), la tranche des adultes représente 36,8% et les plus de 60 ans 3,32% soit un taux de dépendance économique (pourcentage des moins de 15 ans et plus de 60 ans dans la population totale) de 54,14%. Ce taux de dépendance était de 64% en 1985 ; au même moment la population des moins de 20 ans représentait 58% de la population totale, 35% pour les adultes et 6% pour les plus de 60 ans.

Malgré la baisse du taux de dépendance du fait de l'augmentation de la proportion des adultes (cela peut être due à l'arrivée des migrants récents) la proportion de la tranche jeune reste plus élevée.

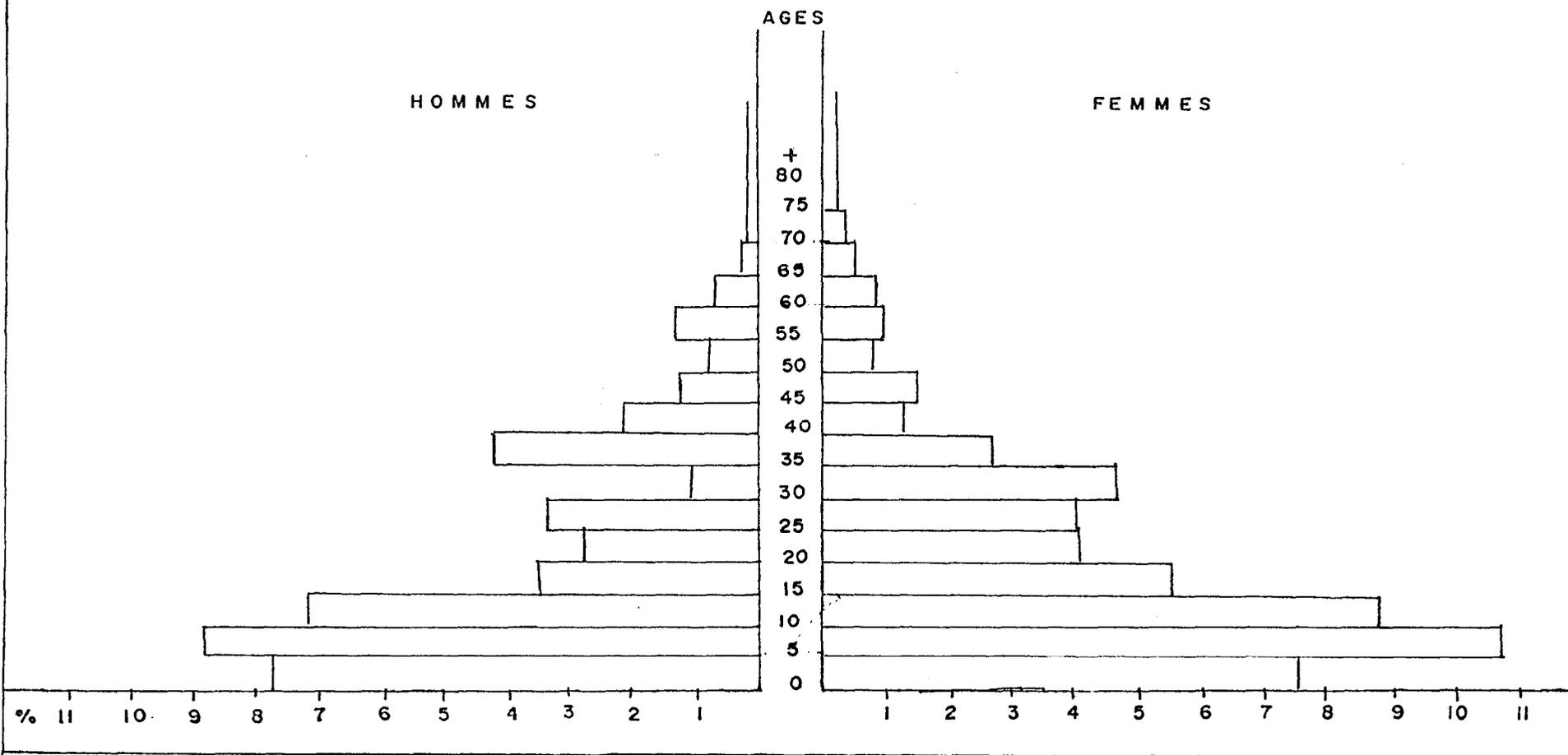
L'analyse de la structure de la population (Figure 8) au recensement de 1985 révélait déjà cette tendance que celle de l'enquête démographique de 1991 est venue confirmer. Avec une base assez large et un sommet effilé, les différentes pyramides des âges donnent les caractéristiques essentielles de la population urbaine de Banfora.

Cette situation n'est pas propre à Banfora, elle est commune à toutes les villes en développement. La répartition de la population selon le sexe montre qu'à Banfora les femmes sont plus nombreuses (54,25% en 1991) que les hommes (45,75% à la même date) alors qu'en 1985 on notait un relatif équilibre des sexes. Le taux de masculinité était de 100,5% en 1985. La proportion des femmes étaient de 49,6% contre 50,4% pour les hommes durant la même période. Si le relatif équilibre des sexes en 1985 s'expliquait par l'ampleur de l'immigration masculine, on est tenté aujourd'hui d'expliquer l'inversion de la situation par la relance de la natalité concomitante au rajeunissement de la population. L'augmentation de la proportion des adultes y est pour quelque chose.

L'amélioration des conditions sanitaires des populations urbaines par le renforcement des infrastructures est également un facteur favorable au relèvement du taux d'accroissement naturel.

FIG: 8

POPULATION DE BANFORA EN 1991



Source : I.N.S.D., Enquete démographique de mars 1991.

Le mouvement naturel ne semble pas à lui seul suffisant pour rendre compte du rythme de la croissance démographique de Banfora. Son poids n'est pas non plus négligeable. D'autres facteurs tels l'industrialisation et les migrations ont également une part non moins importante.

2. L'ouverture économique régionale

L'industrialisation de Banfora qui remonte aux années 1970 a été un facteur d'ouverture économique régionale pour la ville. La caractéristique commerciale ou industrielle qu'on attribue à Banfora et qui détermine à l'heure actuelle la forme de son inter-dépendance avec une vaste région, qui atteint sans doute les limites de la province de la Comoé est une des conséquences de cette ouverture économique.

Cette industrialisation qui a toujours coupé Banfora des réalités régionales bien qu'ayant de nos jours des effets mitigés a eu un impact certain sur le plan démographique (migrations). En effet l'appel de main d'oeuvre engendré par l'installation d'industries meunières dès 1970, dans la ville et surtout l'implantation du grand complexe sucrier de la SOSUCO, leurs retombées socio-économiques ont suffi pour alimenter un fort courant migratoire vers Banfora. Ces flux d'individus à la recherche d'emplois rémunérateurs proviennent à la fois de l'intérieur du pays et de l'extérieur.

L'industrie a donc été un facteur d'élargissement du bassin démographique (zone d'influence de la ville dans ce domaine) de la ville d'une part et d'autre par un facteur d'accroissement de l'afflux de migrants dans la ville.

3. L'impact des migrations

a. Son ampleur

Plusieurs études démographiques ont révélé le faible taux d'urbanisation des pays d'Afrique noire ; d'autres ont également montré qu'une part importante des populations des villes d'Afrique subsaharienne est originaire du milieu rural¹⁰.

C'est aussi le cas à Banfora. En effet en 1975, les statistiques révélaient que 69,3% de la population de Banfora étaient non natifs de la ville. Ce qui dénote un exode rural soutenu vers Banfora.

Selon l'enquête démographique réalisée par l'INSD (Mars 1991) les natifs de la province de la Comoé représentent 66,68% de la population résidente de Banfora. Le reste des résidents se répartit entre les natifs des autres provinces du pays (28,02%) et les migrants internationaux (5,3%). Le tableau ci-dessous résume les résultats de l'enquête démographique de Mars 1991.

Tableau II : Répartition de la population résidente de Banfora selon le lieu de naissance en %

Natifs Comoé	Natifs autres provinces du Burkina	Total Burkina	Natifs autres pays	Total
66,68%	28,02%	94,7%	5,3%	100%

Source : INSD, Enquête démographique Mars 1991.

¹⁰. Selon l'enquête menée par l'ORSTOM et le CNRST dans les secteurs périphériques de Ouagadougou plus de 80% de la population n'est pas originaire de la ville.

Telles que présentées, ces données statistiques de l'enquête démographique de 1991 ne permettent pas de faire la part entre les natifs et les non-natifs de la ville. Par contre elles montrent que plus de la moitié de la population de Banfora (66,68%) est originaire de la province de la Comoé sur laquelle la ville ouvre.

Ce qui confirme le rôle de pôle régional que joue Banfora pour son hinterland. La proportion de 28,02% des natifs d'autres provinces du Burkina dans la population résidente traduit l'importance de la convergence des migrants internes vers Banfora. En effet presque toutes les provinces du pays ont leurs ressortissants à Banfora. La zone d'influence démographique de la ville paraît en cela significative même si la majeure partie du contingent de la population semble être fournie par les campagnes environnantes (Province de la Comoé).

Au niveau national Banfora est donc un point de chute non négligeable des migrations internes. Cette ville est à même d'absorber une partie de l'énorme masse de ruraux qui se déversent dans les principales villes du pays (Ouagadougou et Bobo-Dioulasso), favorisant ainsi leur décongestionnement.

Nous remarquons également en analysant les données du Tableau II que la part des migrants internationaux dans la population résidente de Banfora est faible (5,3%). Ce qui témoigne du faible niveau de rayonnement de cette ville sur le plan international. Il ne pouvait en être autrement quant on connaît la place qu'occupe Banfora dans l'échiquier urbain national (5e rang). Mais ici c'est le niveau du développement urbain qui est l'élément déterminant. De ce point de vue, Banfora n'est qu'une simple ville moyenne qui n'a pas un grand attrait pour les migrants d'autres pays étrangers.

Le problème de l'insertion urbaine des migrants se pose dans le cas de Banfora aux nationaux surtout.

L'importance du phénomène migratoire qui affecte Banfora peut-être saisie aussi à travers le rythme de la croissance démographique (voir Tableau III).

**Tableau III : Evolution de la population de Banfora
(variation annuelle et inter-période)**

	1955	1960	1965	1973	1975	1985
Nombre d'habitants	2740	4230	6661	8500	12350	35319
Période d'accroissement (année)	-	5	5	8	2	10
Taux de variation (accroissement net)	-	8%	9%	3%	20%	11%
Hypothèse de migration nette (Taux >T-3%)i	-	5%	6%	0%	17%	8%
Facteur multiple par an ii	-	1,08	1,09	1,03	1,2	1,11
Facteur multiple par période iii	-	1,54	1,57	1,27	1,45	2,84

Source : VASSALLUCCI J.L. in "Gbafo Ku" peuplement du site de Banfora . Page 136 (modifiée par nous).

- i) Hypothèse de migration nette (taux de variation annuelle durant la période - 3%).
- ii) Facteur de multiplication par an durant la période
- iii) Facteur de multiplication sur l'ensemble de la période

L'analyse des variations annuelles et inter-périodes de la population de Banfora montre des taux d'accroissement élevés (20% entre 1973 et 1975; 11% entre 1975 et 1985).

En tenant compte du taux de croissance naturelle (taux de natalité - taux de mortalité) qui ne dépasse guère 3%/an (moyenne nationale 2,64% en 1991), on s'aperçoit d'ores et déjà de l'importance des flux migratoires dans la croissance démographique de la ville.

Le chiffre de 11% d'accroissement annuel entre 1975 et 1985 est de loin plus significatif. Partant de l'hypothèse du croît naturel de 3%/an, on peut dire que Banfora a subi entre 1975 et 1985 une migration nette de 8%. De toute évidence, il apparaît donc que l'installation du complexe sucrier aura rapidement détourné l'émigration "voltaïque" à destination de la Côte-d'Ivoire, en témoigne le solde migratoire net de 17% entre 1973 et 1975.

De nos jours, on constate une diminution des flux migratoires vers la ville ; c'est ce qui explique le passage du solde migratoire de 17% entre 1973 et 1975 à 8% entre 1975 et 1985. Cette baisse n'est-elle pas synonyme d'un essoufflement économique de la ville ? Après la grande vague d'embauche massive à la SOSUCO (1972-1975), on est arrivé aujourd'hui à une saturation du marché de l'emploi ; ce qui n'incite pas les éventuels candidats à l'exode en quête d'emploi salarié.

Néanmoins, le phénomène migratoire demeure toujours du fait que Banfora représente pour les populations rurales de la plaine le premier pôle de développement accessible et l'antichambre d'un départ potentiel pour d'autres lieux.

Ce dernier aspect s'observe surtout en période de coupe de canne à sucre où on note un afflux considérable de migrants dans le but de chercher quelques fonds pour le départ vers d'autres régions ou pays lointains. Les raisons de ces migrations sont multiples et complexes.

b. Les facteurs explicatifs des migrations

Les causes des migrations sont liées principalement à l'industrialisation de Banfora ; notamment la mise en place d'une industrie meunière dès 1970, et surtout l'implantation du grand complexe industriel de la SOSUCO à Bérégadougou en 1975. Leurs retombées socio-économiques ont suffi pour attirer une population importante à la recherche d'un emploi rémunérateur. L'appel de main d'oeuvre pour la mise en valeur de 3900 ha de canne à sucre et le recrutement du personnel technique pour les usines explique donc en partie l'exode rural vers Banfora dans la décennie 1970-1980.

Cependant l'afflux de population se poursuit alors que la dynamique industrielle s'est estompée. Cette continuité dans le temps de la migration rurale-urbaine vers Banfora s'explique par d'autres raisons qui sont probablement liées de façon intrinsèque à des déséquilibres socio-économiques dans les zones de départ. La relative pauvreté des campagnes environnantes, le relâchement des structures sociales traditionnelles etc... en sont les éléments les plus pertinents de ces déséquilibres.

Les causes de départ des campagnes résultent en particulier des faibles perspectives d'emplois rémunérés offerts par le monde rural. Ainsi la seule alternative qui s'offre aux jeunes ruraux, c'est de venir en ville dans le but d'accroître leurs revenus.

On peut donc dire que l'afflux de la majeure partie des migrants observé à Banfora est lié à la crise économique qui frappe le monde rural environnant. Ces migrants présentent souvent des caractéristiques qui les incitent à peser les avantages et les inconvénients avant de se décider à partir.

c. Les caractéristiques des migrations

D'innombrables études sur les migrations ont montré d'une manière tout à fait cohérente que la propension de migrer dépend de plusieurs facteurs tels que l'âge, le sexe, ...¹¹.

Selon l'âge c'est la tranche d'âge actif qui est concernée c'est-à-dire les jeunes de 15-35 ans (voir Figure 8). Le profil des migrants selon le sexe montre un rapport de masculinité avoisinant 1,3 en 1985 et variant selon la classe d'âge. En effet pour la classe d'âge 20-40 ans, ce rapport est de 1,7. Les raisons étant à l'origine un peu différentes pour les femmes à cause des normes sociales pesant sur leur mobilité et leur participation à la main d'oeuvre. Au Burkina Faso le mariage et d'autres considérations familiales expliquent 80% des migrations effectuées par les femmes¹².

¹¹. OBERAI A.S, 1989 : Migration-urbanisation et développement. Genève, OIT, 1ère éd. 85 p.

¹². OP., Cit.

Une analyse de la structure de la population de Banfora permet d'illustrer ces constats par la superposition des pyramides des âges de 1985 et 1991. On note une prédominance des hommes de la tranche d'âge de 16 à 35 ans. En 1985 le rapport de masculinité globale qui était de 100,5 (débordement de la pyramide de 1985 au niveau des groupes d'âges de 16-35 ans) est tombé à 84,32 en 1991. On peut donc parler d'un ralentissement du phénomène migratoire à partir de 1985 d'autant plus qu'il y a un déséquilibre en faveur du sexe féminin dans la tranche de 16-35 ans (voir figure 9).

Cette inversion s'explique par le fait que les éléments masculins, qui forment le gros du contingent des migrants, émigrent généralement seuls, à la recherche de l'emploi. Ce n'est qu'après un séjour fructueux qu'ils font venir leur famille (femmes).

C. Conséquences de la croissance démographique

Une extension spatiale rapide et des problèmes socio-économiques de plus en plus inquiétants, telles sont les répercussions de l'essor démographique à Banfora.

1. Une extension spatiale rapide

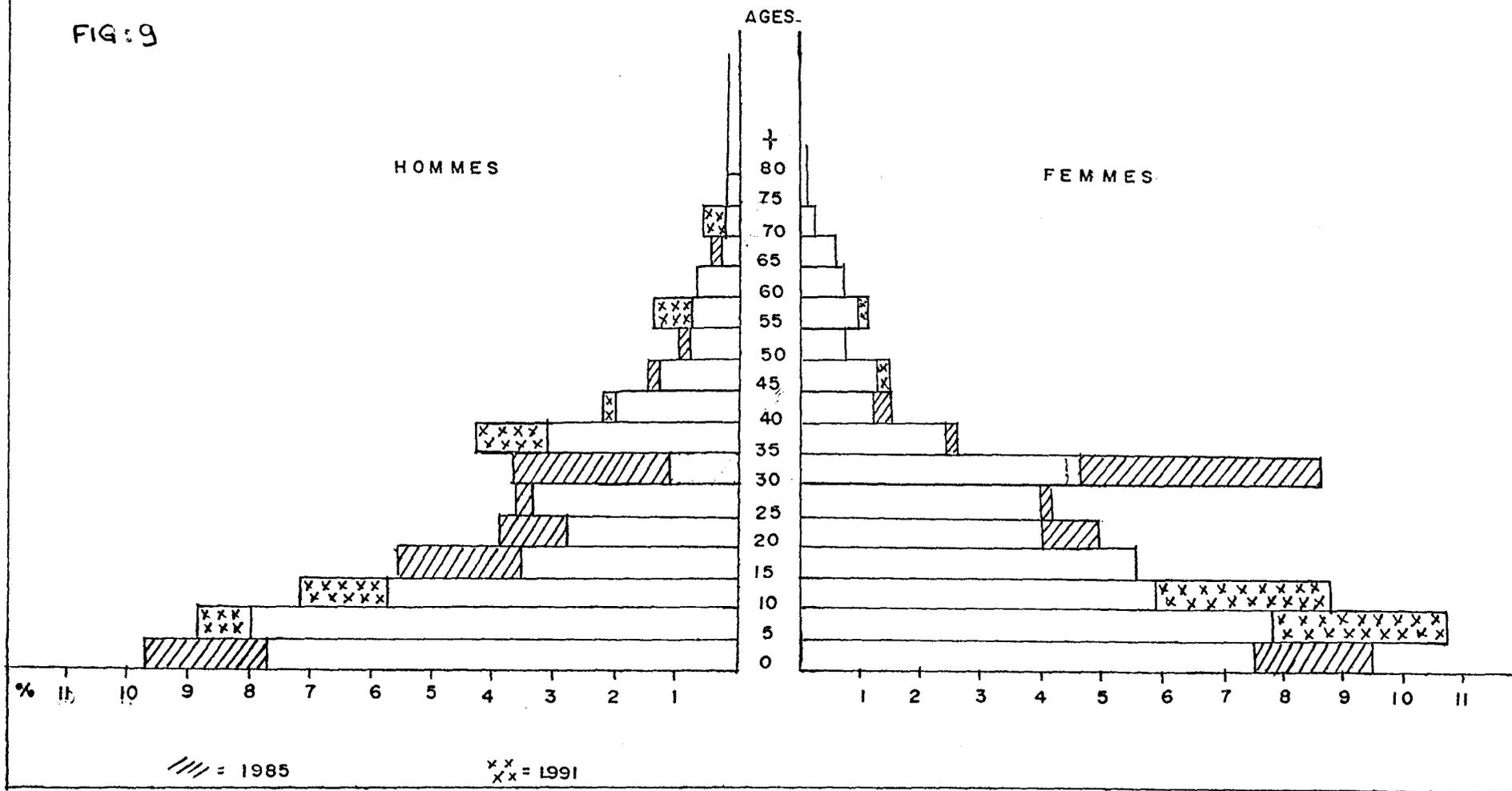
L'arrivée de nombreux migrants consécutive à l'industrialisation de la ville qui n'avait pas suffisamment d'infrastructures d'accueil a provoqué d'abord une crise de logement. Ceci a conduit les autorités, dès le départ, à construire une cité des cadres à Banfora et à procéder à une distribution massive de parcelles d'habitation aux populations résidentes.

Ainsi, en plus des lotissements de 1950 et 1967, d'autres lotissements ont suivi après 1970 (1973-74, 1976, 1983 et 1987). Jusqu'à la dernière distribution en date (1987), les autorités municipales estiment à 5668 le nombre de parcelles distribuées depuis 1958.

Le résultat de tout cela est l'extension rapide de la surface bâtie (voir Figure 5) de l'espace urbain de Banfora qui s'étale vers l'Est, le développement de la ville étant bloqué à long terme vers le Sud et à l'Ouest,

POPULATION DE BANFORA EN 1985 ET 1991

FIG: 9



Source : I.N.S.D. Recensement Général de la Population de 1985 et 1991

respectivement par "la montagne" de Kossara qui surplombe le site et la zone marécageuse dite de Kiribina, obstacles naturels à toute extension.

Outre l'extension quasi-continue de la ville vers l'Est, l'arrivée massive des migrants a entraîné une densification de la population dans les secteurs centraux (qui accueillent sans doute les migrants régionaux). Ce constat établi par les autorités locales tend à se confirmer compte tenu de la composition ethnique de ces quartiers et de leurs caractéristiques "communautaires".

Hormis les secteurs 1 (zone commerciale), 9, 10 et 11 (villages rattachés à la ville), nous remarquons sur le Tableau IV que les secteurs centraux (2, 3 et 4) regroupent plus d'habitants que les autres. Ce qui confirme nos précédents propos.

Tableau IV : Répartition de la population de la ville de Banfora par secteur (1985)

N° du secteur géographique	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	Total
Nombre d'habitants	1668	4710	5787	4426	2344	3566	2240	2240	1953	2423	3946	35319

Source : INSD. Recensement général de la population 1985.

2. Des problèmes socio-économiques inquiétants

L'attraction exercée par l'agglomération de Banfora n'a pas seulement des conséquences numérique et spatiale ; des problèmes socio-économiques nouveaux ont fait leur apparition.

C'est ainsi qu'on assiste à un accroissement du taux de chômage et du sous-emploi avec leurs corollaires tels que la délinquance, la prostitution, etc... selon une récente étude socio-économique¹³, la ville de Banfora compte de nombreux chômeurs déclarés, près de 52,9% de la population active. Le chômage urbain touche beaucoup plus les femmes que les hommes dans une proportion de 42,2%. Cela tient au faible taux de scolarisation féminine et au fait que les femmes sont le plus souvent confinées aux travaux ménagers, à cause de la division sexuelle du travail. Tous ces facteurs rendent difficile leur accession au marché urbain de l'emploi ; non scolarisées elles sont moins compétitives.

Le chômage urbain, nouveau phénomène consécutif à l'urbanisation est difficile à saisir du fait des fausses déclarations. Les données statistiques recueillies lors de l'enquête démographique de Mars 1991 réalisée par l'Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD) attestent bien cette situation (voir Tableau V).

Nous constatons en analysant ces données une absence totale de chômeurs déclarés avec seulement 1,41% de demandeurs d'emploi (un demandeur d'emploi n'étant pas forcément un chômeur). Cette enquête montre également que parmi la population urbaine moins de la moitié (48,64%) est effectivement occupée. Nous remarquons aussi que près de la moitié (49,95%) de la population active (10 ans et plus) se retrouve dans une situation imprécise. Parmi eux les femmes sont les plus nombreuses 33,98% contre 15,97% pour les hommes.

Quelle que soit la divergence que l'on peut constater entre ces deux sources de données, laquelle divergence pouvant être liée à des erreurs, le chômage demeure une réalité indéniable à l'heure actuelle car les problèmes d'emploi font partie du vécu quotidien du citoyen burkinabè en général.

¹³. Compaoré Georges, Etude socio-économique à Banfora.

A Banfora, c'est la dépendance économique de la ville vis-à-vis de la SOSUCO qui explique le mieux la montée du taux de chômage. En effet cette dépendance fut grande à telle enseigne que la baisse des offres d'emploi de la société, consécutive aux récentes mesures d'austérité qu'elle a adoptées (licenciement, baisse des embauches...), maintient une partie de la population active au chômage. Cette population active ne cesse d'augmenter à cause de l'exode rural continu en direction de la ville.

TABLEAU V : Répartition de la population résidente de 10 ans et plus selon le sexe et le statut d'activité en %.

Statut d'activité	Masculin	Féminin	Total
Occupé	27,34	21,30	48,64
Chômeur	-	-	
En quête d'emploi	1,41	-	1,41
Autre	15,97	33,98	49,95
Total	44,72	55,28	100%

Source : INSD : Enquête démographique Mars 1991.

III. La participation à l'activité économique

La mise en place de l'industrie au cours des années 1970 et ses effets induits, c'est-à-dire la diversification des activités urbaines ont eu des répercussions considérables sur la vie socio-économique de Banfora.

Le développement urbain qui s'en est suivi est le signe tangible des transformations qui ont eu lieu. Les structures socio-professionnelles et les revenus urbains reflètent assez bien ces nouvelles données économiques.

Au niveau de la participation à l'activité économique, la répartition de la population se fait selon deux composantes essentielles : les actifs et les inactifs. Toutefois la population inactive dépasse en proportion la population active (58,7% contre 41,3% de la population totale de Banfora). Parmi les actifs, les hommes représentent 82,38% contre 17,61% pour les femmes (pour les raisons de cette situation voir page 43).

53,85% de cette population active exercent dans le secteur primaire, 21,34% dans le secondaire et 24,47% dans le tertiaire (voir Tableau VI).

Ces statistiques montrent bien la prépondérance du secteur primaire malgré un démarrage industriel non négligeable. Néanmoins, il faut reconnaître que l'industrie occupe une place non moins importante. En effet le secteur secondaire occupe près du quart de la population active occupée (21,34%). Ce qui est beaucoup plus significatif si l'on tient compte de la proportion des actifs de ce secteur dans d'autres villes moyennes du Burkina. A Koudougou par exemple, troisième ville du pays, le secteur secondaire n'est représenté que par 7,18% de la population active ; les autres secteurs d'activités prédominent avec 27,52% pour le tertiaire et 64,21% pour le primaire.

Le secteur secondaire avec principalement l'industrie de transformation a donc eu un impact considérable sur les activités économiques de la population de Banfora hormis les nombreux emplois générés directement (environ 4000 emplois), la présence de l'industrie a également permis le développement d'autres activités telles que le commerce et autres services (domestiques...). Le secteur tertiaire occupe en effet la deuxième place après le secteur primaire avec 24,47% de la population active occupée.

TABLEAU VI : Répartition de la population résidente active occupée de 10 ans et plus selon le secteur d'activité en %.

Secteur d'activité Ville	Primaire	Secondaire	Tertiaire	N.D.	Total
Banfora	53,85	21,34	24,47	0,34	100%
Koudougou	64,21	7,18	27,52	1,09	100%

Source : INSD, Enquête démographique Mars 1991.

Parmi les activités tertiaires inhérentes à l'industrialisation, le secteur du commerce de détail est celui qui retient le plus l'attention.

En effet l'afflux de migrants dans la ville avec tous les besoins que cela engendre, ajouté à la masse salariale injectée dans la ville par l'industrie ont suffi à faire prospérer le commerce de détail. Le développement de ce secteur économique se fait à un rythme qui rend l'infrastructure insuffisante. Le marché central par manque de stands pour les boutiques est occupé d'une manière anarchique (les allées sont encombrées de marchandises diverses).

Cette situation s'observe également aux alentours immédiats du marché central. Les implantations désordonnées de petits hangars de vente de friperie et autres marchandises dans la zone commerciale sont là pour nous rappeler cet état de fait.

L'encombrement de l'espace immédiat du marché central qui, de surcroît est situé au bord de la route nationale n°7 reliant le pays à la Côte d'Ivoire, occasionne de nombreux accidents de la circulation. C'est d'ailleurs ces raisons qui ont poussé les autorités municipales à envisager la construction d'un nouveau marché au secteur n°7. Ce nouveau marché n'est pas encore fonctionnel bien que déjà construit. Beaucoup de facteurs sont à l'origine de cette situation.

Il y a d'abord le fait que l'ancien marché est situé près de la gare ferroviaire et routière, toute chose qui favorise les commerçants pour le transport de leurs marchandises. Mais les raisons qui empêchent l'emménagement dans le nouveau marché sont économiques et liés aux intérêts de certains-commerçants. Pour ceux qui ont beaucoup d'intérêts dans l'ancien marché, tout déménagement ne peut les arranger. Pour les petits commerçants ce déménagement est synonyme de faillite car beaucoup perdront leur clientèle.

Les raisons du refus de déménager dans le nouveau marché sont nombreuses. Nous ne pouvons pas prétendre les avoir épuisées. D'autres sont objectives mais les raisons subjectives l'emportent.

Dans l'attente de nouvelles solutions concernant le marché, les autorités municipales usent de la déviation de la route nationale n°7 les jours de dimanche (jour de marché) comme solution transitoire.

Nous voyons donc que l'activité industrielle à Banfora a eu non seulement des conséquences démographiques mais aussi des répercussions économiques surtout sur les formes de participation à l'activité économique.

Cette analyse des facteurs économiques et humains nous permet de dire que Banfora fait partie des principaux centres d'expansion démographique du pays et dont l'essor est beaucoup plus imputable à la migration rurale urbaine. Elle est l'une des rares villes moyennes où l'industrie a eu un impact considérable du point de vue économique et démographique.

Tel est le contexte dans lequel nous essayerons d'analyser les modalités d'insertion socio-économique des migrants venus à Banfora pour diverses raisons et à des moments différents.

CHAPITRE III : L'INSERTION URBAINE DES MIGRANTS : PRESENTATION DE L'ECHANTILLON D'ETUDE

A défaut de pouvoir mener une étude quantitative ,compte tenu de la faiblesse de nos moyens, nous avons opté pour une étude qualitative du processus d'insertion socio-économique des migrants à Banfora .

Ce qui nous a conduit à faire nos enquêtes sur un échantillon réduit, facilement manipulable. Notre enquête a touché 65 migrants choisis au hasard dans les secteurs géographiques de la ville .

I. Les Caractéristiques Socio-Démographiques

Les 65 migrants se répartissent dans presque tous les secteurs géographiques de Banfora (voir tableau VII). Nous rappelons que la ville de Banfora compte onze (11) secteurs géographiques dont 8 contigus ; les trois autres sont des villages périphériques (Kossara , Kiribina , Bounouna) rattachés à la commune .Ces secteurs périphériques n'ont pas été touchés par nos enquêtes . Nous avons estimé que ces secteurs ne présentaient pas un intérêt certain pour notre étude .

**TABLEAU VII : Répartition des migrants selon
le secteur géographique**

Secteur	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	Total
Effectifs	4	9	8	10	10	8	10	6	-	-	65

Source : Enquête sur le terrain à Banfora, Juin 1993.

Ce tableau montre que la localisation des migrants dans la ville est quasi-homogène d'un secteur géographique à l'autre .

Selon le sexe , 83,08% des migrants enquêtés sont des hommes contre 16,92% pour les femmes .L'ensemble des 65 migrants constitue 57 ménages d'une taille moyenne de 5,38 personnes .

76,92% des chefs de ménage sont des hommes contre 23,08% pour les femmes. L'analyse du statut matrimonial des enquêtés nous permet d'affirmer que plus de la moitié des migrants approchés sont mariés (56,93%). Dans cette catégorie les monogames (40% des mariés) l'emportent sur les polygames (16,93%). Peut-on à partir de ces résultats dire qu'il y a un changement de comportement en faveur de la monogamie en milieu urbain contrairement à la pratique courante de la polygamie dans le monde rural?

Doit-on percevoir là des réponses liées aux exigences de la vie urbaine ? On peut le penser dans la mesure où les nouvelles réalités (coût de la vie ...) urbaines auxquelles les migrants doivent faire face diffèrent énormément de celles du monde rural.

TABLEAU VIII : Statut matrimonial des migrants à Banfora.

Statut	Célibataire	MM	MP	Union libre	Divorcé	Veuf	Total
Effectifs	33,85	40	16,93	3,07	6,15	-	100%

Source : Enquête sur le terrain à Banfora, Juin 1993.

MM = Marié monogame. MP = Marié polygame

Du point de vue de l'appartenance ethnique des enquêtés, nous avons recensé une vingtaine de groupes ethniques. Ce qui confirme le caractère cosmopolite de la ville.

Parmi les enquêtés 27,69% sont des Mossi. Cette forte proportion témoigne de la prédominance de cette ethnie dans la population allogène (migrante) mais, ne reflète aucunement la composition ethnique réelle de la ville. La faible représentation des populations autochtones (Gouin, Karaboro, Turka) s'explique par le fait que leur insertion se fait avec moins de difficultés que pour les populations allogènes.

TABLEAU IX : Composition ethnique de l'échantillon.

Ethnie	Effectif	Ethnie	Effectifs
Mossi	18	Turka	2
Karaboro	8	Yoruba	2
Gouin	7	Bwaba	1
Bobo	4	Dafing	1
Sénoufo	4	Dagari	1
Gourounsi	3	Gourmantché	1
Samo	3	Pougouli	1
Dioula	2	Sariba	1
Peul	2	Tiéfo	1
Sambla	2	Toussian	1

Source : Enquête de terrain à Banfora, Juin 1993.

Selon leurs origines géographiques 89,23% des migrants sont burkinabè. Les non-burkinabè ne représentent que 10,77% du total.

Les migrants d'origine rurale sont plus nombreux 58,46% contre 41,5% des migrants nés dans un milieu urbain. La province de la Comoé détient le record avec 27,69% contre 30,77% pour toutes ces autres provinces du Burkina .

Ce qui confirme une fois de plus le caractère régional des migrations dirigées vers Banfora (voir tableau X)

TABLEAU X : Origine géographique des migrants (%).

Milieu	Rural	Urbain	Total
Origine			
Comoé	27,69	3,07	30,77
Autres provinces			
Burkina	30,77	27,69	58,46
Total Burkina Faso	58,46	30,77	89,23
Autres pays			
africains	-	10,77	10,77
TOTAL	58,46	41,54	100%

Source : Enquête de terrain à Banfora, Juin 1993.

L'âge moyen des migrants de l'échantillon se situe entre 20 et 39 ans (70,76% des cas). Les moins de 20 ans sont au nombre de 2 soit 3,08% et les plus de 50 ans représentent 7,7% du total. Nous pouvons remarquer que la tranche d'âge actif est la plus concernée par la migration.

TABLEAU XI : Répartition des migrants selon leur âge.

Age en année	Moins de 20	20-29	30-39	40-49	50 et plus	Total
Effectif (%)	3,08	35,38	35,38	18,46	7,7	100%

Source : Enquête de terrain à Banfora, Juin 1993.

Selon la durée de séjour, plus des 3/4 des enquêtés vivent à Banfora il y a plus de 5 ans soit 52 cas sur 65; 20% seulement ont moins de 5 ans de séjour. Par contre près de la moitié des enquêtés sont arrivés après le recensement de 1985.

Banfora continue donc à subir la pression de l'exode rural contrairement à l'opinion fort répandue d'une éventuelle baisse suite à l'arrêt des embauches dans le secteur agro-industriel.

TABLEAU XII : Durée de séjour des migrants à Banfora.

Nombre d'années (durée de séjour)	Effectif
Moins de 5 ans	13
5-9 ans	17
10-14 ans	15
15-19 ans	13
20 ans et plus	7
Total	65

Source : Enquête de terrain à Banfora, Juin 1993.

Une analyse du rang familial des migrants bat en brèche la thèse selon laquelle les migrations concernent prioritairement les autres membres de la famille exception faite de l'aîné qui doit rester auprès de la famille pour subvenir aux besoins de cette dernière et, en cas de décès du père assurer la relève¹⁴. (voir tableau XIII).

TABLEAU XIII : Rang familial des migrants

Rang	Effectif
Aîné	12
Cadet	16
Benjamin	9
Autre rang	28
Total	65

Source : Enquête de terrain à Banfora, Juin 1993.

Le tableau ci-dessus montre effectivement que les migrants sont recrutés à tous les niveaux, peu importe le rang familial. Néanmoins nous remarquons que les benjamins ne sont pas souvent candidats à la migration. La migration étant une stratégie familiale, on peut comprendre aisément cette situation car les benjamins sont dans nombre des cas devancés par leurs frères nés plus tôt. (aînés)

II. Les caractéristiques socio-économiques

L'analyse socio-économique de l'échantillon concerne essentiellement les activités exercées par les migrants avant et après leur installation à Banfora ainsi que leur statut dans l'activité principale.

¹⁴. LOCOH T., Rôle des familles dans l'accueil des migrants
In. Insertion urbaine des migrants en Afrique, 1987.

Selon le statut d'occupation (voir Tableau XIV) la quasi totalité des migrants est occupée soit 86,15%. La population active inoccupée de l'échantillon représente 13,85% dont 4,61% pour les femmes au foyer. Les autres se répartissent en proportion égale de 3,08% (chômeurs, élèves et étudiants, retraités et autres)¹⁵.

TABLEAU XIV : Répartition des migrants selon leur statut d'occupation.

Statut d'occupation	Occupé	Femmes au foyer	Chômeur	Elève Etudiant	Retraités & autres	Total
Effectifs (%)	86,15	4,61	3,08	3,08	3,08	100%

Source : Enquête de terrain à Banfora, Juin 1993.

Peut-on à partir de ces statistiques, malgré que le chômage demeure une réalité à Banfora, affirmer que les migrants échappent pour la plupart des cas à ce fléau ? Il est difficile de répondre à cette question, car nous ne pouvons toutefois pas être sûr des déclarations de certains migrants compte tenu d'un certain nombre de facteurs et pesanteurs sociologiques qui influencent leur avis notamment quand il s'agit de la déclaration du chômage.

Le chômage est en effet un phénomène récent consécutif à l'urbanisation en Afrique subsaharienne ; son caractère social déshonorant fait qu'il est toujours sous-estimé ou mal enregistré. Dans le cas des migrants, il faut reconnaître que beaucoup utilisent tous les moyens pour exercer une activité quelconque ne serait-ce que dans le secteur informel pour ne pas perdre "la face".

¹⁵. Nous rappelons que le statut d'occupation fait la différence entre la population active effectivement occupée et celle inoccupée. Dans cette dernière catégorie, nous incluons les ménagères (femmes s'occupant uniquement de leur foyer), les élèves et étudiants, les chômeurs proprement dits, les retraités et autres inactifs (invalides, vieillards...).

Cela est d'autant vérifié chez ces derniers que leur objectif premier est la recherche d'un emploi rémunérateur ; même si cet espoir est vain ou tarde à venir, l'on continue à espérer. Ce sont peut-être là quelques raisons qui semblent traduire la faible proportion des chômeurs dans notre échantillon.

Par ailleurs, selon leur statut dans l'activité principale, nous constatons qu'il y a autant de salariés (51,81%) que de travailleurs indépendants (42,85%). Cette situation est beaucoup plus liée à l'importance des emplois générés par l'industrie qui, ajoutée à l'administration publique et privée font de Banfora une des premières villes moyennes du pays à compter le plus de salariés.

Cela n'a cependant pas empêché la formation d'un secteur informel comptant de nombreux travailleurs indépendants qui vivent au rythme de la santé financière du "salarial" urbain. A Banfora les secteurs moderne et informel se côtoient et s'épaulent quotidiennement. Selon toujours notre enquête de terrain, l'informel concerne 46,42% des migrants contre 53,58% pour le moderne.

Après cette présentation qui révèle les caractéristiques socio-économiques et socio-démographiques de notre échantillon d'étude, nous nous proposons d'aborder dans les parties qui suivront, le processus d'insertion de ces migrants dans la ville.

Dans le premier volet nous aborderons les questions de l'insertion sociale et dans le second celles inhérentes à l'insertion économique.

DEUXIEME PARTIE :

L'INSERTION SOCIALE

Le processus de l'insertion sociale consiste à analyser les différents mécanismes qui permettent aux migrants de participer à la vie sociale du milieu d'accueil.

L'étude de l'insertion sociale sera abordée par une analyse des comportements vis-à-vis des réseaux de solidarité auxquels les migrants appartiennent.

Comment les réseaux facilitent-ils l'accès à l'emploi ? au logement ?

Comment interviennent-ils dans le processus de la migration vers Banfora ?

CHAPITRE IV : CHEMINEMENTS MIGRATOIRES, RESEAUX DE SOLIDARITE ET STRATEGIES D'INSERTION DES MIGRANTS

Le mode d'insertion est difficilement saisissable par une approche macro-sociale. C'est pourquoi l'étude du cheminement migratoire s'avère utile pour cerner les filières migratoires privilégiées. Quels sont les fondements de ces filières ? Quelle est la nature des différentes unités d'observation qu'elles intègrent (famille, associations, etc.) ? Ce sont là les principales questions qui constituent l'ossature du présent chapitre.

I. Les itinéraires migratoires

A. *Essai de définition*

Les lieux des déplacements successifs des personnes enquêtées définissent des trajets que l'on peut appeler "cheminement migratoire" ou itinéraire migratoire. Le point de départ est le lieu de naissance, le point terminal le lieu d'enquête.

L'étude des itinéraires migratoires a pour but de :

- Décrire les divers chemins qui mènent au lieu d'enquête.
- Examiner si certains d'entre eux sont plus populaires que d'autres.
- Identifier les principales étapes des migrants depuis la première sortie de leur lieu de naissance et voir le rôle de la ville dans leur vie.
- Etudier enfin les expériences résidentielles selon les typologies que l'on peut créer à partir de ces itinéraires.

Il est évident que la création de telles typologies ne devient intéressante qu'en fonction de certaines caractéristiques des migrants. Par exemple, certains cheminement peuvent être suivis par les hommes plutôt que par les femmes ou pour un certain groupe d'âge plutôt que par un autre.

Pour connaître les cheminements migratoires, le recueil des renseignements suivants a été nécessaire : l'enregistrement de tous les déplacements des migrants à partir de leur lieu de naissance, lieu de départ du parcours migratoire et d'arrivée selon l'âge, le sexe, la durée de séjour, l'activité (ou les activités) exercée(s) pendant le séjour et le motif du déplacement.

C'est sur la base de ces données recueillies que nous avons tenté de regrouper les migrants par fréquence des déplacements, et de créer une typologie spatiale de certaines migrations.

B. Fréquence des déplacements

La fréquence des déplacements repose sur la répartition détaillée des migrants par parité de déplacements c'est-à-dire le nombre exact de déplacements d'un individu. Il s'agit d'une classification des migrants selon le nombre de leurs déplacements au cours d'une période donnée. Pour notre étude, la période prise en compte commence depuis la naissance jusqu'à l'enquête et cela concerne les déplacements de plus de 6 mois.

1. La répartition des migrants par parité de déplacements

Ainsi, selon le nombre de déplacements, les migrants de notre échantillon se repartissent de la façon suivante :

TABLEAU XV : Répartition des migrants selon le nombre de migrations

Parité de déplacement	1	2	3	4	5 et +	IND	Total
Effectifs (%)	24,61	16,92	12,31	13,85	21,54	10,77	100%

Source : Enquête de terrain à Banfora, Juin 1993.

Le tableau ci-dessous montre que près du quart des migrants enquêtés sont à leur premier déplacement c'est-à-dire que Banfora est leur deuxième lieu de résidence après leur lieu de naissance.

Ces migrants, comme nous allons le voir plus loin, sont généralement issus du milieu rural. Ils sont donc à leur première expérience urbaine. Il va sans dire que ces derniers n'auront pas les mêmes possibilités d'insertion urbaine que ceux qui ont plusieurs étapes urbaines dans leur cheminement migratoire. Cela tient du fait que le processus d'insertion est cumulatif, c'est-à-dire que les acquis du passé sont à prendre en compte.

Les migrants qui totalisent le plus de déplacements (parité 5 et plus) représentent 21,54% de l'échantillon d'étude. Ajoutée à ceux de la parité 4, cette proportion dépasse largement le quart, légèrement plus du tiers (35,39%) de l'ensemble des migrants enquêtés.

Parmi ces migrants, les fonctionnaires notamment les enseignants sont ceux qui totalisent le plus grand nombre de déplacements. En effet c'est dans cette catégorie socio-professionnelle que les déplacements sont nombreux du fait des multiples affectations administratives.

Ces mutations fréquentes des fonctionnaires correspondent à la volonté gouvernementale de rendre difficile la constitution de groupe de pression à base ethnique. Les agents sont donc systématiquement affectés hors de leur région d'origine. Cette pratique recueille d'ailleurs l'assentiment de nombreux fonctionnaires qui y voient le moyen de réduire les demandes de soutien financier de leur famille restée au village.

L'érection d'une localité en centre administratif (cas de Banfora) se traduit par la présence d'une population mobile de fonctionnaires aux comportements socio-économiques spécifiques qui influencent la dynamique démographique (personnes à charge) et économique. Pour ce qui est de Banfora, l'amorce industrielle a amené une diversification et un développement des services administratifs dont la composante démographique (les fonctionnaires et leurs dépendants) sont incontournables pour toute étude.

Outre ces fonctionnaires qui représentent moins de 15% de notre échantillon, nous avons de nombreux migrants dans cette parité (5 et plus) et dont le nombre de migrations s'explique beaucoup plus par des raisons socio-économiques.

Les migrants ayant effectué deux migrations représentent 16,92% du total contre 12,31% pour la parité 3. Près du tiers (29,23%) des migrants enquêtés ont donc effectué deux à trois migrations depuis leur naissance. A partir de cette analyse, nous pouvons affirmer que la plupart des migrants installés à Banfora (75%) ne sont pas à leur premier déplacement. Nous avons plus affaire aux migrants qui ont vécu d'autres expériences ailleurs ; ils ont acquis des expériences pouvant faciliter leur insertion dans la ville.

2. Fréquence des déplacements selon l'âge

En poussant notre analyse sur les cheminements migratoires, cette fois selon l'âge des migrants, nous observons toutefois quelques disparités (voir Tableau XVI).

Il est évident que le nombre de migrations effectuées par un individu jusqu'au moment de l'enquête dépend de son âge. Ce nombre augmente au fur et à mesure que la personne avance en âge. Ainsi le groupe le plus jeune (exclusion faite du groupe des moins de 20 ans car faiblement représenté dans notre échantillon), soit celui des 20-29 ans se distingue des autres.

Il présente en effet la plus grande proportion (bien qu'étant en égalité avec la tranche des 30-39 ans) des personnes ayant fait une migration (10,77%) et la plus faible proportion de ceux qui ont fait au moins 4 migrations (1,54%).

TABLEAU XVI : Fréquence des migrations par tranche d'âge.

Nbre de migrations Tranche d'âge	1	2	3	4	5 et plus	IND	Total
Moins de 20 ans	-	-	1,54	-	-	-	1,54
20-29 ans	10,77	7,69	3,08	1,54	1,54	6,15	30,77
30-39 ans	10,77	7,69	4,61	7,7	10,77	1,54	43,07
40-49 ans	1,54	-	3,08	4,61	6,15	3,08	18,46
50 ans et plus	1,54	1,54	-	-	3,08	-	6,16
Total	24,61	16,92	12,31	13,85	21,54	10,77	100%

Source : Enquête de terrain à Banfora, Juin 1993.

Contrairement au précédent groupe, la tranche des 30-39 ans est celle qui comporte la plus grande proportion des migrants ayant dans leur actif au moins 4 migrations soit 18,47% (parité 4 + parité 5 et plus). C'est aussi dans cette tranche que nous enregistrons le plus grand nombre de migrants (43,07%) de notre échantillon.

A partir des tranches d'âge de 40-49 ans et 50 ans et plus, la plupart des migrants ont effectué au moins 4 déplacements. Nous pouvons donc dire que plus on avance en âge, plus on a une biographie migratoire assez fournie; l'âge d'or étant la tranche 30-39 ans. C'est effectivement à cet âge que tout migrant tente de se faire une situation socio-économique stable après plusieurs tentatives à la recherche du mieux être. A cet âge le migrant est à mesure de faire le bilan de ses déplacements car il y a beaucoup plus de chance que son itinéraire migratoire prenne fin. La vocation industrielle de Banfora (possibilité d'embauche dans le complexe sucrier) incite certains vieux migrants à s'y établir définitivement.

3. La fréquence des déplacements en fonction du sexe

Quelles peuvent-être les caractéristiques des migrations selon le sexe? Les femmes migrent-elles aussi fréquemment que les hommes ? Si non quelles sont les raisons qui peuvent expliquer cette situation ? Voici autant de questions auxquelles nous nous proposons de donner des réponses à travers l'analyse des migrations selon le sexe.

L'importance d'une telle analyse paraît assez évidente quand on sait qu'au Burkina Faso l'exode rural touche aussi bien les hommes que les femmes. Néanmoins les hommes sont plus nombreux que les femmes parmi les migrants. Notre enquête auprès des migrants à Banfora a permis de toucher 11 femmes (16,92%) et 54 hommes (83,08%).

TABLEAU XVII : Fréquence des déplacements selon le sexe

Nbre de migrations Sexe	1	2	3	4	5 et plus	IND	Total
Masculin	24,63	15,38	9,23	9,23	16,92	7,7	83,08
Féminin	-	1,54	3,08	4,62	4,62	3,07	16,92
Total	24,63	16,92	12,31	13,85	21,54	10,77	100%

Source : Enquête de terrain à Banfora, Juin 1993.

L'analyse des données de notre enquête à Banfora (voir Tableau ci-dessus) nous permet d'affirmer que les migrations masculines se caractérisent par des déplacements plus fréquents que celles des femmes. On a donc affaire à deux réalités distinctes.

Les multiples migrations masculines sont liées à plusieurs motifs dont les plus déterminants sont les motifs économiques ; ce qui peut expliquer le caractère plus ou moins temporaire qu'on attribue le plus souvent à leurs migrations.

Les hommes migrent le plus souvent à la recherche de meilleures conditions de vie, d'emplois rémunérateurs ... Ils migrent généralement seuls. Ce n'est qu'après un séjour fructueux dans le milieu d'accueil que sa famille le rejoint. Plus de 80% des migrants approchés à Banfora sont dans ce cas.

Les migrations féminines quant à elles sont liées à des raisons matrimoniales et seraient permanentes. Les déplacements des femmes sont plus liés à ceux de leur conjoint. C'est le cas des femmes mariées à des fonctionnaires sujets à de multiples mutations (cas des migrations féminines de parité 3, 4 et plus, confère Tableau III).

Les migrations féminines individuelles quoique rares font de plus en plus leur apparition de nos jours. Cela tient au progrès enregistré dans la scolarisation des jeunes filles en milieu rural ; ce qui est un facteur favorable à la migration rurale urbaine des jeunes filles, ne serait-ce que pour la poursuite de leurs études ou pour fuir les brimades dont elles sont l'objet en milieu rural.

Avec ses infrastructures scolaires et les possibilités d'emplois temporaires à la SOSUCO (désherbage, ramassage de la canne...), Banfora demeure une aubaine pour les jeunes filles des campagnes environnantes.

Cela peut se comprendre d'autant plus que la ville, prise dans sa globalité, semble être le milieu où la femme peut, grâce à la scolarisation, accéder à une indépendance personnelle plus grande, se détacher davantage des traditions qui l'ont maintenue dans la soumission ; jouir de liberté d'action qu'elle n'avait jamais possédée, et prendre conscience du rôle actif qu'elle peut jouer dans la société¹⁶.

4. Fréquence des déplacements selon le niveau d'instruction

Il convient de rappeler que les migrants surtout d'origine rurale ont en général un niveau d'instruction supérieur à celui de la population restée dans les campagnes parce qu'ils sont plus conscients des opportunités existant ailleurs, et qu'ils sont également plus à même d'en bénéficier. C'est cette réalité certes, qui pousse les migrants à effectuer certains déplacements à la recherche du mieux-être.

Partant de ce constat nous avons voulu pousser davantage notre investigation ce qui nous amène à étudier la fréquence des déplacements suivant le niveau d'instruction du migrant (XVIII).

¹⁶. Vennetier P., 1976 : Les villes d'Afrique tropicale. Paris, Masson, 192 p.

Tableau XVIII : Répartition des migrants par parité de déplacement et selon le niveau d'instruction

Parité de déplace. Niveau d'instruct.	1	2	3	4	5 et plus	IND	Total
Non scolarisé	7,69	3,08	6,15	1,54	4,61	3,08	26,15
Primaire	7,69	6,15	3,08	6,15	7,70	1,54	32,31
Secondaire	4,61	4,61	1,54	4,61	9,23	4,61	29,21
Supérieur	1,54	-	-	-	-	-	1,54
Autres*	3,08	3,08	1,54	1,54	-	1,54	10,78
Total	24,61	16,92	12,31	13,85	21,54	10,77	100%

Source : Enquête de terrain à Banfora, Juin 1993.

*Autres : Regroupement des migrants ayant fait une école coranique, technique ou ayant subi une formation professionnelle quelconque.

Il ressort de l'examen du tableau XVIII que près de 18% des migrants ayant effectué au moins deux migrations sont non scolarisés contre 24,6% pour chacun des deux autres niveaux (primaire et secondaire). C'est dans les groupes ayant un niveau primaire (13,85%) ou secondaire (13,84) que nous avons la plus grande proportion des migrants qui ont dans leur actif plus de 4 migrations. Parmi ceux qui ont un niveau secondaire, les fonctionnaires sont les plus nombreux. Comme nous l'avons mentionné plus haut, cette catégorie se déplace fréquemment pour des raisons professionnelles (affectation).

Nous pouvons dire que ce sont les migrants ayant un niveau primaire qui sont les plus nombreux à avoir migré plusieurs fois. Ce groupe présente la plus forte proportion dans les parités 2 et 4. La parité 3 est dominée par les non scolarisés.

Quant aux migrants ayant un niveau secondaire, la prépondérance s'observe au niveau de la parité 5 et plus ; ceux du niveau supérieur se déplacent moins fréquemment.

Ces disparités observées dans la répartition des migrants en fonction du niveau d'instruction et du nombre de migrations effectuées nous permettent de reconnaître que si pour certains les raisons des déplacements sont objectives (fonctionnaires), elles demeurent subjectives pour la majorité.

L'itinéraire migratoire n'est donc pas trop lié au niveau d'instruction mais dépend beaucoup plus des projets et de la volonté de l'individu. C'est le migrant seul qui est à mesure de juger une étape de sa migration infructueuse et qui peut décider de changer de lieu de résidence afin de rechercher de nouvelles opportunités ailleurs.

C. La typologie spatiale des cheminements migratoires

Les migrants au cours de leur cheminement migratoire n'ont pas toujours résidé dans un même type de milieu c'est-à-dire qu'avant leur installation à Banfora, ils n'ont pas suivi les mêmes itinéraires.

L'établissement d'une typologie spatiale des cheminements migratoires permet d'apprécier l'importance de chaque étape (urbaine, rurale ou étrangère) dans la vie du migrant. Cette analyse demande une démarche particulière. Elle exige le regroupement des migrants selon leur milieu d'origine (première résidence) et en fonction des différentes combinaisons que l'on peut établir par parité de déplacements et suivant la succession des étapes franchies jusqu'à la dernière résidence (Banfora) au moment de notre enquête.

Ainsi, pour les migrants qui ne sont qu'à leur premier déplacement (16 cas sur 65), près de 68,75% viennent du milieu rural. Ils ont donc effectué une migration rurale urbaine. Par migration rurale urbaine, nous entendons le fait de quitter une première résidence en milieu rural pour s'installer en milieu urbain (Banfora en l'occurrence). Toujours dans la catégorie des migrants ayant fait un déplacement, les 31,25% restant viennent d'un autre centre urbain.

Banfora est donc la première étape migratoire pour nombre de migrants d'origine rurale. C'est en effet le premier pôle urbain accessible pour la plupart des migrants régionaux.

Pour ceux qui sont à leur deuxième migration à Banfora, l'élaboration de la typologie spatiale donne les résultats suivants (Tableau XIX) :

TABLEAU XIX : Cheminement de deux déplacements

Lieu d'enquête : Banfora (B)	Effectifs %
R-R-B	9,10
R-U-B	18,18
R-E-B	18,18
U-U-B	36,36
U-R-B	-
U-E-B	18,18
Total	100%

Source = Enquête de terrain à Banfora, Juin 1993

- 36,36% des migrants ayant effectué deux déplacements sont d'origine urbaine (première résidence) et on en a eu pour deuxième résidence un autre centre urbain avant Banfora.

- 36,36% de migrants sont de retour car leur deuxième résidence est l'Etranger. Parmi ces migrants 18,18% sont d'origine urbaine et également 18,18% d'origine rurale. Ces migrants qui avaient émigré (en Côte d'Ivoire pour la grande majorité), sont revenus à la faveur des transformations socio-économiques intervenues à Banfora, consécutivement à l'industrialisation.

Il ressort également que 18,18% des migrants d'origine rurale ont eu une expérience urbaine avant leur installation à Banfora, et peu d'entre eux ont eu une expérience rurale avant d'arriver à Banfora. De même les cas urbain-rural sont rares.

Pour les cheminement de 3, 4, 5 déplacements et plus, l'analyse présente certaines difficultés et devient de plus en plus délicate à mesure que la parité de déplacements augmente. Malgré cette insuffisance, l'étude des cheminement précédents montre bien que les étapes urbaine et étrangère sont beaucoup plus privilégiées dans la migration des Burkinabè. Ce qui nous amène à attribuer à ces étapes des fondements socio-économiques.

Cependant, les facteurs régissant ces migrations dépassent souvent le cadre de la rationalité économique pour le migrant pris isolément pour s'inscrire dans le processus de la reproduction des communautés dans un espace élargi et segmenté.

L'individu "s'expatriant" pour une ville depuis une des localités comptant bon nombre de natifs installés dans cette ville, participe en fait à la stratégie de survie de sa communauté. Telle est la nouvelle vision qu'il faut avoir des migrations rurales-urbaines dont l'évolution actuelle s'inscrit dans la dynamique du processus de développement dans sa globalité.

Les villes secondaires, comme Banfora, font partie d'espaces migratoires collectifs. Le migrant profitant toujours de la présence d'une connaissance quelconque (membre de sa famille ou de son ethnie, ressortissant du même village...) pour tenter sa première expérience.

Les autres étapes de la biographie migratoire constituent une suite logique de la connaissance des filières migratoires. Certains exemples de cheminements sont assez significatifs à plus d'un titre. Il s'agit notamment des biographies migratoires de Tamini, S. et de Sédogo, I.

"Tamini, S. est né en 1950 à Mana dans la région de Boromo (Burkina Faso). Il quitte son village natal à l'âge de 15 ans en compagnie de quelques compatriotes pour la Côte d'Ivoire. Il travaille d'abord dans une plantation dans la région d'Agboville (Côte d'Ivoire). Après avoir passé 3 ans à l'étranger, il retrouve le chemin de retour au pays natal en 1968. Il passe seulement deux ans au village puis il tente une autre expérience en Côte-d'Ivoire, mais cette fois-ci à Abidjan. Là-bas il apprend le métier d'horloger par l'intermédiaire d'un ressortissant de son village. En proie à de nombreuses difficultés notamment économiques il revient au pays en 1978. Etant assuré du soutien de sa cousine déjà installée à Banfora, Tamini S. choisit cette ville comme la dernière étape de son itinéraire migratoire. Une fois à Banfora, dans l'espoir vain de trouver un emploi permanent à la SOSUCO, il essaie sa chance dans le commerce (1983-1990). Cette initiative se solde par un échec, alors il se reconvertit en blanchisseur (1990).

Ne pouvant vivre uniquement des revenus procurés par son activité, Tamini S. exerce des activités temporaires à la SOSUCO. Malgré les difficultés économiques qu'il rencontre, il croit toujours à une hypothétique chance de réussite socio-économique à Banfora. Mais, pour vivre en attendant, il compte sur les relations qu'il a pu se nouer au cours de son séjour dans la ville".

L'exemple de Sédogo I. bien que différent du précédent est aussi riche en informations sur la nature des filières migratoires.

"Né en 1945 à Batondo (Bulkiémdé, Burkina Faso), Séogo I. dès l'âge de 16 ans quitte son village pour rejoindre un frère commerçant déjà installé à Koudougou. Il y est utilisé comme aide familiale dans un bar par ce dernier. Après avoir passé 7 ans à Koudougou, il saisit l'opportunité de l'ouverture de la mine d'or de Poura pour se faire engager comme mineur, non sans l'aide de son frère de Koudougou. Son séjour ne dure que 4 ans.

A la fermeture de la mine, il choisit cette fois d'aller en Côte d'Ivoire. A Abidjan il est accueilli par un oncle qui le confie à une de ses connaissances pour qu'il apprenne le métier de tailleur. Après deux années de dur apprentissage (1974) et suite à une mésentente avec son patron, il choisit d'aller à Dabou (Côte d'Ivoire) pour poursuivre sa formation. Trois années passées à Dabou lui permettent d'exercer avec habileté son métier. C'est alors qu'il décide de retourner au pays.

Ne pouvant s'installer au village, il a préféré Koudougou à nouveau; il crée un atelier de couture (on est déjà en 1977) où il ne reste que deux ans dans l'exercice de son métier. En effet en 1979, il part pour la ville du paysan noir (Banfora) car il avait appris que le complexe sucrier avait toujours besoin de main d'oeuvre.

Il y retrouve un ami de longue date, qu'il a connu au cours de son périple migratoire, qui l'aide à obtenir un emploi temporaire à la SOSUCO ; ensuite, toujours avec l'appui de ce dernier, il est embauché définitivement comme un agent de sécurité dans le complexe sucrier."

Ces deux biographies, tout en nous retraçant les différentes étapes successives de l'itinéraire des migrants, nous permettent de cerner les tenants et les aboutissants des filières migratoires. Elles confirment toutefois les fondements socio-économiques que nous avons attribués auparavant à ces filières.

Ces différents déplacements se basent sur l'existence préalable de réseaux sociaux. Ces réseaux interviennent considérablement dans le processus d'insertion sociale du migrant dans son lieu d'installation.

II. Les réseaux de solidarité et les stratégies d'insertion sociale en ville

Le mode d'insertion des immigrants en ville révèle le caractère collectif des stratégies migratoires. Ce caractère est sous-tendu par des réseaux sociaux qui jouent un rôle important dans l'insertion urbaine des migrants.

Par définition, le réseau social désigne un tissu complexe de rapports qui apparaissent sous forme de circuit d'accueil et/ou d'insertion socio-professionnelle, de solidarité humaine, de relations bâties autour d'un socle commun¹⁷. Il y a une élaboration originale de liens entre les acteurs sociaux au sein d'un réseau. Le mode de fonctionnement implicite des réseaux est l'ouverture. Ceux qui adhèrent ou les constituent au départ peuvent provenir d'horizons divers ;seulement les regroupements se font par affinité.

Selon leur typologie, on distingue plusieurs types de réseaux : les réseaux familiaux, de voisinage, informels, religieux ou confrériques etc. Parmi ces différents réseaux ceux familiaux et informels semblent dans le cas présent de Banfora avoir un impact certain sur les modalités d'intégration sociale des nouveaux citoyens.

A. Rôle des réseaux de solidarité dans l'insertion sociale des migrants de Banfora.

Nos investigations nous permettent d'attribuer deux fonctions essentielles aux réseaux migratoires :

- L'insertion en ville confère aux réseaux une fonction d'accueil.
- L'insertion professionnelle fondée sur les stratégies d'accès à l'emploi.

¹⁷. ABDOUL S.F.: "Pratiques sociales et travail en milieu urbain". Du questionnaire biographique quantitatif aux entretiens approfondis sur les réseaux de solidarité en ville : IN cahier ORSTOM n°14, 1991.

1. La famille (ménage) : lieu d'accueil privilégié pour les migrants

L'importance de la famille n'est plus à démontrer dans les stratégies migratoires. Elle est en effet présente au départ et à l'arrivée du migrant dans les différents milieux.

Dans le milieu d'origine, la famille est au centre des différents niveaux de décisions migratoires.

Les enquêtes réalisées auprès des migrants à Banfora montrent que pour plus du quart d'entre eux la décision de migrer a été prise collectivement c'est-à-dire au niveau de la famille. Ce taux est de 27,7% soit 18 personnes sur 65.

Cependant près de la moitié des enquêtés soit 49,23% déclarent avoir pris seuls la décision de migrer. Pour les 24% des migrants restants, la décision de migrer vient d'un niveau autre que collectif ou individuel. La plupart des migrants de ce groupe sont venus à Banfora par suite d'affectation.

La forte proportion des migrants ayant déclaré qu'ils ont pris seuls la décision de migrer semble battre en brèche la thèse, fortement répandue, selon laquelle la famille est toujours à l'origine de la migration. Il faut néanmoins reconnaître que dans la société traditionnelle (africaine en l'occurrence) l'individu ne peut décider son départ seul, c'est-à-dire sans l'accord des autres membres de la famille. La décision individuelle doit toujours être débattue au niveau collectif. En effet la décision de rejoindre la ville pour quelque raison que ce soit n'implique que très rarement la rupture avec le village de naissance ; on émigre hors d'un lieu de résidence et non hors de la famille.

Les migrations rentrent très souvent dans le cadre des stratégies de survie ou de reproduction de la famille. Ainsi l'objectif de tout candidat citadin est de faire de son séjour urbain (définitif ou non) un acte positif de sa stratégie personnelle ou familiale.

De ce fait le niveau décisionnel est toujours élargi. Ce rôle primordial de la famille s'aperçoit également dans les stratégies d'insertion dans le milieu d'accueil.

Face à des structures administratives mal équipées, pour réduire les problèmes de l'insertion des migrants, canaliser les migrations, planifier la création d'emplois urbains, ce sont les structures familiales qui amortissent une bonne partie des coûts sociaux, psychologiques et économiques de l'arrivée des nouveaux dans la ville.

A son arrivée, le migrant peut compter, en règle générale, sur les relations de parenté et les liens de solidarité existant entre ressortissants d'une même localité.

C'est ainsi que parmi les migrants enquêtés à Banfora, 38 soit 58,46% déclarent avoir été accueillis à leur arrivée par des parents ou dans une famille. 11 personnes soit 16,92% des enquêtés ont été dans un premier temps accueillis par des originaires du même village. D'autres furent accueillis par des amis ; le taux est de 7,7%. Les 11 personnes restantes ont été accueillies par divers autres réseaux de solidarité (professionnel, religieux etc.).

En tenant compte de la nature de l'aide reçue à l'arrivée, nous remarquons que plus de la moitié (63,07%) des candidats citadins ont bénéficié d'une prise en charge complète (hébergement, restauration) dès les premiers moments de leur installation à Banfora.

Ceux qui ont bénéficié uniquement de l'hébergement représentent 27,7% de l'ensemble des migrants. Mais aucun migrant ne déclare avoir reçu de l'aide financière à l'arrivée. Le tableau ci-dessous récapitule les modalités d'accueil des migrants dès leur arrivée à Banfora.

TABLEAU XX : Modalités d'accueil des migrants à Banfora

Accueil	Famille (parent)	Originaire du même village	Amis	Autres	Total
Nature de l'aide reçue					
Hébergement	7,7	10,77	3,08	6,15	27,70
Prise en charge complète	50,76	6,15	4,62	1,54	63,07
Aide financière	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	9,23	9,23
Total	58,46	16,92	7,7	16,92	100%

Source : Enquête de terrain à Banfora, Juin 1993.

Nous voyons donc à travers l'analyse de ce tableau, que les amis et les parents facilitent très souvent l'intégration des migrants dans le lieu de destination. Ils lui prêtent de l'argent (chose très rare en temps de crise économique) en attendant qu'il trouve un emploi ; l'aident à travers un logement, à s'insérer dans la vie sociale de la ville ; facilitent la transition d'un mode de vie à un autre et souvent aident le migrant à trouver du travail.

Grâce donc à ses connaissances l'émigrant est en possession des premières informations sur les possibilités d'insertion socio-professionnelle.

Cependant il faut souligner que l'accueil et l'hébergement n'ont qu'une durée plus ou moins brève (3 mois à 1 an voir plus).

Pour l'hébergement par exemple, nous avons constaté que l'hébergement individuel est souvent celui d'une insertion longue, durable en ville. Pour bon nombre de migrants, l'aide sollicitée auprès des parents, amis et connaissances à l'arrivée ne dure que le temps d'apprendre à "voler de leurs propres ailes". D'ailleurs compte tenu des difficultés économiques (chereté de la ville de Banfora que ce soit au niveau du logement ou de la

restauration) auxquelles doivent faire face les ménages ou familles d'accueil, l'hébergement et la prise en charge ne peuvent se prolonger davantage.

Les migrants que nous avons approchés ne manquent pas de stigmatiser un certain relâchement des solidarités et liens sociaux traditionnels. D'aucuns prétendent que l'individualisme est, à Banfora, au seuil de son paroxysme. Toujours est-il que les réalités urbaines recommandent d'autres comportements sociaux qui sont loin des solidarités traditionnelles, villageoises.

Outre la famille, d'autres réseaux de solidarité interviennent dans le processus d'insertion sociale des migrants. C'est le cas des différentes associations de ressortissants d'une même localité ethnique et autres.

2. Les réseaux associatifs : Une réponse aux difficultés d'insertion des groupes ?

Le migrant une fois dans le milieu d'accueil cherche toujours à identifier les ressortissants de son village ou les individus de son ethnie (dans une moindre mesure de son pays : cas des yorouba du Nigeria des Ghanéens), avec qui il tentera d'établir des liens sociaux. Ce phénomène peut être analysé comme la conséquence immédiate d'une certaine phobie de l'isolement du "laisser le migrant à lui même" en cas de difficultés (du reste fréquentes chez les nouveaux citadins). Ce dernier est également conscient de "l'éloignement social" qu'il doit désormais supporter dans un espace avec lequel il entretient très peu de rapports (c'est le cas des Mossi à Banfora).

C'est alors que le migrant, durant les premiers moments de son arrivée, mobilise un certain nombre d'initiatives dans le sens du rapprochement de l'univers social dont il est originaire. Cela peut paraître contradictoire d'avec les propos déjà tenus, plus haut, à savoir que l'insertion urbaine du migrant est généralement le fait de la famille d'accueil. Il n'en est rien car le nouvel arrivant cherche toujours à étendre ses liens dans l'espace d'accueil qui jouera à long terme le rôle dévolu à sa société d'origine. La famille qui a facilité son insertion sera considérée comme sa propre famille.

Ainsi, le nouveau citoyen cherchera à adhérer aux différentes associations existantes selon son profil et ses intérêts. Les résultats de nos enquêtes à Banfora nous ont permis de déceler l'existence de plusieurs associations à caractère ethnique ou de ressortissants d'une même localité donnée. La mise en place de ces réseaux de solidarité est sans conteste le fruit de quelques initiatives individuelles ayant perçu la nécessité de la recherche du sentiment d'être chez soi, à travers une communauté de la même origine.

Bien de réseaux se sont constitués autour de personnes considérées comme chef de file de la migration. Ces personnes se distinguent par leur générosité, leur disponibilité pour la cause des migrants, leur esprit de servir la communauté d'origine. C'est généralement au sein des groupes ethniques dont l'aire géographique habituelle est assez éloignée que nous avons ces formes d'organisation (Mossi, Yorouba etc.)¹⁸. A la base, il y a toujours le doyen du groupe. Ancien immigré dans la ville, il donne des conseils aux nouveaux arrivants et règle les différends entre les membres du groupe, et avec d'autres groupes.

A Banfora nous avons près d'une vingtaine d'associations caractérisées d'informelles car n'ayant pas de statut et dont l'existence est complètement ou partiellement ignorée par les autorités locales.

Cette étiquette "d'informel" n'entrave pas les ambitions de ces associations quand on sait que du point de vue du fonctionnement et de la répartition des tâches, elles sont aussi, sinon mieux structurées que certaines associations qui ont reçu l'aval des milieux officiels.

¹⁸. Cette forme d'organisation n'est pas seulement l'apanage des groupes ethniques éloignés de l'espace d'accueil ; car tout le monde sent la nécessité du regroupement.

Cela tient aux attitudes qui justifient la création de ces associations : tout se passe au niveau de ces tentatives de regroupement comme si une forme de solidarité naissait et/ou se développait entre les membres des communautés migrantes ; solidarité qui n'est rien d'autre que l'expression de la crainte vécue par les uns et les autres, amenés un jour à faire face seuls à une éventuelle difficulté dans un espace dont les mécanismes sociaux n'ont souvent rien à voir avec ceux qui sont en vigueur dans leur société d'origine.

Ce serait alors une sorte de prévention qui justifie la recherche de la sympathie des autres. C'est ce qu'expliquait cet enquêté à Banfora lors de nos investigations ; il est membre de l'association des ressortissants de Ouahigouya : "... nous ne sommes pas chez nous, nous sommes à plus de 500 km de notre localité, c'est nécessaire que nous ayons une association..." Ainsi la volonté d'apporter son assistance à un membre de l'association pourrait être une attitude justifiant cet état de fait. Chacun conscient de la possibilité d'être un jour ou l'autre confronté à des difficultés, soutient celui qui vit dans le présent, et "attend son tour" ; tout en sachant qu'il aura satisfaction en cas de nécessité, grâce au cercle du "don et du contre-don"¹⁹. dans lequel il est intégré.

L'existence de ces réseaux associatifs, à Banfora, est confirmée par 73,85% des migrants de notre échantillon d'étude. Ces derniers prétendent participer aux différentes rencontres (réunions) organisées par les divers groupes.

La répartition selon le type de réseaux montre que ce sont essentiellement les associations ethniques qui drainent plus de monde (38,46%), ensuite viennent les associations de ressortissants d'une même localité (16,92%), les associations religieuses (7,7%) et enfin les autres formes d'association (professionnelles par exemple) qui regroupent 10,77% des migrants.

¹⁹. FINDLEN, Sally ; VAA, Mariken, DIALLO, Assistant et AL; 1990 : L'économie du don, une étude sur les stratégies de survie des femmes migrantes dans un quartier à faible revenus de Bamako. CERPOD, 20 p.

Ainsi, à Banfora, les deux principaux pôles de regroupement sont l'ethnie et la localité d'origine. Cela se comprend aisément d'autant plus qu'on a affaire ici à des migrations internes (voir première partie de notre mémoire) et de surcroît régionales ; les migrations internationales en direction de Banfora étant faibles.

Ces pôles de regroupement tentent de vivre au rythme des réalités du milieu d'accueil. Somme toute l'accent sera mis sur le contrôle social du migrant surtout dans l'optique de "l'ajustement des comportements" en faveur de la cohabitation pacifique. Le déguerpissement des habitants du secteur n°7, qui étaient en majorité des migrants mossi, pour la construction de l'antenne chirurgicale de Banfora est un exemple assez pertinent, car ayant été à l'origine de nombreuses tractations entre migrants et autochtones. Le pire a été évité grâce aux différentes médiations avec leur chef de file. Ce qui a permis de circonscrire et de maîtriser voire résoudre le problème.

Tout en oeuvrant dans le sens du regroupement, ces associations permettent le raffermissement des liens sociaux entre migrants et l'instauration d'une solidarité inouïe entre les membres du groupe. La solidarité des membres se fait sentir lorsqu'un membre du groupe est en difficultés : décès, maladie... mais aussi à l'occasion des mariages, baptêmes d'enfants, etc.

Outrepassant ce cadre d'entraide, d'assistance mutuelle, ces regroupements à caractère ethnique et autre apparaissent également comme des lieux de socialisation (développement des rapports sociaux) qui amènent les membres à adopter ou du moins à respecter le comportement socio-culturel propre à leur groupe ethnique. Il sont les plus sollicités par le migrant à son arrivée en ville. Celui-ci dès son arrivée demande, en effet, à voir un de ses parents, un ami ou une connaissance du même village, qu'il sait résider dans la ville mais dont il ignore le domicile exact. C'est au cas où il ne retrouve pas l'intéressé que celui à qui il s'est adressé le conduit chez le président de la communauté qui se charge alors de retrouver la personne demandée.

Si le migrant a recours (in extremis) à cette catégorie de réseau faute d'avoir un parent, un ami ou une connaissance dans la ville, sa prise en charge est faite suivant un délai au bout duquel il doit se "débrouiller seul". Il va sans dire que dans cette situation l'insertion sera plus difficile.

Parlant toujours de ces regroupements, soulignons l'existence des associations féminines : cas de l'association féminine de Banfora dont la très bonne structuration permet de gérer un certain nombre d'activités (restaurant, bar etc.) menées dans la maison de la femme, sise côté Nord-Est du stade provincial.

A travers l'étude des différents réseaux (familiaux, associatifs) outre leur caractère irremplaçable voir incontournable, nous remarquons que la solidarité joue un rôle non moins important pour le premier accueil et l'insertion sociale des migrants en ville.

Cette solidarité traditionnelle tout en facilitant l'insertion urbaine des nouveaux citadins apparaît de facto comme un élément incitatif de la migration rurale-urbaine. Compensation logique, le migrant qui a très souvent bénéficié d'un hébergement ou d'une prise en charge quelconque, une fois inséré aussi bien sur le plan social qu'économique, deviendra un point de chute à son tour (pour d'autres migrants), contribuant ainsi à la perpétuation des courants migratoires. Le plus souvent l'accueil du migrant est imposé par la pression familiale mais n'en joue pas moins un rôle multiplicateur.

La décision de migrer est encouragée voire déclenchée par la présence d'un membre de la famille en ville ; parfois ce sont les "familles urbaines" qui recrutent les migrants : exemple des petites filles (environ 70% des cas rencontrés) que des familles font venir pour les tâches familiales. Cette migration a pour but de se procurer une main d'oeuvre à bon marché. Néanmoins cette pratique présente un côté pervers. Outre l'exploitation de cette frange de la population par les privilégiés urbains, nous constatons que c'est dans cette couche que se recrutent les prostituées ; ces petites étant le plus souvent mal entretenues et sous-payées. Ce qui ne manque pas de brouiller à jamais les relations entre famille d'origine et famille d'accueil de ces migrantes.

La prépondérance du rôle de la famille et des réseaux associatifs dans le processus d'insertion urbaine des migrants ne doit pourtant pas occulter les initiatives individuelles que chaque migrant déploie pour assurer son introduction harmonieuse dans la société urbaine.

B. Les initiatives individuelles des migrants.

L'insertion sociale du migrant dans la ville nécessite de la part de ce dernier une harmonisation de ses initiatives personnelles avec celles de l'ensemble dans lequel il cherche à s'insérer.

Le candidat citadin qui arrive dans la ville doit à tout moment tenir compte des différents conseils reçus à son arrivée de la part des migrants les plus anciennement établis. C'est ainsi que certaines relations entre le migrant avec d'autres personnes du groupe ou non seront balisées. Ces relations peuvent être jugées compromettantes pour l'avenir du migrant ; tout dépend de la nature de ces relations. Ainsi par exemple, la compagnie immédiate du migrant peut, pour une raison ou une autre, être mise en cause. Le migrant est de ce fait obligé de faire un choix souvent difficile, pour son intégration sans heurts dans son environnement social.

La conversion religieuse fait partie des initiatives individuelles des migrants en vue d'être acceptés dans la société urbaine.

Les jeunes ruraux qui arrivent en ville sont généralement animistes, mais pour participer à la vie sociale de leur milieu d'accueil, ils se voient presque obligés de changer de religion (58,5% des cas). Le choix de la religion se fait en fonction de l'entourage immédiat. Ceci est à mettre en corrélation avec le contexte de Banfora qui est une ville fortement islamisée (60% de la population environ), et où beaucoup de jeunes migrants animistes se convertissent dans l'islam (70% des cas observés). Cette conversion est une stratégie faisant partie des nouvelles valeurs que le migrant assimile durant son séjour en ville.

L'insertion sociale des migrants en ville est donc multiforme et complexe. Les réseaux migratoires s'interfèrent aux initiatives personnelles pour consolider l'insertion du migrant dans la société urbaine. Quelle que soit la forme d'insertion, elle induit diverses transformations dans la ville. Ces transformations s'opèrent surtout sur les plans socio-économiques et socio-démographiques.

CHAPITRE V : L'INSERTION DES MIGRANTS ET LES TRANSFORMATIONS INDUITES

L'afflux des migrants dans la ville crée de nouveaux comportements aussi bien chez les migrants qu'au niveau des ménages urbains qui sont les structures d'accueil.

I. Les répercussions socio-économiques

L'hébergement ou/et la prise en charge d'un migrant dans une famille urbaine grèvent les revenus familiaux. Cette pression sur les revenus des ménages urbains est d'autant plus forte qu'ils (les ménages) sont les seuls, en l'absence de structures adéquates, à amortir les coûts sociaux des nouveaux citadins.

Cette quasi-obligation pour les familles urbaines d'accueillir les migrants contribue d'une manière plus ou moins imperceptible à leur appauvrissement.

De nos jours les ménages n'arrivent pas à supporter pendant longtemps l'arrivée de nombreux migrants ; ils sont obligés, particulièrement à Banfora, de se réfugier derrière la cherté relative de la vie urbaine. Cette situation s'explique aussi par l'accroissement du nombre de personnes à charge dans les ménages ; ce qui maintient la taille moyenne à un niveau plus au moins élevé (5,38 personnes par ménage pour le cas de Banfora).

La solidarité manifeste des familles en ville à l'égard des nouveaux citadins favorise aussi le développement d'une certaine forme de parasitisme social. Bon nombre de migrants hébergés ne sont pas animés du même dynamisme pour se trouver un emploi que s'ils n'étaient pas pris en charge ; par conséquent, ils restent longtemps dans le statut d'hébergé. En considérant la durée de séjour à Banfora et la durée dans le statut d'hébergé des migrants enquêtés, nous constatons que tous les dépendants actuels le sont depuis leur arrivée.

Sur 18 migrants identifiés comme étant des hébergés depuis leur arrivée, aucun n'a changé de statut. Parmi eux 50% sont hébergés depuis plus de 10 ans. Cinq (5) personnes ont le statut d'hébergé, il y a plus de 5 ans ; quatre (4) autres ont moins de 5 ans dans ce statut. Il y a donc une diminution du nombre d'hébergés avec le temps. Ce qui confirme nos précédents propos sur le désengagement progressif des familles urbaines vis-à-vis de l'hébergement et la prise en charge des nouveaux arrivants. La crise économique actuelle ne peut, du reste, qu'accentuer cette tendance.

Les femmes au foyer, les élèves, les retraités et les migrants n'ayant pas une activité assez rémunératrice pour permettre leur propre prise en charge, constituent les principaux groupes sociaux concernés par le statut d'hébergé. Il s'agit notamment des apprentis qui sont hébergés généralement jusqu'à la fin de leur formation. Il y a également le cas des migrants ayant des emplois temporaires donc périodiquement en situation de chômage et les chômeurs proprement dits.

La réduction des possibilités d'embauche a amené beaucoup de ruraux à choisir l'immigration temporaire (uniquement en période de coupe de la canne). D'autres par contre passent le reste de l'année en ville, attendant la prochaine campagne sucrière, ce qui pèse sur les revenus de leur famille d'accueil. L'approvisionnement en produit vivrier devient un casse-tête quotidien pour les chefs de ménage aux revenus insuffisants ; alors que la forte demande provoque une flambée des prix des produits de grande consommation d'où la cherté de la ville de Banfora que nombre d'enquêtés n'ont pas manqué de signaler (83%).

En outre, l'arrivée des migrants en ville engendre d'autres types de ménage notamment de célibataire. En effet, l'insertion des migrants en ville avec les nombreux écueils qu'elle comporte, a pour conséquence la formation de nombreux ménages de célibataires.

Cette situation s'explique par le fait que les candidats-citadins arrivent généralement seuls (75% des cas) ; les difficultés socio-économiques auxquelles ils doivent faire face, l'acquisition de certaines habitudes urbaines (facilité de restauration par exemple), font que les migrants mettent du temps avant de se marier.

L'existence de ces ménages célibataires concerne aussi bien les hommes que les femmes. Ce qui est à l'origine de l'effritement des structures familiales traditionnelles au profit des structures dites modernes.

II. Les répercussions socio-démographiques

D'une manière générale, l'arrivée massive des migrants dans une ville améliore le rapport entre population d'âge actif et celle à charge, mettant peut être la population urbaine en situation globalement plus favorable que celle du monde rural. En effet la population rurale subit une ponction d'hommes et de femmes d'âge actif dans lesquels avaient été investis des coûts d'éducation, d'entretien, d'investissement "démographique" qui ne sera profitable au milieu rural que si les migrants envoient une part suffisante de leurs revenus à la famille d'origine. Ce qui n'est pas très souvent le cas à cause non seulement de la faiblesse des revenus urbains mais aussi à cause des problèmes d'insertion économique qui peuvent surgir même si l'insertion sociale semble réussie.

Il faut d'ailleurs souligner que ces deux formes d'insertion (sociale et économique) sont en interpénétration permanente. Une bonne insertion sociale peut en effet favoriser l'insertion économique (professionnelle) et vice-versa.

A Banfora, non seulement l'insertion sociale des migrants se fait plus ou moins difficilement mais encore faut-il ajouter le problème du chômage qui prend de plus en plus de l'ampleur ; ce qui augmente plus ou moins la population à charge si on y ajoute la population active inoccupée (les femmes au foyer, élèves, étudiants, etc.).

C'est donc dire qu'à Banfora, l'exode rural accentué à partir des années 70 (pour les raisons que l'on connaît), après avoir contribué d'une manière ou d'une autre à la dynamique socio-économique et démographique, pose aujourd'hui d'épineux problèmes socio-économiques et démographiques tels le chômage et ses corollaires comme la délinquance juvénile, la prostitution etc.²⁰ Des problèmes dont l'ampleur nécessite des solutions urgentes ; ce qui dépasse la compétence des autorités locales qui n'ont ni les moyens nécessaires ni une volonté réelle de prendre à bras le corps ce problème. La présence de nombreux migrants a contribué également à modifier le sex-ratio de la ville qui était estimé à 100,5% en 1985. Ce qui dénote un relatif équilibre entre les sexes contrairement à nombre de localités du pays où les femmes dominent. A titre comparatif pour l'ensemble du pays on a 51,1% de femmes.

Dans notre présent cas, la situation est un peu différente avec l'afflux massif de la main d'oeuvre majoritairement masculine et généralement en âge de procréer d'où une répercussion probable sur le taux de fécondité générale.

A propos de la fécondité, les points de vue divergent selon les différents niveaux d'analyse non seulement à cause du manque de statistiques fiables en la matière mais aussi à cause des difficultés d'enregistrement de ce phénomène.

D'aucuns soutiennent une baisse probante des taux de fécondité dans ce cas d'espèce. L'argument principal ici est bâti sur les transformations socio-économiques que les migrants subissent après leur arrivée en ville, mais cette thèse est battue en brèche dans les villes d'Afrique noire en général et à Banfora en particulier où les comportements ruraux sont notoires (fréquence de la polygamie, mentalité fortement nataliste etc.).

²⁰. Pour des informations statistiques sur le taux de chômage à Banfora, voir la première partie de notre mémoire.

Les enquêtes mondiales sur la fécondité en Afrique noire ont en effet apporté de nouveaux résultats qui prouvent que la relation entre migration rurale-urbaine et baisse de la fécondité n'est ni automatique, ni directe²¹. De nombreux facteurs sont à prendre en compte : il y a d'abord les facteurs pouvant modifier à la baisse les comportements de fécondité qui sont courants dans les milieux d'origine des migrants, le monde rural en l'occurrence. Il s'agit entre autre du rapprochement des migrants des services de planification familiale. Les conditions de vie en ville étant plus propices à la prise de conscience des coûts que représentent les enfants. C'est là un autre facteur favorable à la baisse de la fécondité. La modification de la nuptialité urbaine cause de la présence de plus en plus grandissante des femmes célibataires est à ajouter à ces facteurs.

Nous avons ensuite les facteurs favorisant à la hausse des comportements de fécondité. Nous le savons déjà, l'insertion des migrants en ville ne signifie pas rupture avec le monde rural. Les courants migratoires maintiennent effectivement une circulation culturelle entre ville et campagne. Les comportements des nouveaux migrants, les valeurs auxquelles ils adhèrent restent peut-être plus proches des idéaux du milieu rural favorable à une forte fécondité.

L'existence d'échanges migratoires au sein des lignages, notamment la circulation des enfants atténue la prise de conscience par les chefs de famille biologiques de l'intérêt éventuel de la planification familiale. La quasi-totalité (91%) des migrants enquêtés déclarent avoir des enfants à charge par ce canal de transfert interlignage.

En outre, l'arrivée en ville peut entraîner chez les migrants en particulier, une diminution des pratiques traditionnelles d'allaitement et d'abstinence favorables à l'espacement des naissances.

²¹. Loch, Thérèse : Structures familiales d'accueil des migrants et développement des structures familiales multipolaires en Afrique pp 279-293 in Troisième journées démographiques de Paris 20-22 Septembre 1988.

Il ressort de cette analyse que l'insertion sociale des migrants en ville permet, certes à ces derniers d'acquérir certaines valeurs urbaines, mais les répercussions socio-démographiques restent plus ou moins difficiles à déceler. Cette situation s'explique sans doute par les forts courants d'échanges culturels entre villes et campagnes. Ces courants ne permettent pas aux citadins récents d'adopter de véritables comportements socio-démographiques assez perceptibles.

Cependant l'espoir est permis car la ville demeure le seul lieu où les influences de toutes sortes (internes ou externes) ont un impact considérable sur les populations d'où possibilité de mutations socio-économico-démographiques.

Il est donc temps de s'interroger sur la nature même des relations, dont mention a été faite précédemment, qu'entretiennent les migrants avec leur milieu d'origine.

Quel peut être l'impact de ces relations sur le processus d'insertion des migrants en ville ?

CHAPITRE VI : LES RELATIONS DES MIGRANTS AVEC LEUR MILIEU D'ORIGINE

La migration n'est jamais synonyme de rupture avec le milieu d'origine. Les migrants installés en ville entretiennent des relations socio-économiques et socio-culturelles avec leur village d'origine. Ces relations de par leur nature sont complexes et multiformes et en plus difficilement saisissables.

I. Les relations socio-économiques

L'ampleur que prend la migration rurale-urbaine de nos jours, nous amène à dire que l'exode vers les villes n'est pas un simple phénomène conjoncturel, mais il est structurel dans les économies africaines. Ce transfert massif des populations rurales vers les zones urbaines est un élément essentiel de la reproduction des sociétés.

Il est donc assez aisé de comprendre et d'expliquer l'intensité des échanges socio-économiques qui s'établissent dès lors entre ces deux entités. Ces échanges se fondent sur l'existence de nombreux réseaux de solidarité qui fonctionnent dans une complémentarité inouïe entre villes et campagnes.

1. Les envois d'argent au milieu d'origine

Le migrant installé en ville sait qu'il doit faire de son séjour urbain un acte positif, et pour lui et pour les siens restés au village. C'est pourquoi, le "jeune" migrant économise le peu de numéraires acquis pour venir en aide aux parents du village ; car il est conscient qu'il est un pilier pour sa famille rurale.

Durant tout son séjour en ville, il doit combler le vide, occasionné par son départ, par des envois matériels ou financiers. Il est évident que les envois d'argent sont fortement corrélés avec le niveau de revenus du migrant. La quantification des envois d'argent est très difficile à réaliser. Cela tient au fait que les migrants ont une répugnance à admettre l'absence totale d'aide en espèce ou en nature à leur famille.

Ceux là mêmes qui arrivent effectivement à envoyer quelque chose ont du mal à nous révéler le montant exact. Le caractère occasionnel et/ou sporadique de ces envois d'argent y est pour beaucoup.

Malgré l'insuffisance des statistiques, nos observations sur le terrain nous permettent de donner un certain profil aux migrants qui effectuent des envois d'argent au village.

Les migrants concernés sont situés généralement dans les groupes d'âge de 30-40 ans (53% des cas). Il y a une croissance continue de la proportion des migrants envoyant de l'argent jusqu'à 40-45 ans. Ensuite nous avons une décroissance rapide : on se situe alors dans une catégorie de migrants âgés dont une bonne partie se déclare être définitivement installée à Banfora.

Ce profil des migrants qui envoient régulièrement de l'argent à leur milieu d'origine nous fait dire que plus le migrant séjourne longtemps en ville moins ses relations sont étroites avec le village. Après une certaine durée de séjour, en vase clos c'est-à-dire sans contact avec les siens, le migrant ne focalise plus ses intérêts sur son milieu d'origine. C'est en ce moment que les relations socio-économiques avec le milieu d'origine commencent à s'estomper. Cela peut être dû aussi à ce que l'on peut appeler "un échec du migrant" c'est-à-dire sa non réussite socio-économique qui devient un facteur limitant pour un hypothétique retour au village.

2. Les autres aides fournies par le migrant

Les relations socio-économiques entre le migrant et les siens ne se limitent pas seulement aux envois d'argent, il y a également les aides à l'agriculture, à la scolarisation des enfants, etc.

Beaucoup de migrants (jeunes notamment) vont aider les parents au village pendant l'hivernage pour les activités agricoles. Ce sont généralement ceux qui sont ressortissants des localités situées non-loin de Banfora notamment des originaires de la province de la Comoé. Près de la moitié des migrants enquêtés de moins de 30 ans se trouvent dans ce cas (47,5%).

L'aide à la scolarisation consiste par exemple à l'envoi de fournitures scolaires au village mais aussi par la prise en charge des frais de scolarité ou d'hébergement en ville de certains élèves, originaires du monde rural, venus pour poursuivre leurs études. Ces cas sont les plus nombreux et les plus fréquents. Nous voyons donc que le sentiment d'appartenance à un groupe social donné incite les citadins à maintenir des relations avec les parents restés au village. Ce sentiment de solidarité est réciproque.

Les migrants installés en ville reçoivent, en effet, des siens restés au village des aides surtout en nature. Ces aides consistent en des envois plus ou moins réguliers de céréales et de condiments. Cette situation est très fréquente chez les ménages hébergeant des enfants confiés surtout des élèves. Les parents en guise de reconnaissance fondent leurs contributions sur l'envoi des produits vivriers qui sont du reste un supplément très important surtout pendant les périodes où le chef de ménage n'est pas solvable et les stocks épuisés.

Cette expression de l'entraide familiale tend à se maintenir surtout en ces moments de crise économique généralisée. La situation peut devenir si précaire en ville que certains nouveaux citadins, déboussolés font appel à la solidarité villageoise en renvoyant certains membres de leur propre ménage au village. D'autres se voient obligés de recouvrir à l'aide villageoise en produits vivriers pour subvenir aux besoins alimentaires de leur famille (en cas de perte d'emploi par exemple ou de difficultés économiques quelconques).

Le tableau ci-dessous fait le point sur la nature des échanges entre migrants et milieu d'origine.

TABLEAU XXI : Types d'échanges entre les migrants banforalais et leur milieu d'origine (nombre de cas en pourcentage).

Envois du milieu d'origine Envois du migrant	Néant	Argent	Produits vivriers	Autres	Total
Néant	15,38	1,54	1,54	-	18,46
Argent	40	-	13,84	-	53,84
Produits vivriers	4,61	-	-	-	4,61
Aide à l'agriculture	4,61	-	4,62	-	9,23
Aide à la scolarisation	4,61	-	-	-	4,61
Autres	3,10	-	-	6,15	9,25
TOTAL	72,31	1,54	20	6,15	100%

Source : Enquête de terrain à Banfora, Juin 1993.

Nous voyons que les flux d'échanges sont essentiellement dirigés vers les campagnes. Plus de 81,54% des migrants (53 sur 65) déclarent envoyer de l'aide aux parents du village alors que seulement 27,09% (18 migrants sur 65) reçoivent de l'aide de leur village. Cette situation se comprend assez aisément quand on connaît l'état de pauvreté dans lequel croupissent nos campagnes. Le déséquilibre économique entre villes et campagnes se manifeste donc dans les courants d'échanges entre les deux entités.

C'est le résultat des politiques de développement défavorables au monde rural, qui ont été mises en oeuvre dans nos Etats depuis la période des indépendances et qui malheureusement semblent se poursuivre.

Les discours tenus par les différents hommes politiques en faveur du développement du monde rural, sont ainsi battus en brèche par la réalité tangible. Ce déséquilibre structurel entre monde rural et zone urbaine s'aperçoit également au niveau de la nature même des échanges. Ainsi il est rare que la circulation de numéraire se fasse de la campagne à la ville, mais plutôt en sens inverse.

Parmi les migrants enquêtés, plus de la moitié (53,84%) envoient de l'argent dans leur milieu d'origine. L'envoi des produits vivriers quoique réciproque est l'apanage des parents restés au village. Ces genres d'envoi sont signalés par 20% des migrants installés à Banfora. Ces échanges, synonymes de gestes de solidarité entre citadins et ruraux, sont une pratique qui confirme la complémentarité entre villes et campagnes. Cette complémentarité socio-économique est sous-tendue par l'étroitesse des contacts socio-culturels que les nouveaux citadins maintiennent avec le milieu d'origine.

II. Les relations socio-culturelles

L'installation des migrants en ville leur permet, certes, d'adopter de nouvelles valeurs urbaines mais la référence fréquente à certaines valeurs traditionnelles et la persistance de certains comportements propres au milieu rural, témoignent de l'influence socio-culturelle du milieu d'origine sur la vie du migrant. Cela est rendu possible à cause du contact quasi-permanent qui existe entre zone rurale et zone urbaine. Les migrants sont rarement coupés des réalités socio-culturelles de leur milieu quelle que soit la durée de leur séjour en ville.

Ainsi le séjour urbain du migrant est souvent ponctué d'innombrables visites au village. Les raisons de ces visites sont nombreuses. Elles vont des simples visites en famille aux funérailles en passant par les mariages et autres fêtes et cérémonies rituelles. Plus de 83% des migrants enquêtés vont au village uniquement pour des raisons de famille (visite à la famille, funérailles, rites...), 15% effectuent des visites pour des raisons diverses (travaux agricoles, maladie etc.).

La fréquence de ces visites dépend de plusieurs facteurs dont le plus important est le facteur distance. Plus le village est loin moins il est fréquent que le migrant rende visite aux siens. Cet éloignement se traduit par le coût du transport. Ce coût peut dépendre de l'état de désenclavement de la région d'origine du migrant par rapport au milieu d'accueil (Banfora). Il traduit au moins les contraintes pouvant influencer la fréquence des visites des néo-citadins au village.

En croisant les données de l'éloignement et celles de la fréquence des visites au village, nous avons pu établir le tableau suivant :

TABLEAU XXII : Fréquence des visites en fonction du coût du transport (éloignement)

Fréquences des visites Coût du transport (FCFA)	Au moins 1 fois par semaine	Au moins 1 fois par mois	1 fois par an	1 fois tous les 2-5 ans	Autres	Total
Moins de 500	6,15	6,15	-	-	1,54	13,84
500 - 2000	1,54	15,38	7,7	4,61	-	29,24
2000 - 5000	-	1,54	27,69	4,61	1,54	35,38
5000 - 10000	-	-	4,61	4,61	4,62	13,84
10000 et plus	-	-	6,15	-	1,54	7,7
TOTAL	7,7	23,07	46,15	13,84	9,24	100%

Source : Enquête de terrain à Banfora, Juin 1993.

A partir de ce tableau, nous constatons que moins la localité d'origine est éloignée de Banfora, le coût du transport étant faible, plus la fréquence des visites est élevée. Les migrants effectuent au moins une visite par semaine ou par mois dans ce cas. Au contraire, plus la localité d'origine est éloignée moins la fréquence des visites est élevée. En plus la dispersion des visites selon la fréquence devient faible, les migrants n'effectuant que des visites mensuelles ou annuelles .

Les visites mensuelles concernent plus de la moitié des migrants de la Comoé et ses régions environnantes avec un coût de transport allant de 500 à 2000 FCFA. Les visites annuelles sont effectuées par la quasi totalité des migrants. Les coûts de transport sont compris entre 2000 et 5000 FCFA.

Pour un coût de transport supérieur à 5000 FCFA les visites sont effectuées chaque année (très rare) ou une fois tous les 2 à 5 ans .

Les migrants qui sont originaires de la province de la Comoé ou des régions desservies par de meilleures voies de communication ont des relations étroites avec leur milieu d'origine par la fréquence (forte) des visites. Ils ont des moyens de transport très variés qui peuvent être soit individuels (cyclomoteur ou bicyclette) soit collectifs (train, car, voiture...).

Les ressortissants des zones rurales d'accès difficile ou trop éloignées de Banfora se contentent des moyens collectifs, assez rares et aux coûts prohibitifs. Dans l'ensemble, les corrélations entre distance et étroitesse des liens avec le milieu d'origine sont vérifiées. Le critère fréquence des visites est omniprésent, mais l'état des voies de communication et le niveau de développement des transports a sans doute une influence sur l'étroitesse des relations villes - campagnes .

Outre la fréquence de ces visites, leur signification socio-culturelle n'est pas des moindres. Elles sont généralement une occasion pour le migrant de raffermir les liens parentaux avec les siens, en leur apportant argent et cadeaux. De ce fait, il montre son attachement aux valeurs et solidarités traditionnelles. Il participe alors au maintien et à la consolidation des réseaux migratoires entre son village et la ville d'accueil .

L'influence qu'exercent les nouveaux citadins sur les jeunes ruraux, à leur retour (apparente réussite socio-économique), constitue, effectivement une cause psychosociologique de l'exode rural

Néanmoins, il faut souligner le caractère réciproque des relations migrant milieu d'origine. Cette réciprocité se remarque par les flux de visiteurs ruraux que les nouveaux-citadins reçoivent. A Banfora, cela se remarque surtout les dimanches (jour de marché de la ville) pour les migrants originaires de la province .

Comme nous l'avons déjà mentionné, la fréquence des visites est également en corrélation directe avec l'éloignement de la localité d'origine du migrant de son milieu d'accueil, mais les raisons ici sont beaucoup plus économiques (demande d'argent ou autre aide) que sociales. D'autres visiteurs viennent dans l'intention généralement inavouée de rester en ville dans l'espoir d'obtenir un hypothétique emploi qui, d'ailleurs, tardera à venir .

L'évaluation des liens entre le migrant et son milieu d'origine montre donc que la rupture n'est jamais consommée entre le migrant et son village. L'étroitesse de ces liens témoigne de l'élargissement des réseaux sociaux auxquels le migrant appartient et en ville et au village, ce qui permet le contrôle social du migrant .

CONCLUSION

A travers cette étude sur l'insertion sociale des migrants dans la cité de Banfora, la solidarité, même si elle semble affaiblie par les transformations du milieu urbain, est incontournable pour l'intégration du nouveau citoyen dans la société urbaine .

Dans ce jeu de solidarité, une mention doit être faite à la famille au sens large (africain) du terme et aux différents réseaux associatifs (sociaux) qui sont une forme de réponse originale aux problèmes d'insertion urbaine .

Néanmoins cette solidarité a des effets pervers qui méritent d'être relevés : l'individu qui bénéficie de l'aide d'un parent quelconque se trouve obligé de souscrire prochainement, même si c'est contre son gré, à un éventuel appel au secours de ce dernier comme quoi rien n'est gratuit .

Les velléités individualistes, dont la ville est le creuset, ne peuvent donc laisser une grande place à cette forme de régulation sociale ; pourtant elle est à la base du maintien du cordon ombilical entre le migrant et le reste de la société urbaine. C'est en effet le repérage de l'individu dans son milieu d'accueil par ses concitoyens qui milite en faveur de l'instauration des relations entre le migrant et les siens.

La forme d'insertion sociale à laquelle nous avons affaire ici fait la particularité du citoyen africain en général. Elle a son prolongement dans les modalités d'insertion économique. Cette dernière recouvre plusieurs réalités qui sont analysées dans le deuxième volet de notre mémoire.

UNIVERSITE DE OUAGADOUGOU

FLASHS

DEPARTEMENT DE GEOGRAPHIE

Tome 2:

**INSERTION ECONOMIQUE ET ACCES
AUX INFRASTRUCTURES URBAINES**

présenté et soutenu par:

KONE Fatimata

Sous la direction de:

Mme OUEDRAOGO Marie-Michelle

Docteur d'Etat en Géographie

Juillet 1994

JE DEDIE CE TRAVAIL

A Amadou SAGNON

Aujourd'hui, il est inutile de te dire que ton soutien durant toutes ces années m'a été d'un apport inestimable pour la concrétisation de ce mémoire. Je ne trouve pas de mots pour te remercier. J'espère que tu seras satisfait de ce travail qui est aussi le tien.

A MON FILS RACHID ET MA NIECE ADJARA

A MON PERE, A MA MERE

Vous qui avez tout fait pour moi, je vous offre aujourd'hui ce que j'ai de plus précieux : le fruit de tant d'années d'études

A MON ONCLE SIAKA

Toi qui durant toutes ces années, as oeuvré à mon bon cheminement scolaire et universitaire, encore merci pour ton soutien inestimable.

A MES FRERES, SOEURS, COUSINS ET COUSINES

Vous qui m'avez soutenu à tout moment, je vous dédie ce travail. Tachez de mieux faire.

A LA MEMOIRE DE MON FRERE

Toi que le destin nous a prématurément arraché, que cette terre du Burkina Faso te soit légère. Repose donc en paix.

KONE Fatimata.

TROISIEME PARTIE :
L'INSERTION ECONOMIQUE ET L'ACCES
AUX INFRASTRUCTURES URBAINES

L'INSERTION ECONOMIQUE DES MIGRANTS ET L'ACCES A LA VILLE : CAS DE BANFORA

Il ressort des travaux sur les migrations que le motif essentiel de départ vers les centres urbains est d'ordre économique. On migre parce qu'on a besoin d'argent pour faire face aux exigences de la vie quotidienne.

Faire de son séjour urbain une réussite est l'objectif que tout migrant vise en s'installant en ville. La réussite du migrant dépend de ses capacités, de sa chance et surtout de son dynamisme à s'insérer plus ou moins rapidement sur le marché de l'emploi.

L'insertion par l'emploi est une étape essentielle et déterminante dans le processus d'insertion urbaine en général. Voilà ce qui fera l'objet de la troisième partie de notre mémoire sur l'insertion urbaine des migrants à Banfora.

CHAPITRE VII. L'INSERTION PAR L'EMPLOI : UNE ETAPE CHARNIERE A L'INSERTION URBAINE

Le motif essentiel du départ des jeunes vers les centres urbains est la recherche d'un d'emploi rémunérateur qui devient pour eux une préoccupation première. L'accès à l'emploi pour le migrant est indispensable pour faire face à ses propres besoins. Cette insertion par l'emploi se fait plus ou moins facilement selon les opportunités du milieu d'accueil, opportunité se caractérisant par certains facteurs parmi lesquels on peut citer le travail salarié disponible, le genre d'emploi, les conditions de travail...

Les filières d'insertion dans le marché du travail sont donc diversifiées ainsi que les stratégies d'accès à ces filières.

I. Filières et stratégies d'insertion

Chaque milieu d'accueil selon sa base économique propose des opportunités d'accès au marché de l'emploi.

L'aptitude pour un migrant de ne laisser échapper aucune occasion traduit son dynamisme et agrandit sa chance pour une insertion plus facile. Dans le processus d'insertion des migrants, il faudrait tenir compte des ressources non conventionnelles qui occupent une place de choix dans leurs stratégies de reproduction économique et sociale, en un mot dans leur insertion.

Les ressources non conventionnelles, c'est l'ensemble des contacts, des "relations" que le migrant entretient avec son entourage. Le recours à cette catégorie de ressource devient indispensable dans la mise en oeuvre des stratégies des migrants dans la mesure où les ressources conventionnelles sont rares, c'est-à-dire les diplômes, le capital financier, les qualifications professionnelles etc... Cette situation s'observe fréquemment à Banfora car la plupart des migrants provenant des campagnes en quête d'emplois urbains sont dépourvus de ressources conventionnelles. On les retrouve dans tous les secteurs d'activité. Ces migrants non scolarisés représentent 26% de notre échantillon d'étude soit 17 personnes sur 65 enquêtées. C'est dans le secteur non structuré qu'on retrouve un fort taux d'individus dépourvus de ressources conventionnelles. Il est de 33 % dans le secteur informel, 28% dans l'industrie et presque nul dans l'administration. Quelles sont les différentes filières d'insertion des nouveaux- citadins ?

A. Les filières d'insertion

1. L'industrie et l'administration

L'analyse de la base économique de Banfora a permis d'identifier plusieurs filières d'insertion des migrants sur le marché de l'emploi.

Cette économie repose essentiellement sur les activités agro-industrielles basées sur la transformation des céréales locales (Sorgho, maïs) et importées (blé) par les GMB et la raffinerie de sucre par la SOSUCO. Ces industries ont permis en outre le développement d'autres activités : le commerce de gros et de détail, les transports des biens et des services. Nos investigations à Banfora ont montré que l'insertion des migrants dans le secteur moderne de l'emploi se fait essentiellement dans deux domaines : l'industrie et l'administration.

a) L'administration

C'est l'ensemble des services publics entièrement sous le contrôle de l'Etat. L'érection de la ville de Banfora en centre administratif régional (capitale provinciale) a favorisé l'implantation de nombreux services administratifs qui emploient près de 7,18% de la population active de Banfora. Selon les données statistiques de l'enquête démographique de Mars 1991, la proportion de la population active occupée est de 19 231 personnes dont 1832 dans l'administration soit 7,18%²². Ceux-ci ajoutés aux travailleurs de l'industrie, animent la vie économique de Banfora. Les résultats de notre enquête qui a touché 65 personnes le confirme dans le tableau ci-dessous :

Tableau n°XXIII : Répartition des enquêtés selon les filières d'insertion

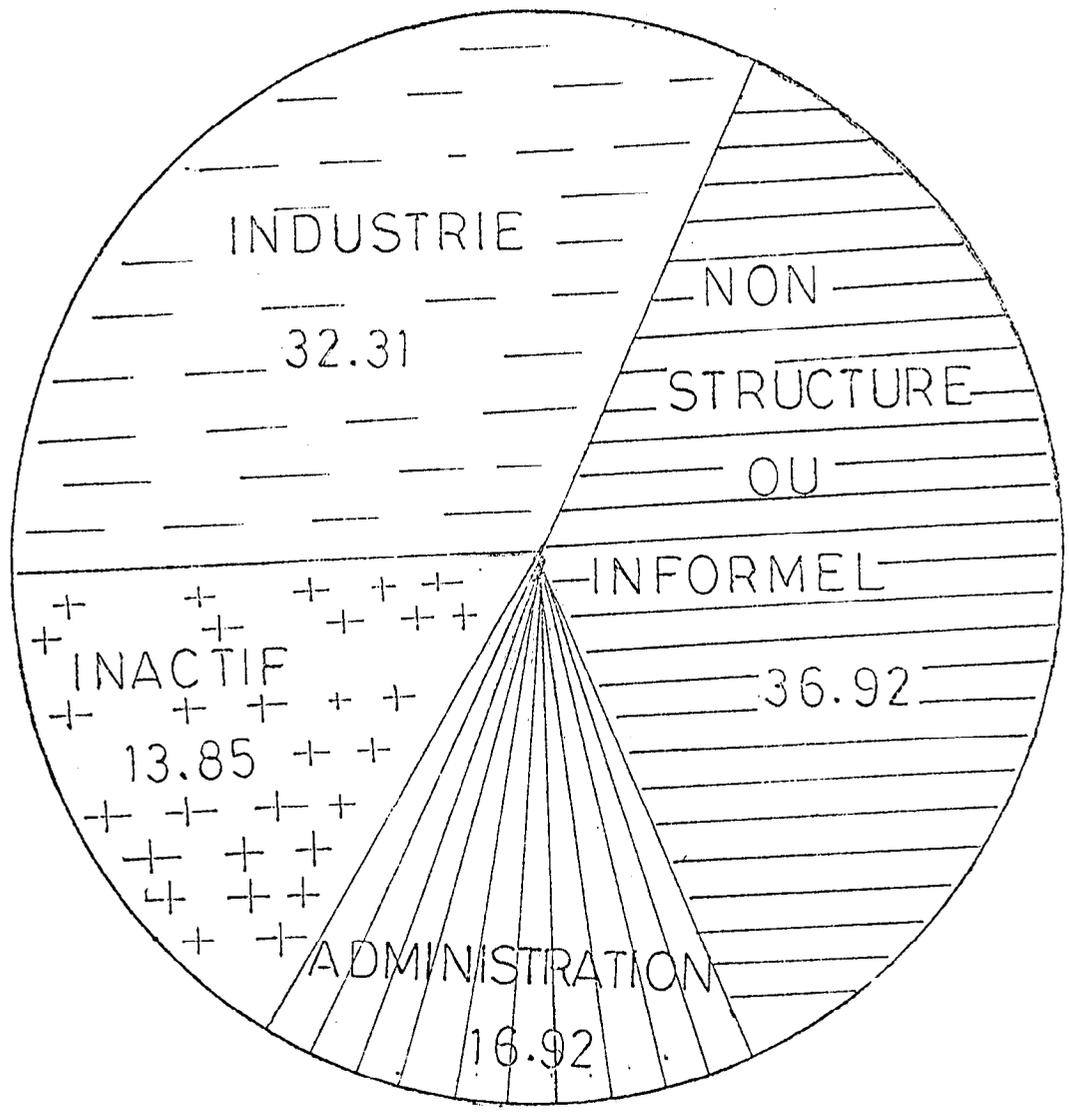
Filière d'insertion	Effectifs	Pourcentage
Administration	11	16,92
Industrie	21	32,31
Secteur non structuré	24	36,92
Inactifs	9	13,85
Total	65	100

Source : Enquête de terrain, Juin 1993, Banfora.

La représentation par le diagramme circulaire permet de voir l'importance de chaque branche d'activité.

²². INDS, Enquête démographique de Mars 1991.

Figure n°10 : Diagramme circulaire représentant les secteurs d'activités des enquêtés (en %)



Source: Enquête de terrain, BANFORA, juin 1993

Dans notre échantillon, les actifs de l'administration sont au nombre de 11 soit 16,92%. Ce secteur se compose essentiellement des agents des services de l'Etat ; nous avons pu dénombrer dans notre échantillon 3 instituteurs, 3 agents de bureau, 2 secrétaires, 1 infirmier, 1 agent de banque et un gestionnaire. Ces enquêtés sont tous issus du milieu rural et leur première migration (à Banfora ou ailleurs) avait pour raison le désir de scolarisation ou de formation.

b) L'industrie

Les causes des migrations vers Banfora sont principalement liées à l'industrialisation notamment la mise en place des industries meunières dès 1970 dans la ville et surtout l'implantation du grand complexe industriel sucrier de la Comoé à Bérégadougou en 1975. Leurs retombées socio-économiques ont suffi pour attirer une population importante à la recherche d'emplois rémunérateurs. Le secteur industriel n'a profité qu'aux migrants qui sont venus à Banfora au cours des périodes d'embauche massive (1970-1980). Cela se confirme dans notre échantillon d'étude par la présence de 37% des migrants actifs (21 personnes sur 56 actifs) travaillant dans ce secteur, et dont plus de la moitié a une durée de séjour allant de 10 à 15 ans voire plus.

Ce secteur a créé plus de 3.500 emplois. La SOSUCO qui fut la plus grande pourvoyeuse d'emplois de la ville emploie près de 3.000 personnes. Selon les données statistiques de cette société, elle utilise environ 2.000 permanents, 500 contractuels et 300 à 500 journaliers, des coupeurs de canne notamment. Aujourd'hui cette filière semble atteindre son niveau de saturation avec un gel d'embauches.

Quant aux GMB, depuis l'implantation le nombre d'emplois ne cesse de croître. Cette minoterie emploie près de 250 personnes dont 173 permanentes (confère le tableau évolutif du nombre d'emplois permanents aux GMB depuis 1974 ²³

²³. HEMA, B. - Les grands moulins du Burkina dans le processus de valorisation des ressources locales.

Tableau n°XXIV. : Evolution du nombre d'emplois aux GMB (1974-1992)

Année	1974	1975	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1986	1987	1989	1991	1992
Effectifs employés													
Burkinabè	46	58	71	71	79	81	86	95	128	140	159	170	173
Expatriés	2	2	2	2	2	2
Total	48	60	73	73	81	83	86	95	128	140	159	170	173

Source HEMA, B; Les GMB dans le processus de valorisation des ressources locales 1993.

Parmi les employés permanents, il y a ceux qui travaillent dans l'administration, des ouvriers et une trentaine d'employés travaillant dans les services annexes de Ouagadougou. Le nombre d'employés temporaires varie en fonction de la fréquence et la quantité de matière première ; le rôle de ces derniers étant de charger ou de décharger les camions ou wagons de produits. Aujourd'hui le taux croissant du chômage urbain témoigne que le rôle pourvoyeur d'emplois du secteur industriel s'estompe peu à peu. A moins d'une nouvelle relance d'activités industrielles, le problème de l'insertion professionnelle se posera toujours aux jeunes ruraux arrivant à Banfora. De nouveaux investissements en vue de diversifier les activités économiques dans leur ensemble sont nécessaires pour parer à l'essoufflement du pôle régional de développement que constitue Banfora dans la Comoé.

2. Les activités annexes à l'industrialisation

Les activités industrielles de la ville de Banfora ont permis d'animer et de créer d'autres secteurs d'activités : ce sont le transport des personnes et des marchandises, le commerce de détail, l'hôtellerie, services domestiques... Dans ces conditions, l'industrialisation a pu créer indirectement des emplois permanents.

Selon les données statistiques de l'enquête démographique de 1991, les services domestiques représentent 9,3% de la population active (1789 personnes sur 19.231 occupées).

Le secteur du transport n'est pas à négliger, c'est dans ce secteur que les effectifs sont très insignifiants au niveau de la ville (moins de 5% de la population active) alors que les revenus mensuels sont les plus importants soit un peu plus de 400.000 FCFA. Dans ce domaine le transport de marchandise semble rapporter plus gros (transport du sucre et de la farine vers les autres centres par exemple) mais le rythme est très irrégulier et lent. Voilà pourquoi beaucoup de transporteurs ont opté pour le transport des personnes. Il suffit d'arriver à la gare routière de Banfora pour s'en rendre compte ; cette zone grouille de monde à tout moment et les véhicules bougent à chaque instant pour une destination. Le commerce de détail occupe 7% de la population active et génère des revenus modestes pouvant atteindre 100.000 FCFA par mois.

Toutes ces activités concourent à alimenter la vie économique de Banfora, mais compte tenu de l'inorganisation de ces activités nous avons tendance à les classer dans le secteur informel qui occupe aussi une place importante dans l'insertion professionnelle des nouveaux citadins.

3. Le secteur informel : Une porte d'entrée privilégiée dans le marché urbain de l'emploi

Le secteur informel est formé de petits métiers vitaux qui échappent au contrôle fiscal. C'est en un mot les activités économiques par lesquelles surtout les gens pauvres essaient de bâtir leur existence en ville. Dans cette situation de crise généralisée nous pouvons dire également que le secteur informel c'est "Tout simplement la vie quotidienne des millions d'hommes de femmes et d'enfants à travers le monde entier" ²⁴.

Sur le plan économique, le secteur informel fait vivre une proportion élevée de personnes. Il accueille aussi bon nombre d'individus, chômeurs ou éjectés des structures modernes (usines, entreprises...). Ce secteur pourrait absorber davantage de main d'oeuvre pour contribuer à l'amointrissement du problème de chômage urbain surtout en cette période de récession économique. Il fonctionne donc comme une éponge car c'est surtout dans ce

²⁴. Abdou TOURE - Les petit métiers à Abidjan : l'imagination au secours de la conjoncture.

secteur que le migrant cherchera du travail ²⁵ s'il n'est pas à même de trouver un emploi rémunéré par voies officielles.

A Banfora nous avons, selon les données statistiques de l'enquête démographique de 1991, 4.487 actifs dans le secteur informel sur 19.231 occupés soit 23,33%. Ce secteur occupe donc la seconde place des grands groupes de professions après l'agriculture qui occupe 52% de la population. Les résultats de notre enquête le confirment avec une proportion plus élevée des individus de ce secteur (Confère tableau n°X).

Dans une ville où le moteur de l'économie (activités industrielles) est en voie d'essoufflement, le secteur informel reste la seule porte ouverte pour l'accession de bon nombre de migrants à la recherche d'un emploi. C'est ce qu'a voulu faire savoir Todaro lorsqu'il dit qu'il voit la migration comme un processus qui se déroule en deux stades : "le premier stade trouve le travailleur rural non qualifié qui migre vers une région urbaine et qui passe une certaine période dans le soi disant "secteur urbain traditionnel". Le second stade est atteint quand il accède éventuellement à un travail du secteur moderne plus durable"²⁶. Ceci est vrai d'autant plus que dans notre échantillon de 24 personnes du secteur non structuré, 83% des actifs sont non qualifiés et ne dépassent pas le niveau primaire (scolarisation).

L'exercice de ces petits métiers permet aux acteurs d'accumuler un capital économique, d'être indépendants vis à vis de la famille d'accueil et de faire vivre les leurs. De ce fait, ils s'insèrent dans la vie économique et du même coup dans un réseau de solidarité indispensable à l'équilibre mental du migrant. Le secteur informel peut être considéré comme le point d'insertion première de nombreux migrants vers la ville .

La prolifération des petits métiers à Banfora (mécanique, soudure, commerce de détail, couture, artisanat) atteste du dynamisme de ce secteur et aussi de son importance dans la mesure où il contribue largement à la réduction du chômage urbain, l'un des facteurs du maintien d'un climat de paix sociale. Très difficile à appréhender,²⁷ le secteur informel correspond

²⁵. CF. HART 1973 et rapport BIT 1972.

²⁶. TODARO, 1969. IN : Burkina Faso, le secteur informel de Ouagadougou.

²⁷. Le nombre de travailleurs de la rue n'est qu'une estimation. Cette population étant difficilement comptabilisable, il y a une forte chance que les chiffres soient en deçà de la réalité.

soit à des solutions d'attente indéterminées, soit à des aménagements annuels entre périodes d'intenses activités agricoles et/ou d'emplois rémunérés à revenus insuffisants. La première solution est en général adoptée par tout migrant qui s'installe en ville et qui tarde à trouver un emploi dans le secteur moderne. Parmi nos enquêtés plus de 50% d'apprentis mécaniciens surtout n'hésitent pas à affirmer qu'ils aspirent à devenir un jour mécaniciens dans une usine de la place.

Le secteur informel devient une solution d'aménagement pour les paysans qui, en période morte y trouvent une occupation ; également pour des ouvriers des usines dont le revenu dépasse à peine le SMIG (Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti. Ce salaire dépasse à peine 23.000 FCFA au Burkina Faso. Nous savons que les revenus mensuels dans l'industrie à Banfora sont bas, en moyenne 40.000 FCFA, alors que la vie coûte très cher. Certains ouvriers arrivent à se trouver un petit métier pendant leurs heures de repos.

De ce fait, beaucoup se font employer comme temporaires par les industries pendant leur période d'intense activité (coupe et ramassage de la canne à sucre pour la SOSUCO et achat et collection des produits locaux, dans les villages pour les GMB ou même la décharge du blé importé) ; une autre stratégie de se faire remarquer par "les recruteurs".

B. Les stratégies d'insertion

La préoccupation première des migrants étant de chercher un travail rémunérateur, il serait intéressant de savoir quelles stratégies ils utilisent ? Ces stratégies sont-elles plus collectives ou individuelles ? Telles sont les questions auxquelles nous tenterons de répondre.

1. Structures familiales et accès à l'emploi

Dans la première partie de ce travail, le caractère familial des migrations des zones rurales vers les centres urbains a déjà été éclairci : c'est à dire de la prise de décision de migrer jusqu'à l'installation du migrant dans son milieu d'accueil, les initiatives développées par les uns et les autres pour lui venir en aide. Le rôle des collectivités dans l'insertion sociale fut également souligné. Il ressort une fois de plus que dans l'insertion

économique, les familles jouent un grand rôle. Les stratégies collectives sont donc omniprésentes.

Une fois que le migrant est accueilli dans un ménage urbain, son insertion sur le marché de l'emploi devient une étape charnière à franchir. Pour ce faire, la famille d'accueil ne manque pas de développer des initiatives dans le but de l'aider à trouver un emploi quelconque et ceci, à juste raison. La crise économique qui frappe tout le monde de nos jours, amènera l'hôte du migrant à supporter de plus en plus difficilement sa présence si ce dernier n'arrive pas rapidement à se trouver un emploi.

A Banfora surtout, après l'installation des industries agro-alimentaires, on pouvait dénombrer de nombreux ménages "relais" dûs à l'afflux massif des ruraux en quête d'emploi. Sur 65 migrants enquêtés, 49 déclarent avoir été accueillis à leur arrivée par un parent ou un originaire du même village. Parmi eux 32 personnes ont obtenu un emploi par les mêmes filières.

Agissant ainsi, la famille d'accueil contribue à l'allègement des charges économiques dues à la présence du migrant dans son foyer, à l'élargissement et au maintien des réseaux de solidarité ainsi qu'au resserrement des liens entre immigrés en ville. L'intervention de la famille d'accueil dans l'insertion par l'emploi des migrants est beaucoup plus manifeste dans l'adoption des enfants. Il s'agit des adolescents confiés par des familles rurales à des parents ou connaissances en ville pour diverses raisons²⁸. Pour cela, il incombe à la famille d'accueil de lui faire apprendre un métier. Il y a aussi le cas des enfants qu'une famille urbaine fait venir pour servir d'aide familiale. Dans ce cas également, c'est elle qui met tout en oeuvre pour trouver un emploi à ce dernier.

²⁸. Dans la société africaine, selon la tradition un enfant, appartient à toute la société. Il arrive dès fois qu'une famille rurale envoie un enfant ou des enfants chez des proches parents lointains ou originaires du même village résidant en ville pour des raisons telles que aider le ménage dans les travaux domestiques, recevoir une formation quelconque.

Les résultats de notre approche des migrants à Banfora nous montrent que près de la moitié (42%) ont obtenu un emploi grâce à leur famille d'accueil, exception faite bien sûr des fonctionnaires affectés et des inactifs. Ces résultats sont consignés dans le tableau ci-dessous.

Tableau XXV : Stratégies d'insertion des migrants dans le marché de l'emploi

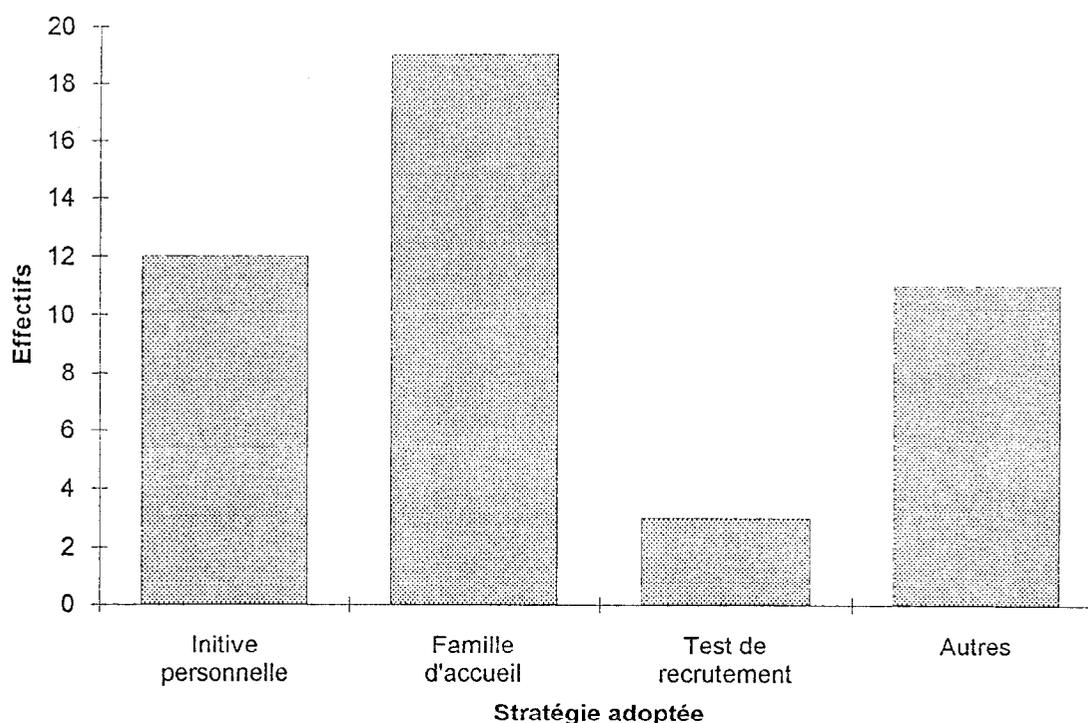
Stratégies d'insertion	Effectifs
Initiative personnelle	12
Famille d'accueil	19
Test de recrutement	3
Autres (Amis et connaissances)	11
TOTAL	45

Source : Enquête de terrain, Juin 1993, Banfora.

NB : Les 11 fonctionnaires affectés et 9 inactifs ne sont pas pris en compte.

La représentation graphique de ces données nous permet également de voir la stratégie la mieux adaptée.

Figure n°11: Histogramme des stratégies utilisées.



Les familles sont avant tout des structures d'hébergement pour le migrant. Héberger pendant un certain temps un migrant dont on a la charge, c'est aussi souvent l'aider à trouver un emploi voire en créer tout en aménageant ou en développant des activités familiales. C'est le cas de ce commerçant originaire de Yako qui a pu créer un emploi pour son neveu qu'il a fait venir du village, voici brièvement sa biographie migratoire.

D.S. a 37 ans, non scolarisé, né de parents paysans, il est installé à Banfora depuis 5 ans après sa sixième migration ; il compte y rester définitivement. En 1977, pour des raisons économiques, il quitta Yako avec pour objectif, aller tenter sa chance dans les plantations en Côte d'Ivoire. Après deux années passées à Diawala, ce fut Agboville et d'autres petites localités avant de rentrer chez ses parents à Yako en 1987. Dès 1988, il trouvera ses multiples déplacements lassants et décidera de s'installer à Banfora dans le but de faire du commerce. Hébergé par un de ses cousins à son arrivée il reste auprès de ce dernier pendant trois mois, le temps de monter son commerce avec un capital de plus de 150.000 FCFA apprêté depuis la Côte d'Ivoire. Trois mois plus tard, il change de statut d'hébergé à locataire²⁹, il ouvre une petite boutique au secteur n°5, secteur de résidence de sa famille d'accueil. Heureusement pour lui ses affaires prospèrent. Il fait venir sa femme du village ainsi qu'un neveu âgé de 15 ans pour l'aider dans ses activités.

En 1990, D.S. a une place à la zone commerciale où il ouvre une deuxième boutique qu'il gère lui même ; la gestion de la première étant confiée à son neveu.

En 1992, il se retrouve propriétaire de 3 parcelles d'habitation dont deux en zone lotie. La première fut mise en valeur. C'est là qu'il vit avec sa famille qui s'est élargie : il devient bigame et fait venir sa belle soeur (la petite soeur de sa deuxième femme) âgée seulement de 12 ans comme aide familiale. Tout marche à merveille pour D.S. En tout cas, "les dieux de la chance sont avec lui" dans la mesure où il confie la gestion d'une petite boutique dans son secteur de résidence à ses deux femmes. Quant au neveu, il espère bientôt devenir propriétaire de la première boutique. Aujourd'hui, il

²⁹. Dès son arrivée à Banfora, il était gratuitement logé chez son cousin qui était déjà propriétaire d'une parcelle d'habitation. Trois mois plus tard, il trouve une maison pour y habiter ; alors il devient locataire.

est majeur et son oncle veut l'aider à "voler de ses propres ailes". Pour ce faire, cela fait un bout de temps (5 mois) qu'il verse uniquement le prix d'achat des marchandises à son oncle, le bénéfice devant lui permettre de renouveler petit à petit son commerce.

A travers ce récit, nous percevons mieux le rôle de la famille d'accueil dans l'insertion par l'emploi. Par le canal de D.S., le neveu se trouve déjà inséré dans le domaine du commerce. A lui de savoir maintenant bien gérer.

Les recours aux aides familiales constituent un facteur qui concourt à faire des réseaux familiaux de véritables "agences pour l'emploi". En effet, ces réseaux familiaux se complètent avec les réseaux sociaux qui jouent un très grand rôle dans l'insertion professionnelle des nouveaux migrants. (confère Chap. IV insertion sociale).

Il est à noter que c'est par l'intermédiaire des réseaux sociaux que le migrant peut prendre très vite connaissance des possibilités d'emplois existant en ville, notamment les filières et prend contact avec bon nombre de personnes pouvant l'aider à s'insérer sur le marché de l'emploi. Ce n'est pas nécessaire de revenir sur la description, le fonctionnement de ces réseaux. Ce qu'il faut néanmoins retenir de ce point, c'est leur rôle irremplaçable dans l'insertion du migrant, rôle qu'aucune autre forme d'institution n'a jusqu'alors assumé. 83% des biographies récoltées font cas de ces réseaux confirmant ainsi leur caractère incontournable. Les 17 autres pour-cent ont vu leur insertion assurée soit par un marabout (1 cas rencontré) soit par leur employeur au cours d'une affectation ou autres déplacements. 49% des enquêtés de Banfora affirment avoir obtenu leur premier emploi par l'intermédiaire de ces mêmes réseaux sociaux. Ceci nous fait penser qu'une bonne insertion sociale est un facteur déterminant pour l'insertion professionnelle.

2. Stratégies individuelles

Les stratégies individuelles du migrant pour son insertion professionnelle déterminent les orientations futures de sa vie citadine. Il est reconnu que c'est dans les grands centres urbains que l'individualisme s'affirme. Ceci s'explique par le fait que de nos jours les citadins rencontrent

d'énormes difficultés notamment pour se loger, se nourrir, s'éduquer, s'épanouir... Cela entraîne du même coup la remise en cause des vertues cardinales de la société traditionnelle.

Cet individualisme se manifeste également au niveau de l'insertion sur le marché de l'emploi notamment au niveau des modalités d'accès à l'emploi. Ainsi dans notre échantillon, 26,6% des migrants enquêtés affirment n'avoir pas eu recours à une aide pour l'obtention de leur premier emploi. En général, ce sont des diplômés, des qualifiés qui, par des tests de recrutement arrivent à se trouver un emploi (10% des enquêtés sont dans ce cas). Les migrants n'ayant aucune qualification qui arrivent à s'insérer au niveau du secteur informel semblent échapper du même coup à tout contrôle social en ville. Cela ne manque pas d'avoir des répercussions sur la vivacité du tissu social urbain. Le rôle de la famille d'accueil dans l'insertion professionnelle des migrants est donc prépondérant.

Il est donc urgent pour les décideurs de voir dans quelle mesure, il est possible de diriger les flux migratoires qui affectent nos villes, si toutefois ils désirent maîtriser la croissance, car aucune action efficace ne peut être entreprise en faveur ou contre l'exode rural dans une ignorance complète de son rôle.

II. Mobilité professionnelle et insertion différentielle des migrants

L'insertion du migrant sur le marché du travail dépend en grande partie de ses propres caractéristiques socio-économiques (sexe, âge, niveau d'instruction, qualification professionnelle). Ces caractéristiques sont à la base d'une certaine sélection dans l'insertion par l'emploi.

A. L'insertion différentielle

En considérant uniquement le sexe, nous constatons une certaine discrimination faite au niveau de la division sexuelle du travail. Cela ne permet pas l'accès des femmes en grand nombre aux emplois rémunérés. Nous pourrions mieux percevoir ce phénomène à travers les deux tableaux qui vont suivre :

Tableau n°XXVI : Statut d'activité de la population de Banfora selon le sexe
(population de 10 ans et plus).

Statut d'activité	S E X E		
	Masculin	Féminin	Total
Occupés	10.811	8.420	19.231
Chômeur	-	-	-
En quête d'emploi	557	-	557
Autre	6.314	13.438	19.752
TOTAL	17.682	21.858	39.540

Source : INSD/Enquête démographique de Mars 1991

Tableau n°XXVII : Répartition de la population résidente occupée selon les
grands groupes de profession et selon le sexe.

Groupe de profession	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	Total
Sexe											
Masculin	4045	435	507	2965	459	530	942	292	450	186	10811
Féminin	5939	121	319	121	828	180	847	-	-	65	8420
Total	9984	556	826	3086	1287	710	1789	292	450	251	19231

Source : INSD. Enquête démographique de Mars 1991.

Définition des groupes :

Groupe 0 : Agriculture, élevage, pêche

Groupe 1 : Cadres supérieurs, professions libérales

Groupe 2 : Cadres moyens

Groupe 3 : Manoeuvres, employés, ouvriers subalternes

Groupe 4 : Commerce

Groupe 5 : Artisanat

Groupe 6 : Services domestiques

Groupe 7 : Forces armées et forces de l'ordre

Groupe 8 : Autres métiers

Groupe 9 : Professions non précisées.

L'insertion différentielle selon le sexe s'observe nettement à travers le premier tableau où nous avons plus de femmes que d'hommes soit respectivement 21 858 et 17 682 mais un nombre plus élevé d'hommes occupés 10 811. Parmi ceux qui se retrouvent dans le statut d'activité autre regroupant les chômeurs et les individus n'ayant pas d'activité clairement définie, nous retrouvons un effectif élevé de femmes soit 13 438. Dans ce lot nous incluons les femmes au foyer. Nous remarquons ainsi que l'accès des femmes sur le marché de l'emploi est beaucoup plus difficile que celui des hommes ; l'accès des femmes migrantes surtout. Cela s'explique par le fait que l'on considère celles-ci comme des migrantes "passives" dont le sort est lié aux migrations "actives" des hommes.

On peut ajouter à cela, certains tabous de la société traditionnelle africaine qui n'admet pas qu'une femme soit à la recherche d'un emploi au même titre qu'un homme. Ainsi elles sont pour la plupart vouées aux travaux domestiques. C'est ce qui explique justement le faible pourcentage des femmes dans notre échantillon d'étude où elles représentent à peine 17% ; de ce fait, nous évitons du même coup la monotonie dans les biographies migratoires de ces femmes.

Cependant, il est à noter que l'on commence à observer de plus en plus l'importance des migrations féminines. Ainsi les femmes viennent en ville pour rejoindre leurs maris, pour chercher du travail (notamment les domestiques en général) ou pour faire du commerce suite à des problèmes conjugaux. Ce dernier cas fut observé chez trois femmes sur les onze enquêtées de notre échantillon.

L'exemple de S. S. est illustratif dans ce dernier cas. Née à Tiéfora en 1965, elle quitte son village dès l'âge de 9 ans pour Ouagadougou où elle sera confiée à un parent militaire. Elle servait en tant qu'aide familiale pendant 6 ans avant de retourner chez ses parents au village où elle sera promise à un homme, tailleur de son état et résidant à Abidjan. En 1981, à 16 ans donc, elle rejoint son futur époux à Abidjan.

Malheureusement, le mariage ne durera que sept ans. Divorcée, elle retourne auprès de ses parents au village. Elle y passe quelques temps et au bout d'un an, elle décide d'aller vivre en ville (la plus proche de son village) car elle en avait la nostalgie. Ainsi elle se lance à l'aventure et arrive à

Banfora en 1991 où elle fut accueillie par une amie qui l'héberge gratuitement.

S. S. se lance donc dans le commerce d'effets d'habillement pour enfants. C'est de cette activité qu'elle tire les ressources nécessaires qui lui permettent de vivre avec ses deux enfants dans une maison qu'elle a louée au secteur N°7 de Banfora.

Ce récit montre bien à quel point aujourd'hui les migrantes sont prêtes à tout pour se faire une place au soleil. Ainsi nombreuses sont les femmes qui suivent l'exemple de S. S. Cela est d'autant plus vrai quand on sait que bon nombre de jeunes filles rejoignent les villes pour poursuivre les études malgré tout ce que l'on peut penser de ces actes.

L'éducation, en effet leur permettra d'avoir beaucoup d'aptitudes pour une éventuelle insertion professionnelle dans la mesure où, outre la sélection sexuelle, l'insertion différentielle sur le marché de l'emploi se traduit par le degré de qualification et d'instruction.

Dans ce cas présent, cette différenciation n'est pas très perceptible (confère tableau).

TABLEAU N°XXVIII : Niveau d'instruction selon le secteur d'activité.

Secteur d'activité	Administration	Industrie	Commerce	Artisanat et petits métiers	Inactifs	Total
Niveau d'instruction						
NS (Non scolarisé)	1	7	4	4	2	18
Primaire	2	5	4	8	2	21
Secondaire	5	4	2	-	5	16
Supérieur	1	-	-	-	-	1
Autres (formation professionnelle technique)	2	5	-	2	-	9
TOTAL	11	21	10	14	9	65

Source: Enquête de terrain, Juin 1993, Banfora.

Cela est dû aux réalités mêmes du marché de l'emploi. En considérant les secteurs d'activité, les filières les plus exploitées sont l'industrie et l'informel (commerce, petits métiers...). Les besoins en main d'oeuvre dans ces deux secteurs ne requièrent pas une qualification ou un degré d'instruction élevé pour la majorité des employés, l'apprentissage se faisant sur le tas. Nous remarquons que ces deux secteurs enregistrent un nombre élevé de non scolarisés et ce nombre diminue au fur et à mesure que le niveau d'instruction augmente pour s'annuler au niveau supérieur.

De nos jours, on assiste à une rigoureuse sélection pour les emplois urbains où le niveau d'instruction et la qualification, et éventuellement l'expérience professionnelle sont des conditions à réunir pour trouver l'emploi. Ainsi les jeunes ruraux se trouvent lésés dans leur quête d'emploi en milieu urbain. La recherche d'emploi est devenue un véritable casse-tête si bien que l'on peut se poser la question de savoir si la mobilité professionnelle n'est pas une alternative.

B. Mobilité professionnelle

La mobilité professionnelle est souvent évoquée pour souligner le caractère instable du marché urbain du travail. Cette instabilité se traduit par des changements d'emplois plus ou moins fréquents. Tout dépend des opportunités du marché concerné.

Dans le cas de Banfora où les emplois se font rares et où le chômage urbain prend des proportions inquiétantes, la mobilité professionnelle reste faible. Sur 56 personnes effectivement occupées dans notre échantillon (actifs) que nous avons approchées, seulement 13, soit moins du quart (23,22%) ont changé d'activités. (Voir tableau).

TABLEAU N°XXIX : Mobilité professionnelle et raison de changement.

Nombre de changements	Aucun	1	2	3 et +	Total
Raison					
Perte d'emploi	-	1	1	-	2
Condition pas convenable	-	6	3	-	3
Revenus insuffisants	-	1	-	1	2
Meilleure offre	-	1	2	-	3
Autres	43	2	-	1	46
TOTAL :	43	5	6	2	56

Source : Enquête de terrain, Juin 1993, Banfora.

NB: Les inactifs ne sont pas pris en compte ; ils sont 9.

Parmi les 13 personnes qui ont changé d'activité, 5 déclarent avoir changé une fois. Six personnes ont changé deux fois et deux personnes seulement ont changé d'activité trois fois dont un homme et une femme.

La femme, elle s'appelle K. M. ; depuis 1982 elle était active ; elle commença par le commerce de pagnes jusqu'en 1985 où elle fut victime d'un vol et le commerce périclita. En 1986, elle tient une petite buvette qui marchait bien. Cette buvette ne tiendra pas plus de deux ans car notre enquêtée ne savait pas dissocier le chiffre d'affaire du bénéfice. En fin 1987, elle se lance dans la restauration et ceci jusqu'en 1990 où elle trouvait cette activité pénible et peu rentable. Aujourd'hui elle est dolotière et responsable d'un cabaret dont tout le monde parle à Banfora.

L'homme s'appelle C.S., originaire du Gourma. Il est peul gourmantché et est arrivé à Banfora en 1974. De 1974 à 1980, il faisait le moulin. En 1983 il fut embauché à la SOSUCO comme maçon car il s'y connaissait dans ce métier. Il l'a appris entre 1980 et 1983 avec un de ses amis. Son activité fut la menuiserie qu'il exerce depuis 1987 après avoir été remercié à la SOSUCO.

Les raisons des changements d'activités sont diverses, mais nous pouvons retenir que beaucoup de migrants quittent leur premier emploi quand ils ont une meilleure offre.

L'insuffisance des revenus, la mauvaise gestion et les conditions difficiles de travail sont également à la base des changements d'activités. Par exemple, C.S. nous confia que le travail de maçon était très pénible avec les risques de chute et les marchés étaient très rares, voilà pourquoi il s'est vite lancé dans la menuiserie.

A l'opposé, dans notre échantillon, 76,78% des enquêtés n'ont pas changé d'emploi pour des causes diverses notamment sociales, familiales. Cette stabilité révèle à la fois le caractère permanent et rare des emplois. On peut y voir l'impact des activités industrielles qui procurent des emplois permanents.

Aussi les activités du secteur informel qui se greffent à cette industrialisation sont plus ou moins permanentes dans la mesure où les possibilités d'emploi demeurent faibles. Contrairement aux grandes villes où la précarité de l'emploi urbain est synonyme d'une grande mobilité professionnelle, l'exiguïté du marché de l'emploi à Banfora ne permet pas de nombreux changements d'emplois. Ce phénomène n'est pas seulement propre à Banfora, il est commun à toutes les villes moyennes du Burkina Faso qui, par manque d'investissements continus n'ont pas beaucoup d'alternatives à offrir aux migrants en matière d'emplois. Comme nous l'avons souligné au départ, c'est la capacité à offrir des emplois salariés, la fonction formative par l'apprentissage qui expliquent le facteur compétitif d'une ville en matière de migration.

Si cela pouvait se vérifier à Banfora dans les années 1970-1975 (période de démarrage des activités industrielles) ; ce n'est plus le cas aujourd'hui où le nombre de jeunes, de chômeurs augmente sans cesse³⁰ et la sélection devient rigoureuse sur le marché du travail.

³⁰. Selon les données statistiques de l'INSD, le taux de chômage urbain à Banfora représente 52,9% de la population.

Le problème de l'insertion des nouveaux arrivants dans la ville reste donc entièrement posé. L'insertion urbaine des migrants ne se limitant pas seulement à l'emploi, nous allons essayer d'analyser les modalités d'accès au logement. L'accès à la propriété foncière et immobilière sera également abordé.

CHAPITRE VIII. - L'ACCES AU LOGEMENT ET A LA PROPRIETE FONCIERE

L'acquisition d'une parcelle d'habitation est-elle un indicateur de succès économique de l'insertion de l'immigré en ville ? Quelle est sa signification par rapport au projet d'installation en ville de ce dernier ? Quelles stratégies déploient-ils pour accéder au logement ? Cette série de questions pose un problème spécifiquement urbain auquel doit faire face tout citadin. Il s'agit de l'accès au logement urbain dont l'étude entre dans le cadre du processus d'insertion économique du migrant en ville.

I. L'accès au logement et à la propriété foncière

L'espace urbain en tant que forme dense de socialisation, présente ses enjeux qui en font un espace disputé par différents protagonistes. Ce caractère disputé de l'espace urbain rend difficile l'insertion résidentielle des nouveaux-citadins. En effet, pour accéder au logement ou à la propriété foncière, le migrant déploie des stratégies. Ces stratégies feront l'objet de ce chapitre ainsi que le processus d'insertion résidentielle et l'impact de ce phénomène sur l'insertion du migrant.

A. *L'impact du phénomène sur l'insertion du migrant*

L'insertion résidentielle est importante pour tout nouveau citadin. La question de logement est le premier problème auquel le migrant doit faire face. Tous les migrants ruraux qui arrivent en ville réussissent toujours à trouver une solution d'attente ou définitive. Cela se fait ou s'arrange avec l'aide de la famille d'accueil ou des réseaux de solidarité existant en ville³¹.

Généralement dans un premier temps, le migrant bénéficie d'un hébergement gratuit. Cette situation est de courte durée pour la majorité des cas, en moyenne un an maximum pour ceux qui trouvent quelques temps après du travail. Parmi nos enquêtés de Banfora, 54 personnes sur 65 affirment avoir été accueillies par un ménage urbain soit 83% des migrants ayant bénéficié immédiatement à leur arrivée d'un hébergement gratuit.

³¹. Un individu peut arriver en ville sans les coordonnées de la personne qui doit l'accueillir. Dans ces conditions, il est souvent conduit chez un ressortissant du même village ou chez le doyen ou le représentant des ressortissants de son village.

Parmi eux 18 personnes demeurent toujours hébergés, 36 personnes ont changé de statut de résidence dont 14 propriétaires et 22 locataires.

Sur les 36 migrants ayant changé de statut, 11 seulement l'ont fait avant 5 mois, 17 entre 6 mois et 1 an. Les 8 autres ont eu une durée de séjour allant de 2 à 5 ans. Ce changement de statut de résidence est conditionné par l'accès au flux d'argent ; voilà pourquoi nous comprenons aisément le problème des jeunes hébergés dans les ménages familiaux.

Les difficultés que rencontrent les nouveaux citadins notamment les jeunes à s'insérer sur le marché de l'emploi entraînent donc un autre problème : celui de la difficile accession à l'autonomie résidentielle. C'est ce facteur qui amène les jeunes à cohabiter. Nous avons rencontré un cas de ce genre où deux jeunes, l'un permanent et l'autre temporaire (tous aux GMB) ont décidé de louer une maison à deux dans le but de se partager les dépenses domestiques, étant entendu qu'ils ont tous deux un revenu mensuel inférieur à 50.000 FCFA. Les migrants qui arrivent à se faire héberger à leur arrivée développent certaines stratégies pour raccourcir ce temps d'hébergement lorsqu'ils désirent une insertion durable en ville ou/et surtout lorsqu'ils ont une famille à charge. A Banfora, lors de nos enquêtes nous constatons dans l'échantillon que sur les 18 personnes qui ont toujours le statut d'hébergé, seule une personne, (un homme) a en charge sa famille. Il est marié, père de trois enfants et vit avec toute sa famille chez son grand frère qui réside à Banfora depuis 15 ans. Ce dernier (le grand frère) est commerçant de marchandises diverses sur la place du marché.

Il s'appelle S.O., il vit avec toute sa famille chez son grand frère depuis 5 ans tout en espérant qu'il sera embauché un jour à la SOSUCO ; car depuis trois ans et demi il est de temps en temps contractuel à l'usine.

Les autres sont essentiellement des élèves, des chômeurs, des jeunes en quête d'emploi ou qui n'ont pas un revenu suffisant pour permettre leur autonomie résidentielle. Il y a également des femmes au foyer (au nombre de 5) que nous considérons ici comme étant des hébergées chez leurs époux. Ceci dans le souci de respecter le statut de résidence de chaque enquêtés et d'en voir l'évolution. En réalité et dans la pratique le domicile conjugal appartient au couple ; elles sont donc chez elles.

En effet, dans de nombreux cas, après le logement temporaire dans la famille d'accueil, le migrant a tendance à chercher un logement individuel; il devient locataire. Le passage du statut d'hébergé à celui de locataire est fonction de la durée de séjour à Banfora et surtout de la réussite sur le plan économique et ce dernier facteur semble conditionner le premier.

Lorsque le migrant met peu de temps pour trouver un emploi ou une activité génératrice de revenu, il va de soi qu'une autonomie résidentielle est vite acquise et inversement. C'est le cas de notre enquêté D.S. qui a fait moins de 4 mois dans le statut d'hébergé parce qu'il avait les moyens financiers. Par contre S.O., depuis 5 ans vit chez son frère à cause de la précarité de ses revenus. Nous en déduisons que le succès économique facilite l'insertion du migrant sur le plan résidentiel. Il peut devenir propriétaire d'une parcelle d'habitation. C'est le souhait de tout migrant qui désire séjourner définitivement à Banfora ; si bien que nous pouvons affirmer que l'acquisition d'une parcelle d'habitation est le signe tangible de son succès économique et de sa véritable insertion économique.

Devenu propriétaire , le migrant ne nourrit plus l'intention de retourner dans son milieu d'origine car il est plus citadin que rural, les habitudes commencent à changer. Au cours de nos enquêtes à Banfora, nous avons observé que l'installation définitive dans cette ville était conditionnée par l'obtention d'une parcelle d'habitation. Pour cela dans de nombreux cas, les parcours semblent être les mêmes, car ils conduisent les migrants du centre ville où ils étaient locataires vers les zones non encore loties et où ils cherchent à acquérir une parcelle d'habitation. C'est ce que nous avons remarqué, en faisant le bilan des biens acquis pendant le séjour à Banfora. Il est ressorti que sur 26 personnes qui possèdent des parcelles, 12 parcelles sont en zone non lotie et ont été acquises par la même procédure expliquée plus haut. L'accès au sol urbain semble donc être une garantie socio-économique pour le migrant. Ceci dans la mesure où ce dernier acquiert une certaine autonomie résidentielle, fait montre d'une "certaine aisance". Il jouera enfin un important rôle dans l'accueil, l'hébergement et la recherche du premier emploi pour les nouveaux migrants originaires de son village ou de sa famille qui choisiront également Banfora pour tenter une aventure. Le degré de réussite de la migration est fonction des biens acquis dans le milieu d'accueil, biens parmi lesquels l'immobilier occupe une place de choix.

L'analyse de l'accès à la propriété foncière et les intentions des migrants permettent de confirmer les propos avancés : à savoir que l'installation définitive est conditionnée par l'obtention d'une parcelle d'habitation. Le tableau qui va suivre présente les résultats obtenus à la suite du croisement de deux paramètres : l'accès au sol urbain, et le projet du migrant.

Tableau n°XXX. Accès au sol urbain et projet du migrant

Accès au sol	Pas de parcelle	Possède au moins une parcelle	Total
Intention du migrant			
Désire quitter	6	1	7
Désire rester	7	14	21
Ne sait pas	26	11	37
TOTAL	39	26	65

Source enquête de terrain Juin 1993, Banfora.

Nous remarquons qu'il y a peu de migrants qui désirent quitter Banfora. La quasi totalité de ces migrants ne possèdent pas de parcelles et ont probablement d'autres ambitions : tenter une aventure ailleurs ; ils représentent à peine 10% de l'échantillon.

A l'opposé, près du tiers de nos enquêtés soit 32,3% désirent y rester. Parmi eux, les 2/3 (soit 14 sur 21) possèdent au moins une parcelle d'habitation. 7 personnes n'ont pas de parcelle mais désirent néanmoins rester ; nous pouvons donc penser qu'ils ont l'ambition de devenir un jour propriétaire, c'est généralement ceux qui ont moins de 5 années de séjour.

Les indécis sont plus majoritaires (plus de 50%) et se composent de non propriétaires et de propriétaires. Nous excluons ces derniers car les raisons sont nombreuses et propres à chacun.

Si nous excluons ces indécis, l'analyse devient plus simple et la conclusion à tirer est la suivante : l'accès au sol urbain établit un lien inextricable entre le migrant et son milieu d'accueil. Ce lien est solide à telle enseigne qu'il est difficile au migrant d'envisager un quelconque déplacement (retourner au village par exemple).

L'accès au sol urbain apparaît de ce fait comme étant la condition première de l'insertion durable en ville du migrant. Il conforte de surcroît les relations du migrant avec son milieu d'origine car ce dernier pourra à cause de son statut de propriétaire être un point de chute pour les ressortissants de son village.

B. Les stratégies d'accès au sol urbain

Il est évident que l'urbanisation rapide pose de nombreux problèmes aux pouvoirs publics et aux citoyens eux-mêmes. En effet, Les besoins en logements des citoyens deviennent de plus en plus énormes si bien qu'on assiste à un surpeuplement de certains quartiers et une extension anarchique de la ville. Cet aspect nous intéresse moins dans le cadre de notre étude, mais plutôt l'occupation de l'espace bâti par les migrants, les modalités d'accès au sol urbain ou d'occupation des parcelles. Avant d'en arriver là, il serait intéressant de voir en passant la nature même du tissu urbain de Banfora.

1. Le tissu urbain

La ville de Banfora est divisée en 11 secteurs géographiques. Au regard de la qualité du bâti, on y distingue plusieurs types d'habitats qui s'apparentent au niveau de vie des habitants. On passe d'un l'habitat traditionnel à un habitat moderne plus ou moins récent selon les secteurs. Ainsi on en arrive à une certaine typologie de l'habitat. Chaque secteur est marqué par un type d'habitat sans pour autant qu'il soit exclusif dans la mesure où il existe une sorte de mélange ou de combinaison de plusieurs types dans un même espace, même en zone résidentielle moderne. Nous

distinguons essentiellement l'habitat de type urbain traditionnel, l'habitat de type moderne et l'habitat de type spontané ³²

a) L'habitat de type traditionnel

Il comprend le type traditionnel ancien et le type traditionnel récent.

* Le type traditionnel ancien est très répandu dans les secteurs 2 et 3 et une partie du 4. C'est là où vivent en majorité les autochtones (près de 50% des logements). Ce type d'habitat est généralement construit en terre renforcée de plus en plus par un enduit de ciment. Une concession peut comporter plusieurs maisons d'habitation tout autour. Les cuisines et les poulaillers s'y trouvent généralement un peu à l'écart.

* L'habitat traditionnel récent : Les ménages introduisent des matériaux nouveaux plus résistants et solides dans la construction. Ceci dans le souci d'améliorer leur cadre de vie. Cet habitat est dominant aux secteurs 4, 5, 6, et 7. Cette amélioration du bâti a permis à quelques propriétaires de parcelles d'accroître leurs revenus en abritant chez eux des locataires. Selon une étude menée à Banfora 34% des locations concernent ce type d'habitat.

b) L'habitat de type moderne

Il est beaucoup moins répandu que le précédent. Il s'est développé particulièrement à l'intérieur de la zone administrative commerciale et industrielle située au secteur 1 et occupe une partie des secteurs 5, 6, et 7. Il se compose de l'habitat de la zone résidentielle et l'habitat moderne simple.

* L'habitat de la zone résidentielle : la citée des cadres de la SOSUCO en est l'exemple type. Ce sont des maisons faites en matériaux durables. Les portes et fenêtres sont larges et souvent vitrées, le sol est recouvert parfois de carreaux, les toilettes et les cuisines sont à l'intérieur. La plupart des concessions comportent un seul ménage appelé souvent aussi "familles nucléaires" par opposition aux grandes familles des autres secteurs. L'équipement en eau et électricité est assez complet. C'est la classe sociale

³². OUATTARA, Ardjouma, Industrialisation et urbanisation, cas de Banfora.

aisée, en l'occurrence ceux qui ont des revenus supérieurs à 100.000 F CFA qui y résident.

* L'habitat moderne simple : par rapport à l'exemple précédent, ce type de bâtiment se développe un peu partout. Comme dans le premier cas, peu de citoyens en réalité ont accès. La parcelle comporte en général la maison principale en dur et des dépendances ou annexes. L'équipement est plus ou moins complet et la situation d'ensemble est bonne.

c) L'habitat spontané

Cet habitat présente beaucoup d'insuffisances en matière d'équipement urbain. Habité essentiellement par une population à faibles revenus, l'habitat semble délaissé, mal construit et mal entretenu. Les maisons sont généralement construites en terre, rarement revêtues de ciment. C'est dans le secteur 8 (zone nouvellement lotie) que nous rencontrons ce type d'habitat.

La forte demande de logement à Banfora ne peut s'expliquer que par le phénomène d'industrialisation qui a drainé une foule de chercheurs d'emplois et où la promotion immobilière publique et privée est très faible.

Les stratégies utilisées par les migrants pour accéder au logement sont aussi bien individuelles que collectives. L'accès au logement se fait par l'intermédiaire de la famille d'accueil ou par des réseaux de solidarité. L'intervention de ces réseaux est rendue nécessaire par le fait que beaucoup de propriétaires souhaitent, avoir une certaine garantie avant de donner leur maison en location surtout s'il s'agit d'un nouvel immigré. La solvabilité n'est sans doute pas pour rien.

Du point de vue statistique, lors de nos investigations à Banfora, 9 migrants sur 31 locataires déclarent avoir fait appel à des amis, collègues et parents pour obtenir leur premier logement. Les autres (22 locataires) affirment avoir cherché eux mêmes, mais déclarent avoir utilisé des réseaux pour localiser les logements vacants. Cette situation prévaut également pour l'accès au sol urbain ; ces genres de réseaux sont souvent sollicités pour l'obtention d'une parcelle d'habitation. Pour la suite de notre démarche, il

serait intéressant de connaître les modalités d'accès au logement pour les migrants.

2. Les modalités d'accès au logement

Ces modalités sont très variées ; cependant les parcelles acquises à l'issu d'un lotissement et l'achat demeurent prédominants. Quant au mode d'occupation du logement, la location reste la forme privilégiée.

a) *Mode d'acquisition des parcelles*

Dans notre échantillon, 65 personnes ont fait l'objet d'une enquête exhaustive ; seulement 16 personnes sont propriétaires de leur logement. Parmi ces 16 propriétaires, 6 personnes déclarent avoir bénéficié de l'attribution Etatique et trouvent ce processus trop long. Si nous nous référons aux biographies de ces 6 migrants propriétaires, nous remarquons qu'ils ont tous plus de 10 ans de séjour à Banfora. Les occupations libres sans achats dans les quartiers spontanés peuvent également donner lieu à une attribution Etatique plus tard. Plus de 40% des migrants propriétaires d'une parcelle comme bien acquis pendant le séjour à Banfora déclarent avoir occupé une parcelle en zone non lotie, dans un premier temps.

Une autre modalité d'acquisition fréquente est l'achat par apport personnel ; elle concerne 5 personnes sur 16 soit près de 30% des propriétaires de notre échantillon (Voir tableau). Ce processus d'acquisition est moins long si l'on dispose des fonds nécessaires.

Tableau n°XXXI : Mode d'acquisition des parcelles et financement de l'habitat.

Acquisition financement par	Attribution étatique	Attribution coutumière	Achat	Héritage	Total
Epargne personnelle	5	1	5	1	12
Crédit bancaire	1	-	-	-	1
Aide des parents	-	-	-	2	2
Autres	-	-	-	1	1
Total	6	1	5	4	16

Source : Enquête de terrain, Juin 1993 Banfora.

Si nous prenons uniquement les propriétaires, (4 sur 16) soit 25% des propriétaires ont acquis leur parcelles par le canal de l'héritage et du don. L'attribution coutumière étant très rare à cause des textes de la réforme agraire et foncière qui confie la gestion des terres à l'Etat.

L'acquisition par don ou héritage tient du fait que les liens parentaux encore vivaces continuent de régir le foncier, d'une manière rigide. Selon les lois coutumières, la terre ne se vend pas ; mais la tendance est à l'assouplissement de celle-ci. Cela se vérifie dans les zones non loties où la terre commence à être vendue aux nouveaux citoyens.

b) Mode d'occupation de la parcelle

A Banfora en général, la location apparaît comme le mode privilégié d'occupation du logement. Selon une étude menée à Banfora en 1992, 53% des ménages vivent de cette manière ³³.

Il ressort également dans notre étude que la location reste le mode privilégié d'occupation pour les migrants. Elle concerne plus de 45% des ménages enquêtés de notre échantillon (31 sur 65). Cela se comprend aisément avec l'arrivée d'une population allogène obligée de se loger. Seuls quelques ménages ont pu acquérir un logement par achat. Le tableau qui suivra montre bien l'itinéraire des migrants en ville. Nous nous sommes intéressés au statut de résidence des migrants dès leur arrivée à Banfora et leur statut actuel. Nous constatons une évolution.

Tableau n°XXXII : Statut de résidence antérieur et actuel des migrants.

Statut de résidence	Hébergé	Locataire	Propriétaire	Total
Statut antérieur (à l'arrivée)	36	27	2	65
Statut actuel	18	31	16	65

Source : Enquête de terrain, Juin 1993, Banfora.

³³. COMPAORE, Georges ; Etude socio-économique de Banfora, 1992.

Nous constatons que seulement deux personnes étaient propriétaires de parcelle d'habitation à leur arrivée, et ce sont essentiellement des enquêtés qui ont hérité de ces parcelles avant leur installation. Le statut actuel des migrants enquêtés montre une évolution et nous pouvons tirer les conclusions suivantes :

- Le passage du nombre d'hébergés de 36 à 18 montre indirectement le rôle des familles dans l'accueil et l'hébergement des migrants puisque ces derniers seront obligés de se loger plus tard. En d'autres termes, cet état de fait montre l'aspect temporaire de l'hébergement des migrants dès leur arrivée à Banfora.
- Le nombre de locataires ayant passé de 27 à 31 prouve les propos avancés plus haut à savoir qu'à Banfora, le mode privilégié d'occupation du logement est la location.
- L'évolution du nombre de propriétaires passant de 2 à 16 prouve qu'avec le temps, le migrant a beaucoup de chances d'acquérir des parcelles.

Plus le migrant séjourne pendant longtemps et plus il a des chances d'être propriétaire de parcelle. Cela tient au fait que la durée de séjour compte beaucoup pour l'insertion dans les différents réseaux sociaux qui peuvent lui servir d'appui pour l'obtention d'une parcelle. En plus, le séjour prolongé peut permettre au migrant d'accumuler des fonds pour s'en acheter.

Nos observations sur le terrain confirment nos précédentes allégations. Dans notre dépouillement, nous nous sommes intéressés à certains indices qui expliquent ce facteur, à savoir l'acquisition de la parcelle en rapport avec la durée de séjour. Dans un premier temps, nous nous sommes intéressés à la durée de séjour de tous les enquêtés ; un tableau fut réalisé (tableau n°XXXIII). A la fin de chaque questionnaire, un dernier module intitulé bilan migratoire et biens acquis pendant le séjour à Banfora. Le dépouillement de cette partie nous donne 26 personnes propriétaires d'au moins une parcelle d'habitation. Ainsi, nous nous sommes intéressés aux 39 autres personnes qui n'ont pas de parcelles (tableau n°XXXIV).

Tableau n° XXXIII : Durée de séjour des enquêtés

Durée de séjour (en année)	Moins de - 5 ans	5-9 ans	10-14 ans	15-19 ans	20 ans et +	Total
Effectifs	13	17	15	13	7	65

Tableau n° XXXIV : Nombre de migrants ne possédant pas de parcelle selon la durée de séjour

Durée de séjour (en année)	Moins de - 5 ans	5-9 ans	10-14 ans	15-19 ans	20 ans et +	Total
Effectifs	13	12	9	5	0	39

Source : Enquête de terrain, Juin 1993, Banfora.

En comparant les deux tableaux, nous constatons que le nombre de migrants ne possédant pas de parcelle diminue au fur et à mesure que la durée de séjour est prolongée. Ceci confirme l'hypothèse émise à savoir que l'acquisition d'une parcelle dépend de la durée de séjour. Il ressort également de notre dépouillement que la durée minimale de séjour pour prétendre à une parcelle est de 5 ans au moins.

c) La mobilité résidentielle

Elle concerne les changements de résidence effectués par les migrants depuis leur installation à Banfora. Près de 70% des migrants ont changé de résidence au moins une fois. Les raisons sont multiples et le nombre de migrants diminue selon la parité des déménagements.

Tableau n°XXXV : Mobilité urbaine des migrants

Nombre de déménagements	0	1	2	3	4 et +	Total
Effectifs	21	22	16	5	1	65

Source : Enquête de terrain, Juin 1993, Banfora

Plusieurs raisons sont à la base de cette mobilité. Le changement de résidence est majoritairement lié au mariage pour les femmes qui rejoignent leur domicile conjugal. Dans notre échantillon, sur 10 femmes enquêtées dont 5 mariées à Banfora affirment toutes avoir changé de résidence pour la première fois pour le domicile conjugal. Ce motif est valable pour certains hommes qui préfèrent changer de domicile quand leurs familles s'agrandissent la maison qu'ils occupent devient par conséquent petite ; 9 chefs de ménage de notre échantillon avancent cette raison.

Il y a également la volonté ou la nécessité de mettre fin à un hébergement. Le migrant est souvent hébergé par une famille urbaine, juste le temps qu'il trouve un emploi pour pouvoir se prendre en charge. Il devient gênant et une charge pour la famille qui l'héberge s'il s'y éternise. Voici une des raisons qui poussent les migrants à se loger eux-mêmes. Nous retrouvons dans notre échantillon au moins 12 personnes qui ont justifié leur changement de résidence en annonçant cette raison.

Une des raisons importantes est celle d'accéder à la propriété foncière c'est à dire intégrer chez soi. 13 personnes l'ont avancé comme raison soit 20 % des enquêtés de l'échantillon. Les cas de déguerpissement, de mésentente ou de récupération sont très rares. Soulignons cependant un cas de mésentente dans un foyer qui a amené le chef de ménage à se retrouver dans une situation de multirésidentialité.

Il s'agit de T.K., adulte de 52 ans, originaire de Boussé (487 km de Banfora). Il réside à Banfora depuis 20 ans ; il est propriétaire de 3 parcelles d'habitation toutes mises en valeur. Il est polygame et père de 16 enfants.

Marié en 1965 avec sa première épouse, il ira tenter sa chance en Côte d'Ivoire, précisément à Abidjan où il était gérant de kiosque. En 1968, sa famille s'agrandit avec l'arrivée d'une seconde épouse. En 1971, il eut l'envie de rentrer au bercaïl, ce qu'il fit et s'installa à Ouagadougou et continua son métier de vendeur de café. Par la suite, ses affaires ne prospéraient pas comme il le désirait, et il décida d'aller faire du commerce à Banfora en 1973.

Accueilli par un originaire du même village, il se lança en 1974 dans le commerce de marchandises diverses. C'est ainsi qu'il tirait les ressources nécessaires à la survie de sa famille. En 1978, sa première femme meurt, et il se remaria aussitôt à une Dogon (originaire du Mali). Ainsi dans la maison familiale, la cohabitation n'était pas du tout aisée entre cette dernière, la seconde et les enfants de la première. Cette situation devenue insupportable, T.K. occupera une de ses maisons avec la troisième épouse, le reste de la famille étant resté dans sa première maison. C'est ainsi qu'il fait la navette entre ses deux résidences.

II. Epargne et accès au flux d'argent

L'épargne et l'accès au flux d'argent sont des éléments non moins importants dans l'insertion économique des nouveaux citadins en ville. Une fois que l'insertion par emploi est acquise, le migrant doit économiser non seulement pour jouir de sa réussite économique mais aussi pour fonder son foyer, se nourrir, se loger, se soigner, sans oublier les autres problèmes de sa famille (ses parents du village).

Ainsi l'on se demande si le migrant arrive réellement à épargner. Quels sont les types de réseaux qu'il utilise ? Dans quel domaine investit-il ?

A. Les réseaux d'épargne

Il s'agit des réseaux traditionnels (tontine, thésaurisation) et des réseaux modernes (structures bancaires, caisses d'épargne...). Les plus utilisés sont les réseaux traditionnels.

1. La tontine

Elle est une association de personnes désirant épargner. Ces personnes se regroupent presque toujours sur la base d'une affinité. Les épargnants seront par exemple ressortissants du même village, employé dans la même unité industrielle etc...

D'un commun accord, les épargnants fixent le montant et la périodicité des versements (quotidienne, hebdomadaire, mensuelle etc...). Le choix de la personne chargée de collecter les versements est généralement

fait parmi les initiateurs de la tontine. Cette personne est pour ainsi dire le trésorier de l'organisation. A l'échéance indiquée, chaque épargnant verse sa contribution auprès du trésorier pour constituer le capital. Ce capital est intégralement remis à l'épargnant désigné selon l'ordre de perception établi au moment de la constitution de la tontine.

Cette forme de tontine est pratiquée aussi bien par les hommes que par les femmes. On notera cependant que les femmes associent à cette forme celle consistant pour les épargnants à faire les apports en nature (Plats, pagnes, savons etc...). Ainsi organisent-elles des "tontines de plats" "des tontines de pagnes" etc... La constitution d'un capital en espèces n'est donc plus nécessaire si les épargnantes acceptent de se regrouper sur la base d'un projet intéressant chaque membre pris individuellement.

2. La thésorisation

Contrairement à la tontine qui est une organisation collective, la thésaurisation est une activité conduite individuellement.

L'épargnant ne veut, ni faire circuler, ni investir l'argent qu'il amasse. Il veut le garder. Pour ce faire il dépose régulièrement ses économies auprès d'une personne. Cette personne peut être un ancien, originaire du même village que lui, une connaissance qui l'a précédé dans la ville ou encore le logeur qui l'a accueilli à son arrivée en ville. Près de 10 personnes parmi nos enquêtés ont avancé cette hypothèse.

Les réseaux traditionnels d'épargne sont ainsi caractérisés par la grande simplicité de leur procédure, la disponibilité immédiate du capital, constitué. Ces réseaux sont aussi fondés sur des rapports de confiance mutuelle. C'est tout cela qui explique que de nombreux migrants majoritairement analphabètes utilisent ces réseaux. La quasi totalité des ouvriers de l'industrie, plus de 90% (21 personnes sur, 24) utilisent les réseaux traditionnels. Le cas de ce migrant est illustratif.

Il s'appelle B.C., originaire de Koudougou, il réside à Banfora depuis 6 ans et il exerce le métier de blanchisseur depuis 3 ans. Accueilli par un parent lointain en 1987, il était venu dans le but de chercher un emploi dans l'industrie de la place, mais malheureusement il n'eut pas la chance d'être

employé à plein temps. Il évoluait par contrats, et il confiait ses revenus à son oncle qui l'a hébergé.

En 1990, en Mars ; ils se sont retrouvés 10 jeunes à vouloir cotiser chaque mois la somme de 1.500 F CFA et B.C. était le premier à ramasser parce qu'il avait un projet urgent en tête.

Ainsi en fin Mars 1990, il prend 15.000 F CFA pour s'acheter un fer à repasser d'une valeur de 3.000 F CFA, deux seaux dont un en plastique, une table qu'il achète à 4.500 F CFA et deux tabourets à 850 F CFA l'unité pour livrer les habits repassés ; un petit sac de charbon à 500 F CFA. Avec moins de 13.000 FCFA, l'enquêté monte sa petite entreprise et se déclare très optimiste car le minimum qu'il peut avoir en une journée de travail est de 600 FCFA, et les jours où il y a beaucoup d'habits à laver il peut se retrouver avec 1.200 ou 1.500 F CFA. Nous pouvons donc estimer son revenu mensuel à 30 000 FCFA minimum.

Notons qu'il est toujours hébergé chez son oncle où il occupe une maisonnette qui débouche sur la rue. Aujourd'hui, il a une petite table devant son atelier où l'on peut trouver des cigarettes, des bonbons, des allumettes et plein d'autres choses. Son argent est toujours gardé chez son oncle car il désire partir de Banfora plus tard. Ce récit montre bien l'insertion sociale de ce jeune. Au bout de 3 ans, il a pu s'insérer dans un réseau social, insertion qui lui a permis d'avoir les fonds pour démarrer ses activités. Soulignons que ces tontines permettent aux migrants de faire certaines réalisations que seul un réseau moderne par le truchement d'un crédit aurait permis de faire.

L'intérêt manifesté par les migrants pour les réseaux traditionnels d'épargne ne doit cependant pas faire perdre de vue que ces réseaux comportent des insuffisances.

Le capital réuni par les épargnants peut être assez important sans que des dispositions soient prises pour garantir l'accès de chacun à ce capital. Quand les épargnants sont nombreux, certains n'arrivent pas à respecter la fréquence des versements, perturbant ainsi le cycle de distribution du capital. Il est vrai aussi que certains épargnants s'engagent dans la tontine sans avoir suffisamment apprécié le poids du montant du versement sur leur capacité réelle de paiement.

Il n'est donc pas rare de rencontrer de mauvais payeurs dans les tontines sans qu'aucun moyen réel de contrainte puisse être exercé sur eux.

3. Les réseaux modernes

Ils sont de plus en plus nombreux car les structures bancaires, les services financiers nationaux, les ONG proposent tous des systèmes d'épargne.

Cependant, la complexité des systèmes de gestion des comptes fait que ces réseaux sont principalement adoptés par les migrants alphabétisés.

Cependant il faut noter la faiblesse des revenus urbains.

A Banfora, les revenus mensuels sont très disparates selon le secteur d'activité et généralement bas.

Ainsi, c'est le secteur des transports et qui génère les revenus mensuels les plus élevés généralement supérieurs à 300.000 F CFA, mais ce secteur est très insignifiant au niveau de la ville de Banfora (moins de 5%) et dans notre échantillon un seul enquêté se déclare être transporteur.

Les revenus générés par le commerce sont peu élevés et dépassent 100.000 F CFA. Dans l'échantillon d'étude, 8 commerçants affirment avoir un revenu mensuel supérieur à 100.000 FCFA. La quasi totalité des actifs de l'industrie ont un revenu modeste variant entre 40 et 60.000 F CFA ; cela est dû au fait que la majorité des emplois industriels n'exige pas une qualification particulière. Cette faiblesse des revenus ne permet pas au nouveau citoyen d'épargner même si les structures existent.

En effet, l'analyse des postes de dépenses des enquêtés montre que l'alimentation et l'habillement absorbent les 2/3 des revenus mensuels. Les dépenses sanitaires, scolaires, et le loyer sont couvertes par le reste, ce qui ne laisse aucune place à l'épargne. Ainsi, nombreux étaient les enquêtés qui n'hésitaient pas à souligner qu'ils ne voyaient pas la nécessité de déposer de l'argent en banque dans la mesure où ils n'en ont pas suffisamment. En l'absence d'une véritable épargne, comment financent-ils alors leurs projets ?

B. Source de financement des investissements

A ce niveau les migrants font uniquement de petites réalisations allant de la construction d'habitat sommaire dans les zones non loties à un commerce afin de pouvoir subvenir à leurs besoins quotidiens. Dans notre échantillon nous avons dénombré vingt-quatre (24) travailleurs indépendants, c'est à dire exerçant pour leur propre compte. Des réponses aux questions sur les sources de financement de l'activité, il est ressorti que l'effort individuel reste prépondérant et concerne 62,5% (soit 15/24) des activités rémunératrices créées par les migrants.

L'aide parentale constitue un dernier recours pour le financement des activités des migrants dans l'ordre de 29%. Il en est de même pour les réseaux d'épargne traditionnels qui n'interviennent que dans 4,16% des cas, compte tenu de la faiblesse des revenus des migrants (voir tableau).

Tableau n°XXXVI : Mode de financement et revenus générés par les activités des migrants

Revenus mensuels	- de 10.000	10 000 à 100 000	100 000 et +	Indéterminés	Total
Mode de financement					
Epargne personnelle	3	5	6	1	15
Crédit bancaire	-	-	-	-	-
Tontine	-	1	-	-	1
Aide des parents	2	2	1	2	7
autres	1	-	-	-	1
Total	6	8	7	3	24

Source : Enquête de terrain, Juin 1993, Banfora.

NB : Ce sont les indépendants du secteur informel qui sont pris en compte.

Nous remarquons la quasi absence des structures bancaires dans le financement des activités informelles des migrants, ce qui ne présente pas de garantie. Les éventuelles interventions des structures bancaires concernent les fonctionnaires en poste dans la ville ou des originaires du même village non résidents à Banfora, ayant une bonne situation dans l'administration.

Le faible niveau de développement des activités du secteur informel s'explique d'une part par les problèmes de financement que rencontrent les migrants et d'autre part, par leur incapacité à générer immédiatement de nombreux emplois. A Banfora, lors de nos enquêtes nous n'avons rencontré qu'une seule entreprise employant plus de 10 personnes ; pour le reste la plupart d'entre elles n'avaient que leur promoteur, qui se trouve dans quelques cas avec un ou deux apprentis. Dans ces conditions, le secteur informel n'arrive pas à jouer pleinement son rôle de promoteur d'emplois ; en l'absence d'investissements étatiques importants.

Nous savons que le milieu urbain engendre des transformations socio-économiques de tous ordres qui contribuent à l'effritement des solidarités traditionnelles. C'est dans ce contexte que l'effort individuel du migrant reste la seule alternative pour sa survie en ville. C'est là également que l'intervention des pouvoirs publics est nécessaire pour faciliter l'insertion des nouveaux-citadins.

L'insertion urbaine des migrants ne se limite pas seulement à la résolution des problèmes d'emploi et de logement. Le comportement du migrant en ville peut donner une idée sur son degré d'intégration dans sa nouvelle société. Ainsi, l'accès aux infrastructures urbaines fera l'objet du chapitre prochain car nous pensons que le comportement du migrant et ses habitudes constituent une étape importante dans le processus d'insertion urbaine.

CHAPITRE IX. L'ACCES AUX INFRASTRUCTURES URBAINES ET L'ASSIMILATION DES VALEURS URBAINES

Le niveau d'insertion du migrant à la ville d'accueil s'évalue d'une part en terme d'accès à l'équipement socio-sanitaire et scolaire, d'autre part par l'abandon des habitudes rurales au profit de celles urbaines. En d'autres termes le degré d'insertion du migrant se mesure également en terme d'assimilation des valeurs urbaines. L'accession aux infrastructures urbaines peut être appréhendée à plusieurs niveaux dont les plus importants et les plus révélateurs sont l'accès à l'eau potable, à l'électricité, aux infrastructures sanitaires, scolaires, culturelles...

Le mode de vie urbain, la mentalité et les habitudes alimentaires sont également des indices à prendre en compte.

I. L'accès à l'équipement urbain

A. L'accès à l'eau potable et à l'électricité

En matière d'accès à l'eau potable et à l'électricité, deux facteurs sont à prendre en compte : le coût et le niveau de développement des réseaux de distribution. En effet, les coûts prohibitifs de ces infrastructures posent le problème de leur extension au bénéfice de la large masse. Cet handicap, ajouté à la faiblesse des revenus urbains expliquent l'accessibilité limitée à ces infrastructures, pourtant indispensables.

Selon les résultats de l'enquête démographique de 1991, à peine 59% (soit 5.518 sur 9.356) des ménages urbains à Banfora ont accès directement à l'eau courante à domicile. 23% de la population s'approvisionnent en eau par les bornes fontaines et les forages, 25,35% dans les puits et seulement 2,6% dans les rivières.

Notons que ces données de l'INSD concernent la ville de Banfora uniquement où ménages des autochtones et ménages des migrants sont confondus. Dans notre échantillon d'étude où nous nous sommes intéressés aux ménages des migrants, nous retrouvons presque les mêmes résultats que l'INSD.

En effet, l'étude du mode d'approvisionnement en eau potable dans notre échantillon révèle que 38 ménages sur 65 soit 58,4% ont directement de l'eau courante à domicile. 15 ménages, soit 23% ont accès à l'eau potable par les bornes fontaines et forages, et 19% par les puits (voir tableau).

En ce qui concerne l'électricité qui est considérée comme un "luxe", l'accès reste légèrement faible par rapport à l'eau courante. Selon toujours les données de l'enquête démographique de Mars 1991, le taux d'accessibilité à l'électricité dans la ville de Banfora est inférieur à 50%.

Ce taux est de 43,65%, ce qui signifie que plus de la moitié de la population de Banfora continue d'éclairer leur logement à la lampe à pétrole. Mais dans notre échantillon, nous avons plus de migrants utilisant l'électricité soit un taux de 53,85% contre 46,15% pour les utilisateurs de lampe à pétrole. Le tableau de croisement entre ces deux paramètres (accès à l'eau et à l'électricité) montre que près la moitié des enquêtés soit 49% ont à la fois l'eau et l'électricité.

Tableau n°XXXVII : Mode d'approvisionnement en eau et en éclairage

Eclairage	Electricité Effectifs	Electricité en %	Lampe Effectifs	Lampe en %	Total effectifs	Total %
approvision.en eau						
Robinet	32	49,23	6	9,23	38	58,46
Borne fontaine	2	3,07	13	20	15	23,07
Puits	1	1,54	11	16,92	12	18,46
Total	35	53,85	30	46,15	65	100%

Source : Enquête de terrain Juin 1993, Banfora

Ces résultats cachent néanmoins quelques disparités et semblent faire l'objet d'une surestimation. Il suffit de la présence de l'infrastructure dans la cour où habite le migrant pour qu'il déclare avoir accès à cette dernière ; ce qui n'est pas évident. Ceci est d'autant vrai dans la mesure où nos enquêtes ont touché près de 50 concessions dont 26 comportaient plusieurs logements. Dans les cours communes ce n'est pas toujours évident que tous les locataires aient l'électricité dans leur logement. Il peut arriver qu'un locataire n'aie pas l'électricité dans son logement et qu'il déclare avoir accès à cette infrastructure parce que ses voisins en ont.

Les disparités d'accessibilité s'observent selon les secteurs géographiques de résidence des enquêtés et le niveau de leur revenu. Les zones d'habitat spontané comme le secteur 8 et une partie du 7 sont dépourvues de toute infrastructure primaire. L'accès à ces équipements dépend également du niveau de revenu ; les catégories les plus démunies ne pouvant pas se permettre Ce "luxe".

B. L'accès aux autres infrastructures

1. Les infrastructures Sanitaires

En ce qui concerne l'utilisation des infrastructures sanitaires, les statistiques ne sont guère meilleures. La majorité des migrants ne recourent à une structure sanitaire qu'après usage en vain de la médecine traditionnelle. Dans notre échantillon d'étude, nous avons 32 cas sur 65, soit 49,23%. 16 personnes soit 24,62% affirment utiliser uniquement la médecine traditionnelle. Ceux qui ne recourent qu'à la médecine moderne sont au nombre de 17 soit 26,15% du total (confère tableau n°XXXVIII).

Tableau n°XXXVIII : Accès à l'infrastructure sanitaire. Type de médecine utilisé en cas de maladie.

Type de médecine	Moderne	Traditionnelle	Traditionnelle	Total
Effectifs	17	16	32	65

Source : Enquête de terrain Juin 93, Banfora

Il ressort également de l'enquête que ceux qui utilisent la médecine moderne sont essentiellement des fonctionnaires qui ont non seulement un revenu sûr et régulier mais aussi sont les plus instruits. La relation entre la fréquentation des formations sanitaires et le niveau d'instruction ou de revenu est assurément évidente mais elle n'est pas universelle. Tout dépend du degré de confiance que l'individu a à l'égard de ces structures. Le comportement des individus de notre échantillon vis à vis de ces structures est beaucoup plus lié à la persistance d'une certaine mentalité propre à

plusieurs sociétés Africaines qui fait que le recours à la médecine moderne n'est envisageable qu'au moment où la médecine traditionnelle est incapable de donner un meilleur résultat. Ceci est vrai d'autant plus que dans notre échantillon 73,84% des enquêtés ont toujours recours à cette procédure (commencer par la médecine traditionnelle).

Ce taux élevé d'amateurs de la médecine traditionnelle peut s'expliquer également par l'émergence de ce type de médecine au Burkina ces dernières années. Il y a un regain voire un engouement pour l'utilisation de la médecine traditionnelle et cela se remarque lors des manifestations d'envergure internationale telles, le FESPACO, le SIAO, ou les SNC (Semaine Nationale de la Culture), où il y a toujours des stands réservés à cette médecine qui fait désormais partie du patrimoine culturel.

Le cas de Banfora est exceptionnel. Nous avons une officine de pharmacopée traditionnelle au sein du CHR (Centre Hospitalier Régional). Les malades ont donc le choix entre ces deux types de médecine. Il est évident qu'il se rabattront sur la moins chère qui est la pharmacopée. Il est à noter également que dans nos sociétés, les gens sont très attachés à la tradition. Ce facteur peut être une explication de ce taux élevé d'amateurs pour la médecine traditionnelle. De recherches approfondies méritent d'être faites et soutenues par les autorités afin d'augmenter la compétitivité des produits de la pharmacopée en ces temps de dévaluation où les prix des produits pharmaceutiques varient du simple au double.

Autre chose qui nous a impressionné, c'est le taux élevé des femmes migrantes à accéder aux soins lors des grossesses. Dans l'échantillon, nous avons enquêté 11 femmes. Parmi elles, 9 ont des enfants dont le nombre varie de deux à quatre. A la question de savoir si les grossesses étaient régulièrement suivies ; toutes ont déclaré avoir au moins pendant une grossesse suivi les visites prénatales. Une remarque était frappante ; tous les enfants nés après 1985 étaient à jour pour les vaccinations. C'est du moins la conclusion que l'on pouvait tirer des déclarations faites par ces femmes. Par contre ce n'était pas tout à fait le cas des enfants nés avant les années 80. Nous pouvons attribuer cette évolution des mentalités à la large campagne de sensibilisation sur les Programmes Elargis de Vaccination (PEV) et la promotion de la santé maternelle et infantile entreprise depuis les années 83-84.

2. Les infrastructures administratives

Nous entendons par structures administratives tous les services publics, parmi lesquels nous pouvons citer par exemple les bureaux de poste, le service des impôts, les domaines, etc... L'analyse du mode de communication des migrants avec leur milieu d'origine montre un faible niveau d'accès au bureau de poste. Sur 65 migrants enquêtés 20 personnes soit 30,7% communiquent avec les parents par l'intermédiaire du courrier et près de 60% des migrants utilisent des voies parallèles en commissionnant des personnes verbalement, et enfin 9,5% préfèrent se déplacer en cas de besoin.

Ces derniers sont essentiellement des ressortissants de la zone rurale de la Comoé qui peuvent facilement joindre les parents soit à bicyclette ou à motocyclette.

Une autre approche du mode de communication le plus fréquemment utilisé montre que plus de 70% des enquêtés préfèrent expédier les commissions ou/et courriers par les transporteurs ou au départ d'une connaissance. Seulement 15% des migrants (8 sur 65 enquêtés) utilisent la poste pour expédier le courrier. Ce faible taux d'accessibilité peut être dû au fait que la majeure partie des migrants sont issus du milieu rural où les bureaux de poste n'existent pas.

En ce qui concerne les autres services tels que la Mairie, la Police... 84,6% des migrants ont déclaré avoir eu au moins une fois accès à ces services pour l'établissement de certains documents administratifs (carte d'identité, acte de naissance, autorisation, patente...). Seulement 15,4% des enquêtés n'ont jamais eu accès à ces services à Banfora. Ce sont essentiellement les femmes au foyer qui laissent généralement le soin au mari de faire toutes les démarches à leur place et également des migrants récents qui n'ont pas encore eu besoin d'un document administratif.

3. L'accès aux infrastructures scolaires

Le taux national brut de scolarisation des enfants de 7 à 12 ans qui était de 29,98% au cours de l'année scolaire 1990-1991, selon les données de l'INSD est passé à 31,8% en 1992 selon la même source avec cependant

de très grandes disparités selon les provinces. On a les deux extrêmes entre les provinces du Kadiogo et de la Gnagna qui ont respectivement 82,44% et 8,5%³⁴.

La province de la Comoé enregistrait une population scolarisable de 52.127 enfants en 1990-91 alors que les effectifs scolaires au cours de cette même période n'étaient que de 19.352 individus. Cette province se situe donc en assez bonne place avec un taux de 37,12% dépassant ainsi la moyenne nationale.

Dans notre échantillon d'étude, nous dénombrons 169 enfants (de 0 à 17 ans dont 118 en âge scolarisable c'est-à-dire qui ont 7 ans et plus). Parmi les 118 enfants, 89 vont à l'école, ce qui représente un taux de scolarisation de 75,42%. Ces résultats ne doivent pas faire oublier que la population scolarisable reste tout de même importante et qu'un effort dans ce domaine doit être entrepris, les infrastructures étant en nombre très limité par rapport à la population scolarisable. Seulement 29 enfants (soit 24,57% des enfants des migrants enquêtés) sont non scolarisés ; ce qui laisse voir un taux d'accessibilité aux infrastructures scolaires très élevé, chez les enquêtés.

4. Accès aux infrastructures sportives

A Banfora les infrastructures sportives se résument en ce qui concerne le sport dit moderne aux terrains bien sommaires dont disposent les secteurs pour la pratique du foot ball. Pour les sports de mains, la ville dispose d'un terrain de hand-ball. Il n'ya pas de terrain de volley ball et celui de basket ball est inachevé. Il n'y a pas non plus d'espace réservé à la pratique du sport traditionnel.

L'insuffisance des infrastuctures se double d'une inorganisation du milieu sportif. Malgré l'engouement populaire pour le foot-ball dans les secteurs, les pratiquants sont abandonnés à eux mêmes. Les milieux scolaires et corporatif connaissent des tentatives d'organisation mais sont bien évidemment inaccessibles pour les migrants.

³⁴. MEBAM. Rapport annuel d'activité, Septembre 1992.

Parmi nos enquêtés, deux évoluent dans une équipe de secteur, un dans l'équipe provinciale dénommée Union Sportive des Meuniers de Banfora (USMB). Tous se plaignent cependant des attitudes xénophobes des autochtones.

Cette approche de l'accès aux infrastructures urbaines montre qu'il reste beaucoup à faire pour que la ville soit accessible à tous. Cela dépend de plusieurs facteurs mais, ceux inhérents aux individus eux-mêmes semblent l'emporter sur les autres (coûts et qualité des services). Il est donc nécessaire de s'interroger sur les valeurs urbaines assimilées par les migrants durant leur séjour à Banfora.

II. Assimilation des valeurs urbaines

A ce niveau, ce que l'on peut remarquer c'est le faible niveau d'intégration des nouveaux citoyens. Ils ont certes assimilé certaines valeurs urbaines ; il s'agit notamment de certaines transformations au niveau des habitudes alimentaires, vestimentaires et les loisirs.

En ce qui concerne les loisirs chez les nouveaux-citadins, il y a une nette évolution. L'adaptation au nouveau mode de vie urbain passe par la publicité observée d'une manière ou d'une autre chez les citoyens. Le nouveau-citadin découvre chaque jour de nouvelles choses, de nouveaux produits, de nouvelles habitudes de distraction qu'il est tenté d'acquiescer ou d'imiter, cela dans le but de répondre à son désir de changement et de conformité au nouveau mode de vie. C'est ainsi que dans notre échantillon d'étude, 49 personnes sur 65 ont des loisirs. Seulement 16 personnes soit 24,6% des enquêtés n'ont aucun loisir. Parmi eux, 11 avancent les raisons de l'indifférence et les 5 autres parlent de manque de moyens. Cela se comprend aisément d'autant plus que les revenus sont en général bas et la quasi totalité est prévue pour les dépenses du ménage, si bien que certains migrants ne peuvent se permettre certaines distractions.

Cette indifférence peut s'expliquer par la persistance des valeurs traditionnelles chez le migrant qui possède toujours les habitudes du milieu rural. Dans les campagnes, les ruraux n'ont que 5 mois (Décembre à Avril) réservés aux loisirs. Le reste étant consacré aux travaux champêtres. Pendant la période de loisir ces derniers passent le temps dans les fêtes

(funérailles, mariages...). Par contre, en ville il y a beaucoup de distractions telles que le cinéma, les spectacles, le sport etc...

A. Le cinéma

Le cinéma est un lieu de distraction prisé par beaucoup de citoyens ; c'est un sous produit légué par la colonisation. Banfora est doté de deux salles de cinéma dont la première existe depuis 1972, et la seconde depuis 1985. La première salle "NERIGUABA" a très longtemps été le point de rencontre de tous les cinéphiles de la ville chaque soir, parce qu'en ce moment la ville n'avait pas de centre de transmission télévisuel. De nos jours, il y a un changement car beaucoup de gens peuvent suivre des émissions chez eux. Malgré ce léger changement, les amateurs du "grand écran" existent.

Ainsi dans notre échantillon d'étude plus du tiers (38,46%) de nos enquêtés déclarent avoir comme loisir le cinéma. Sur les 25 personnes, 20 y vont régulièrement (confère tableaux).

Tableau N°XXXIX : Loisir des enquêtés

Loisir	Aucun	Cinéma	Sport	Spectacle	Total
Effectifs	16	25	14	10	65

Source : Enquête de terrain, Juin 1993, Banfora

Tableau n°XXXX : Accès à la salle de cinéma et nature du film

Genre de film	Africain	Aventure	Hindou	Violence Karaté	Total
Fréquence					
Quelques fois	2	-	3	-	5
Régulièrement	10	1	1	8	20
Total	12	1	4	8	25

Source : Enquête de terrain, Juin 1993, Banfora

Parmi les cinéphiles de notre échantillon, près de la moitié (12) a pour passion les films africains. Ce qui montre une fois de plus l'attachement des migrants aux valeurs traditionnelles africaines qu'ils entendent protéger de toute influence extérieure. Les films de violence et karaté sont prisés par les jeunes qui souvent aiment voir ou pratiquer les arts martiaux.

B. Le sport

Dans notre échantillon d'étude, 14 enquêtés soit 21,53% déclarent avoir pour loisir le sport. Parmi eux 9 personnes le pratiquent réellement, les autres ne manquent jamais les rendez-vous des stades lors des matches.

Cet abandon peut s'expliquer également par le manque d'infrastructures appropriées. Il est temps pour les responsables provinciaux des sports de rédynamiser le sport à Banfora et cela passe forcément par la récupération de la maison des jeunes délaissée.

A part le cinéma et le sport, les spectacles constituent également un élément de distraction pour les migrants (15,38%). Cette attitude témoigne d'une assimilation des comportements urbains. Cette assimilation se voit nettement sur le plan vestimentaire où généralement le migrant met tout en oeuvre pour se vêtir en citadin et aussi sur le plan alimentaire où le pain est entré dans le repas quotidien de même que l'utilisation de certains produits fortement prisés en milieu urbain.

Il faut noter l'attachement de chaque migrant aux valeurs culturelles de son terroir. Ce qui explique en partie certains comportements du milieu rural qui persistent chez le migrant en ville. Par exemple, rien qu'en observant l'environnement urbain, nous nous rendons compte que les ordures ménagères sont jetées n'importe où, de même que les eaux usées. On se préoccupe peu du cadre urbain et cela nous rappelle les pratiques propres au milieu rural. C'est ainsi que dans notre échantillon d'étude 95% des ménages enquêtés jettent les ordures sur des tas d'immondices et seulement 4,6% les brûlent. Ce facteur peut s'expliquer par l'inefficacité des services municipaux qui ne peuvent pas évacuer les ordures et déboucher les caniveaux compte tenu de l'insuffisance des ressources matérielles, mais cela n'est pas suffisant pour expliquer les pratiques qui persistent à Banfora. D'ailleurs ces pratiques

sont communes à toutes les villes en développement qui ne sont que des fourmilières d'hommes venus pour échapper à la misère des campagnes.

Le problème d'insertion des nouveaux-citadins dans la ville du paysan noir se pose en terme d'accès au logement à la propriété foncière et aux infrastructures urbaines. Somme toute, l'insertion à ces différents niveaux est plus ou moins difficile surtout pour ce qui est des logements. Le repli de bon nombre de migrants ouvriers de la SOSUCO sur Bérégadougou (localité située à une quinzaine de km de Banfora) est sans doute lié à cette situation. Ce phénomène est à la base de l'existence de mouvements pendulaires entre ces deux centres. En effet, les ouvriers installés à Bérégadougou ainsi que les membres de leur famille viennent régulièrement à Banfora pour les loisirs, les achats, les soins et la fréquentation des infrastructures scolaires...

Il est donc temps de réfléchir sur la dynamique socio-économique qu'introduit l'insertion des migrants dans la ville. Ceci fera l'objet du chapitre X.

CHAPITRE X. CONTRIBUTION DES MIGRANTS AU DEVELOPPEMENT URBAIN

L'inter-relation directe entre migration et urbanisation est indéniable, mais il reste à élucider celle existant entre migration-urbanisation et développement. Ce n'est que sur la base des inter-relations que l'on pourra prendre des mesures adéquates pour encourager ou décourager les migrations.

I. Inter-relations entre migrations et dynamique socio-économique de la ville

Deux aspects fondamentaux révèlent ces inter-relations existant entre les migrations et la dynamique socio-économique de la ville. Il s'agit notamment des investissements productifs, immobiliers et des structurations économiques, spatiales liées aux mouvements de population.

A. Migrations et investissements productifs immobiliers

1. Migrations et investissements productifs

Comme déjà souligné dans le chapitre VIII ; l'arrivée massive des ruraux en ville crée un déséquilibre au niveau du marché de l'emploi urbain l'offre étant très limitée alors que la demande augmente, d'où la nécessité de créer de nouveaux emplois par eux mêmes, seule alternative pour leur insertion professionnelle. La conséquence immédiate est le développement du secteur informel. Selon les données de l'enquête démographique de Mars 1991, à Banfora ce secteur occupe 23.33% de la population active soit au total 4487 personnes³⁵ réparties comme suit :

³⁵. INSD, enquête démographique de Mars 1991.

Tableau n°XXXXXI : Répartition de la population occupée (de 10 ans et plus) selon la branche d'activité

Occupations	Effectifs
Commerce	1.287
Artisanat	710
Services domestiques	1.789
Autres petits métiers	450
Profession non précise	251
Total	4.487

Source : INDS Enquête démographique, Mars 1991.

Nous n'avons pas de données sur les non natifs occupés à Banfora ; néanmoins une chose est frappante, il suffit de faire un tour dans le marché central pour s'en rendre compte : les non natifs semblent prendre le dessus, on pourrait retrouver les spécialités de certaines ethnies par exemple.

Les boutiques de commerce général, de pagnes appartiennent en majorité aux Mossis ; les hommes Yorubas sont spécialisés dans la coiffure, et leurs femmes dans le commerce des produits cosmétiques et les assiettes en plastique. Quant aux Sénégalais, Maliens, ils se retrouvent dans le commerce de radio-cassette, montres, lunettes...

Nous retrouvons néanmoins beaucoup d'autochtones dans le commerce de pièces détachées pour engins à deux roues. Ce constat nous permet d'affirmer qu'il y a autant sinon plus de commerçants migrants que d'autochtones, si l'on sait que près de 90% des commerçants ambulants sont non natifs de la ville.

Les artisans sont en majorité des ressortissants de la zone rurale de la Comoé notamment ceux qui confectionnent les paniers, les nattes, les canaris, et qui ne vont pas loin pour trouver la matière première disponible.

Les petits métiers regroupent les réparateurs de bicyclettes, de cyclomoteurs, les cordonniers, les cireurs... Nous n'avons pas de statistiques

disponibles sur le nombre d'exerçants de chaque branche d'activité, mais nous constatons également que ce nombre continue d'augmenter de jour en jour. La zone commerciale grouille de monde à tout moment ; le nombre élevé de ces agents économiques et l'intensité des transactions démontrent le dynamisme de ce secteur informel dans la communauté.

Bien que difficile à appréhender, la contribution du secteur informel au développement économique de la ville est incontestable. Le montant des taxes perçues par le service des impôts quoi que difficile à estimer est assez significatif, (près de 50% des recettes totales de la ville selon une étude socio-économique menée en 1992).

Cependant, l'imposition d'une carte de contribution du secteur informel (CSI) par les pouvoirs publics afin de maximiser le recouvrement de ces taxes semble être une solution pour apprécier l'importance de ce secteur dans l'économie de la ville. Les revenus générés par ce secteur, bien que modestes permettent à une partie de la population de Banfora de vivre et de contribuer à la bonne marche de la machine économique aux côtés des fonctionnaires et des travailleurs du secteur moderne. Certaines activités lucratives exercées par les démunis pour faire face à l'impératif de la vie, jouent un rôle important sur le plan économique et politique.

Sur le plan économique, les petits métiers font vivre une proportion élevée de citoyens. Ils regroupent bien des individus scolarisés, comme des chômeurs et ceux en quête d'emploi.

Sur le plan politique et social, ils déchargent le pouvoir et l'administration incapables de créer de nouveaux emplois en cette période de PAS³⁶ et, par conséquent assurent la paix sociale.

Ces petits métiers à Banfora assurent l'accès aux structures modernes de distribution de biens et services à ces nouveaux citoyens et évitent de ce fait une explosion sociale, conséquence du mécontentement d'une grande partie de la population victime d'une inéquitable redistribution des ressources.

³⁶. P.A.S. : Programme d'Ajustement Structurel.

De même les secteurs industriels (GMB, SOSUCO) et para public qui emploient une bonne partie de la population contribuent en ce sens par l'injection d'une bonne masse monétaire dans l'économie (salaires, investissements) de la ville.

De nos jours, avec la restructuration économique engendrée par le programme d'ajustement structurel, qui a pour corollaire la privatisation des entreprises, des licenciements, nous assisterons à un redimensionnement des effectifs et des salaires.

La crise que traverse actuellement le secteur industriel qui auparavant était le pilier du secteur économique donne aussi des raisons d'être pessimiste quant au maintien d'une paix sociale durable dans la ville de Banfora.

2. Les investissements immobiliers

L'immobilier constitue le premier secteur d'investissement important chez les migrants qui ont plus ou moins réussi leur insertion professionnelle. Tout comme pour la création d'emploi, les immigrants jouent un rôle notable. Le migrant en ville, une fois qu'il arrive à s'assurer des revenus réguliers pensera d'abord à se loger dans de bonnes conditions. De ce fait, l'accès au logement et à la propriété foncière ou immobilière demeure une des priorités des immigrants.

L'acquisition du titre de propriétaire d'une parcelle d'habitation par de nombreux migrants contribue à la promotion immobilière privée de la ville ; en témoigne l'évolution du bâti à Banfora.

L'impact des investissements immobiliers des migrants est également perceptible au niveau des statistiques du service des domaines à Banfora. Pendant nos recherches, nous avons fait une approche statistique des titres fonciers (P.U.H : Permis Urbain d'Habiter) délivrés par ce service. Nous nous sommes intéressés à une période de trois ans (1983-1986) parce que ces trois années consécutives disposaient de registres très peu endommagés. Selon les archives disponibles, nous avons enregistré 609 attributions de parcelles. Parmi ces 609 personnes, 302 attributaires soit 49,58% sont des non natifs résidants à Banfora c'est à dire des migrants proprement dits. Les

non natifs non résidants représentaient à eux seuls 35,96% du total. Dans ce lot, nous pouvons regrouper les fils de la province de la Comoé notamment les fonctionnaires vivant dans la capitale ou servant ailleurs ; également les originaires des autres provinces ayant servi dans la ville de Banfora. Les natifs résidents ne constituaient que 14,44% des attributaires avec 3,44% de cas d'indétermination³⁷.

Ces statistiques montrent comment les migrants contribuent à la promotion de l'espace urbain, ce qui explique en partie l'extension spatiale de la ville. L'arrivée et l'installation (l'insertion) des migrants en ville introduit donc une certaine dynamique socio-économique dans le milieu d'accueil. Cette dynamique se traduit par des investissements productifs (création d'emplois par les entrepreneurs) et immobiliers sans lesquels on ne pourra parler de développement urbain.

Mais compte tenu du fait que les migrations vers les villes s'intègrent dans des réseaux migratoires collectifs, leur impact sur la dynamique urbaine ne se limite pas à des créations d'activités et d'investissement immobilier dans la ville d'accueil ; la structuration économique et spatiale de la ville et ses environnements immédiats y sont également affectés.

B. Migration et structuration économique et spatiale

L'impact de la migration ici se perçoit à deux niveaux : le développement et la structuration des échanges monétaires avec la création de nouveaux circuits commerciaux. Plusieurs facteurs contribuent au développement et à la structuration des échanges monétaires : il s'agit entre autre de l'existence de liens étroits entre citadins et villageois (investissement au village), exemple : la création des associations de développement par les originaires d'un même village qui ne sont qu'une forme de prolongation de la vie communautaire villageoise en ville. Ces facteurs sont à l'origine de la naissance de flux monétaires allant de la ville à la campagne (envoi d'argent). Nous voulons ici parler des associations à caractère ethnique ou des ressortissants d'une même localité qui, souvent prennent l'initiative de réaliser quelque chose dans leur localité. C'est ce que ce ressortissant de Titao nous confirme quand il dit que dans leur

³⁷. Selon le service des domaines de Banfora, Juin 1993.

association, une cotisation est en vue pour la construction d'une ou deux salles de cours dans une école de trois classes dans leur localité

En effet, plus de 50% des enquêtés de notre échantillon déclarent qu'ils envoient de l'argent aux parents restés au village ; il sont au nombre de 38 sur 65 soit 58,5%. Notons que la périodicité d'envoi est très variable allant du mois à chaque année. Beaucoup de migrants ont opté pour une fois par trimestre ou semestre. Ceux qui envoient chaque fin de mois sont au nombre de 8 soit 12% et sont essentiellement des actifs du secteur moderne avec un revenu régulier et des originaires de la province de la Comoé et alentours, parce qu'ils ont la possibilité de joindre plus facilement leurs villages d'origine.

22 migrants ont une périodicité d'envoi allant de 3 à 6 mois et les 5 autres n'envoient qu'une fois par an. Ce sont en majorité des actifs du secteur informel où parfois la périodicité est indéterminée ; l'individu n'envoie de l'argent que lorsque la situation lui est favorable en ville.

La participation des citadins à la vie économique du village ne se limite pas seulement aux envois d'argent mais aussi à d'autres dons tels que l'engrais pour aider les parents dans l'agriculture ; ils représentent 10% de l'échantillon. Enfin d'autres se contentent d'expédier des vêtements, des vivres et des produits qu'on ne trouve qu'en ville, ces derniers représentent 19,50%. Les investissements immobiliers ont aussi des retombées certaines sur le niveau de vie des parents restés au village. Près de 50% des migrants ont déjà investi dans ce domaine ou l'ont en projet.

Le développement et la structuration des échanges monétaires permettraient de réduire en partie le déséquilibre existant entre la ville et la campagne. La ville ne demeure pas seulement un ponctionnaire des richesses du monde rural, mais c'est également un centre d'où partent des flux monétaires vers les campagnes.

L'installation des nouveaux-citadins à Banfora a donc pour effet la création de nouveaux circuits commerciaux entre la ville et les campagnes environnantes : la création de ces circuits s'appuie sur la présence dans la ville de nombreux nouveaux-citadins qui continuent de garder le contact avec leur milieu d'origine. De l'intérieur, viennent les produits alimentaires

de consommation courante (maïs, mil, sorgho, tubercules...), ces circuits étant contrôlés par des migrants qui ont pu s'insérer dans le secteur du commerce. Ceci est vrai d'autant plus que l'on retrouve beaucoup de migrants dans le commerce. Prenons l'exemple des marchands de céréales ; ce sont en majeure partie des ressortissants de Sidéradougou, Douna, Mangodara qui sont très mobiles. Toute la semaine, ces derniers sillonnent les marchés des petits villages pour y vendre les produits manufacturés et du même coup collectionner les céréales qui seront vendues les dimanches, jour de marché à Banfora. Voilà pourquoi dans la semaine certaines boutiques (notamment celles de céréales) restent fermées.

De ce fait, il naît alors une interdépendance inextricable entre Banfora et ses environs même si cette interdépendance est surtout profitable au milieu urbains du fait même de la pratique de l'usure par les commerçants urbains. Cela révèle une certaine complémentarité entre zone rurale et zone urbaine, complémentarité qui peut être un facteur d'entraînement susceptible de provoquer le développement du monde rural.

Cet aspect positif de la migration ne doit pas occulter les nombreux problèmes qu'elle engendre en ville, problèmes auxquels les pouvoirs publics doivent faire face. Il serait donc intéressant que nous voyons à présent l'action des pouvoirs publics ; quel est donc leur impact sur l'insertion des migrants ?

II. Actions des pouvoirs publics et leur impact sur l'insertion des migrants

L'attitude des pouvoirs publics face à la migration vers les villes et aux problèmes qui se posent aux nouveaux-citadins dans leur milieu d'accueil sont des éléments révélateurs des politiques urbaines à mettre en place dans un pays. Ces politiques sont en rapport direct avec la politique nationale d'aménagement du territoire.

A. Perception de l'exode rural par les pouvoirs publics

Dans un pays sahélien comme le Burkina Faso, où la lutte pour l'autosuffisance alimentaire est au centre des différentes politiques de

développement, l'exode rural est perçu à plusieurs niveaux, comme étant un facteur néfaste. Cette attitude se fonde d'une part sur les multiples problèmes insolubles que l'exode rural engendre en ville tels que les problèmes de logement, d'emploi, de santé... et d'autre part sur le fait que les campagnes sont vidées des hommes valides indispensables pour la réussite des techniques de vulgarisation agricole. Cette perception négative n'ayant pas suscité l'adoption de mesures contraignantes vis à vis de la migration, explique du même coup l'absence de programme se penchant sur les problèmes d'insertion.

B. Politiques urbaines et leur impact sur l'insertion urbaine des migrants

Une approche des politiques d'urbanisme adoptées au Burkina révèle qu'elles sont pour la plupart axées sur l'amélioration des conditions de vie et de travail des citoyens. Il s'agit notamment des politiques d'équipement des centres urbains en infrastructures diverses (eau potable, électricité, infrastructures sanitaires et scolaires...). Les politiques de logement visant à mettre à la disposition de chaque ménage Burkinabè une parcelle d'habitation oeuvre dans ce sens. Les politiques d'investissement adoptées dans les années 70 ont permis à certaines villes moyennes d'être dotées d'infrastructures industrielles. C'est le cas de Koudougou avec Faso-Fani et Banfora avec la SOSUCO et les GMB.

Ces villes secondaires ont pu ainsi détourner une partie de la main d'oeuvre rurale qui ne se déversait que dans les deux plus grandes villes du Burkina Faso (Ouagadougou et Bobo).

De nos jours, ces villes secondaires semblent végéter par manque d'investissement important après leur industrialisation. Dans le cas de Banfora, les objectifs de cet investissement massif étaient de détourner vers cette ville l'émigration Burkinabè tournée vers la Côte d'Ivoire et permettre ainsi le développement urbain. Cette politique concomitante à l'implantation industrielle (SOSUCO, GMB) a permis certes de donner une certaine impulsion à la ville à certains moments, mais le fait qu'elle ne s'est pas poursuivie laisse entier le problème de l'insertion des migrants.

Conscientes du faible impact des politiques urbaines précédentes, les autorités ont opté ces dernières années pour la déconcentration et la décentralisation urbaine.

Il s'agit d'une politique qui vise à encourager le développement des villes secondaires dans l'espoir de pouvoir mieux contrôler l'exode rural vers les grandes villes. Elle permet de stimuler la croissance des petites villes, et du même coup, de favoriser le développement rural, puisque les investissements sont faits en prenant en compte les potentialités de chaque région.

Ces mesures qui apparaissent comme des palliatifs à l'accroissement rapide des grandes villes, ont aussi pour but de doter les pouvoirs locaux d'une certaine autonomie dans leur gestion ; mais cette politique se heurte à l'insuffisance des ressources au niveau local.

Le programme d'investissement dans le cadre du développement des dix villes moyennes au Burkina se veut un appui à la politique de décentralisation, programme qui vise la relance des activités économiques de ces villes par la promotion des projets de soutien à la production par les Petites et Moyennes Entreprises (PME). Ceci devrait permettre la réactivation de l'appareil productif de ces villes et établir un climat économique, social, environnemental viable et concourir à la promotion de l'emploi. Cette politique, si elle est bien menée aura un impact certain sur l'insertion des migrants dans les villes moyennes comme Banfora. Nous pensons que la résolution des problèmes d'insertion urbaine des migrants dépend de la capacité des pouvoirs publics à maîtriser le phénomène d'urbanisation.

Les pouvoirs publics doivent chercher des résolutions adéquates afin de faire des migrations un élément positif pouvant contribuer au développement national. Pour ce faire le secteur d'activité des migrants mérite une attention particulière. Par exemple dans le cas précis de Banfora, nous savons que le secteur informel est la seule alternative pour résoudre le problème de chômage et de recherche d'emploi pour les migrants. Ce secteur gagnerait à être organisé si l'on veut qu'il ait une efficacité certaine dans la vie économique de la province.

Des tentatives de regroupement des actifs de ce secteur par branche d'activités permettraient d'améliorer cette performance économique (accroissement des revenus, qualité du service) et son contrôle par l'Etat.

La création des centres de formation professionnelle pour les artisans donnerait également plus de vigueur à ce secteur qui utilise des techniques moins compétitives. La mise en place de circuits modernes d'octroi de crédit à de meilleures conditions aux travailleurs indépendants peut être utile à ce secteur qui manque de capitaux pour les opérations à grande échelle. Ainsi la politique de la promotion et le développement des petites et moyennes entreprises au Burkina Faso mérite d'être soutenue efficacement. Ceci contribuerait à transformer la vie économique de la ville et permettrait une insertion économique plus facile des nouveaux citadins.

CONCLUSION

IL ressort à travers l'étude de l'insertion économique que de nombreux migrants partent en ville à la recherche de revenus monétaires afin de pouvoir investir dans leur localité ; d'autre envisagent leur avenir dans la ville d'accueil.

Ces migrants d'origine rurale, dans la plupart des cas, n'ont pas les qualifications nécessaires pour prétendre aux postes du secteur moderne ; mais en contrepartie sont prêts à tous les travaux. Voilà pourquoi le secteur dit informel semble être la porte d'entrée privilégiée sur le marché de l'emploi pour ces derniers.

Une fois l'insertion professionnelle assurée ces derniers penseront à accéder au logement et dans ce cas, le parcours semble identique et conduit les migrants du centre ville où ils étaient locataires vers les périphéries (zones non loties) où ils cherchent à acquérir une parcelle d'habitation.

CONCLUSION GENERALE

La présente étude nous révèle tout d'abord l'importance du capital social dans le processus d'insertion urbaine des migrants. Le tissu social en ville a un rôle d'accueil et de soutien du nouveau citadin. Ce rôle est pleinement joué par les réseaux sociaux existant dans la ville avec toujours une marque de la famille.

Cette importance des solidarités fait la spécificité des villes africaines. Tout en facilitant l'insertion des ruraux en ville, ces solidarités contribuent directement ou indirectement au maintien d'importants flux migratoires en ville.

La conséquence immédiate de cet exode rural est le gonflement démographique des centres urbains avec tout le cortège de problèmes (manque d'infrastructures sanitaires, scolaires...) que cela engendre.

L'insertion sociale du migrant en ville est donc assurée par les parents et connaissances qui y sont déjà établis. Ces différents réseaux de solidarité interviennent également dans le processus d'insertion économique, notamment dans l'aide à la recherche d'emploi ou du logement du nouvel arrivant.

L'inter-relation entre l'insertion sociale et l'insertion économique paraît alors évidente. Une bonne insertion sociale détermine une réussite économique et réciproquement. L'amortissement des coûts sociaux, psychologiques et économiques des ruraux en ville par les ménages urbains explique l'absence de structures adéquates s'intéressant à l'insertion des nouveaux venus.

Nous espérons que ce travail, bien que modeste permettra aux autorités d'examiner s'il leur est possible et dans quelle mesure elles devront se substituer aux réseaux de solidarité pour réorienter les flux migratoires.

Nous tenons à souligner que les problèmes d'insertion des migrants soulevés dans ce travail peuvent être résolus dans le cadre d'une politique d'aménagement du territoire national. Une telle politique doit prendre effectivement en compte la rapide croissance urbaine et ses multiples conséquences en vue de réguler l'exode rural et de contrôler le développement des villes. Pour être efficiente, cette politique devrait être élaborée et mise en oeuvre à partir d'une connaissance réelle et approfondie du phénomène urbain et des modalités d'insertion des migrants.

Notre présente étude, sans prétendre répondre à toutes les questions soulevées, par le processus d'insertion urbaine des migrants se veut être un premier travail qui ouvrira la voie à des études encore plus pertinentes contribuant à une meilleure résolution des problèmes socio-économiques urbains au Burkina Faso.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES GENERAUX

1. ANKER. R. & HIEN C. *Inégalités entre hommes et femmes sur les marchés du travail dans le tiers monde* : BIT, 136 P.
2. ANTOINE Ph & COULIBALY S. : *L'insertion Urbaine des migrants en milieu urbain en Afrique*. Actes du séminaire : Insertion des migrants en milieu urbain en Afrique. CRDI, ORSTOM URD Lomé 10-14 Fev. 1987, 242 P. 1989.
3. BF/INSD. *Recensement général de la population Décembre 1985* : Analyse des résultats définitifs. D.D. 1989, 318 P.
4. BF/INSD. *Enquête démographique de la population Mars 1991*. D.D. 1993.
5. CORNELISSE ; P.A. : *Aspect économique des migrations en Afrique Occidentale : Cas de la Haute Volta*. Ouagadougou : CVRS, 1972, PP 32-56 - (Notes et documents, volume 5).
6. DUPONT, V & DUREAU, F ; *Renouveler l'approche de la dynamique urbaine par l'analyse des migrations : Essai méthodologique à partir d'expériences en Afrique de l'Ouest*. Paris, ORSTOM & CNRS, Inter Urbain, Tiers Monde, "Pratiques urbaines, 4" 135 p 1988.
7. FINDLEY SE ; *l'économie du don : Une étude sur les stratégies de survie des femmes migrantes dans un quartier à faible revenu de Bamako*, CERPOD Working Paper n°4 Octobre 1990 20 P.
8. GBANGOU, A ; *Migration et urbanisation au Burkina Faso*, Ouagadougou, INDS, 50p - 1989.
9. HAERINGER, P *L'étude des migrations par la biographie*, ORSTOM, 41p. 1968.
10. JAGLIN S. & al, *les enjeux des extensions urbaines à Ouagadougou (Burkina Faso) 1984-90* CNRST - IRSHS - ORSTOM Janvier 1992, 365 P.
11. KOENIGSBERGER, O.H ; *L'observation des nouveaux citadins dans les pays en voie de développement*. Vancouver (CANADA) 1976, 36P. (multigraphiés).
12. KOLTER J.M. *Les migrations des mossis de l'ouest*. Paris, ORSTOM 1972 106 P. (Les cahiers de l'ORSTOM n°2)
13. OBERAI, A.S ; *Migration, urbanisation et développement* Genève, OIT, 1ère édition, 85 p. 1989
14. OBERAI, A. S ; *Guide pour les enquêtes sur les migrations internes dans les P.V.D. caractéristiques démographiques et sociales* BTT, Genève 1992.
15. QUESNEL A. & VIMARD, P; *Migration, Changements sociaux et développement*, 3èmes journées démographiques, Paris 20-22 Septembre 1988 Edit. ORSTOM Collection Colloque et séminaire 388 P.
16. SOME, P. H ; *Migration et urbanisation dans le sahel : Le cas du Burkina Faso : Volet qualitatif déterminants, modalités et conséquences des migrations et urbanisation*. Ouagadougou : Université, CILSS & Institut du sahel, 66 p, 1989.

17. TOURE Abdou : *Les petits métiers à Abidjan : L'imagination au secours de la conjoncture* Paris ; Karthala 1985 - 287 P.
18. VENNETIER Pierre. "*La poussée Urbaine en Afrique noire & Madagascar*". (extrait de colloques internationaux du CNRS. Volume 539, 1972. - PP. 45 - 66.

RAPPORTS ET COMMUNICATIONS

1. AKA ; K & AL. *Enquête sur les stratégies des menages en milieu urbain : Cas de la ville de Bamako Rapport méthodologi.* CILSS/INASAH-CERPOD 1ere version Nov. 1992. Université de Montréal Québec (Canada) 38 P.
2. ANTOINE ph & AL. *L'insertion urbaine des migrants dans l'agglomération Dakaraise volume I Methodologie des Equêtes* IFAN, ORSTOM Avril 1991. 138 P.
3. BONOU, Y.V ; *Un programme d'investissement dans le cadre du développement des villes moyennes au Burkina Faso, 27p. Communication présentée au colloque international "Maîtriser le développement urbain en Afrique "Sub saharienne" Organisé par le CNRST & l'IRSSH du 1er au 5 Octobre 1990 à Ouagadougou.*
4. COMPAORE, G ; *Etude Socio-économique à Banfora. Université de Ouagadougou, FLASHS, Département de Géographie, 27p. (Non publié).*
5. DUPONT V. & ATTACHI . K, *Réflexion méthodologique et identification de nouveaux thèmes de recherche dans le domaine de l'insertion des migrants en Afrique. Rapport de synthèse.* In Antoine PH et COULIBALY S. *Insertion Urbaine des migrants en Afrique séminaire de Lomé 10-14 Février 1987.* ORSTOM pp 223-243 1989.
6. FALL, A.S ; *Une réponse à la crise de l'agriculture, la migration des serrer du Sün (Sénégal) .pp 137 - 149 In Sociétés Espaces Temps, 1992, I, 1.*
7. FINDLEY S.E. *Les Migrations féminines dans les villes africaines. Une revue de leurs motivations et expériences" In ANTOINE Ph et COULIBALY S. Insertion urbaine des migrants en Afrique. Séminaire de Lomé 10-14 Février 1987. pp 55-70.*
8. HERRY Cl. *Quelques aspects des relations ville-village pp 231-242 IN QUESNEL, A et VIMARD, D ; 1991 : Migration, changements sociaux et développement. Troisièmes journées démographiques de Paris, du 20 au 22 Septembre 1988. Paris, éditions ORSTOM, Collection Colloques et Séminaires, 388p 1991.*
9. HERRY Cl. *Insertion des migrants en milieu Urbain cas de Maradi In. Antoine Ph & COULIBALY S. Insertion Urbaine en Afrique. Séminaire de Lomé 10-14 Fév. 1987 pp.*
10. KINDA, F & OUEDRAOGO, J.B ; *Ville pratiques et enjeu sociaux à Banfora - Rapport intermédiaire, 48p 1992.*
11. LOCOH TH. *Rôle de la famille dans l'accueil des migrants vers la ville.* In ANTOINE Ph & COULIBLY S. "Insertion Urbaine des migrants en Afrique séminaire du 10-14 Fév. 1987 PP. 21 - 31.
12. LOCOH TH. 1991 *Structure familiale d'accueil des migrants et développement des structures familiales multipolaires en Afrique.* IN QUESNEL A. ET VIMARD P. *Migration, changements sociaux et développement pp. 279-295 ; 3èmes journées démographiques Paris 20-20 Sept. 1988.*

13. OPPONC Ch. *"Les femmes Africaines, des épouses, des mères et des travailleuses.* In TABUTIN "Population et société en Afrique au sud du Sahara" Harmattan 1988 pp 421-440.
14. OUEDRAOGO, D. *Quelques règles sur l'insertion économique des migrants dans les villes Burkinabè* IN. ANTOINE Ph et COULIBALY S. "L'insertion urbaine des migrants en Afrique Lomé 10-14 Fév. 1987 pp. 93-104.
15. YAPI AIP. *"La périlleuse insertion des migrants à Abidjan : L'Etat et les migrants face à la question du logement"*. IN ANTOINE Ph et COULIBALY S. Insertion urbaine des migrants en Afrique Lomé 10-14 Fév 1987 pp.147-158.

THESES & MEMOIRES

1. AKA KOUAME. *L'importance de la Côte d'Ivoire et du Ghana dans les migrations Voltaïques* : Université de Montréal 1983 ; 169 P. (mémoire de maîtrise)
2. BLION, R ; *Phénomène migratoire & migration retour des migrants Burkinabè de la Côte-d'Ivoire*. Université de Paris I. Panthéon, Sorbonne. Mémoire de DEA d'économie du développement - option développement 158p. 1990.
3. BONEZA, Ch ; *Migration et mobilité professionnelle en Haute Volta de 1960 à 1973*. Collection thèses et mémoires sur le Sahel n°20 184p. 1979.
4. COULIBALY, S. 1979. *Les migrations Voltaïques : Les origines, les motifs et les perceptions des politiques*. Collection thèse & mémoire sur le sahel n°14. Sept. 1978 204P.
5. GOISLARD, C ; : *L'impact de l'implantation de la société sucrière de la Comoé comme facteur de démultiplication des enjeux sociaux : le cas de Banfora*. Paris (FRA), Université de Paris, Mémoire de DEA option Anthropologie juridique et politique, 116p 1989.
6. KANDOLO B & Al : *La vie des immigrants voltaïques à Abidjan* ; Abidjan, INST - ES - U.A, Mémoire de maîtrise sociologie, 74p. 1981.
7. KAPETANAKIS, C ; *Les cheminements migratoires en Haute Volta, et tentative de création de typologie* ; Université de Montréal 209 p. (mémoire de Maîtrise).
8. KONATE, I.D.; *Analyse économique des migrations : Aspects socio-économiques des migrations voltaïques de 1969-1973*. Mémoire de Maîtrise Université de Montréal 1978.
9. OUATTARA, A ; *Industrialisation & Urbanisation en Haute Volta. Le cas de Banfora, transformations, problèmes de croissance Urbaine et d'organisation spatiale, thèse de Doctorat* Université Louis Pasteur - Strasbourg I. 1982.
10. OUEDRAOGO S ; *Migration de population et urbanisation en Haute Volta*. LYON II, Mémoire de Maîtrise, Histoire Géographie (Sans pagination) 1975.
11. TIENDREBEOGO, A ; *Les immigrés Maghrébins à Rennes : Etudes sur l'insertion sociale* ; Rennes, UHBR, Mémoire de Maîtrise (Psychologie sociale) 128 p 1984.
12. VASSALUCCI. J.L. "*GBAFOKU*", *Peuplement du site de Banfora*, Thèse de Doctorat es Sciences de l'Université de Provence. , 1988.
13. VERONNEAU, P ; *Sous-développement, dépendance et migration en Haute Volta : Essai d'interprétation* ; ACDI - CERPOD & Institut du Sahel, Collection de thèses et mémoires sur le Sahel n°14, 184p 1979.

ANNEXES

ANNEXE N°1 : QUESTIONNAIRE

CODES

5 : Lien de parenté avec le chef de ménage

- CM: Chef de ménage
- 01 : épouse
- 02 : Fils/fille
- 03 : Père/mère
- 04 : Autres ascendants (oncle, tante, grand-père, grand-mère)
- 05 : Frère/soeur, beau frère, belle soeur
- 06 : autres parents (cousins, neveux, petits enfants)
- 07 : Enfant confié
- 08 : Sans parenté

6 : Situation matrimoniale

- 01 : Célibataire
- 02 : MM homme monogame
- 03 : MP homme polygame
- 04 : Union libre
- 05 : Divorce/séparé
- 06 : Veuf/veuve

8 : Statut de résidence

- 01 : RP résident présent
- 02 : RA résident absent
- 03 : Vis visiteur

9 : Religion

- 01 : Catholique
- 02 : Musulman
- 03 : Protestant
- 04 : Animiste
- 05 : Autre

Ethnie

- 01 : Gouin
- 02 : Karaboro
- 03 : Turka
- 04 : Sénoufo
- 05 : Mossi
- 06 : Autres (précisez)

NIVEAU D'INSTRUCTION

- NS : Non scolarisé
- CP : Cours préparatoires
- CE : Cours élémentaires
- CM : Cours moyens
- 06 : 6 ème
- 05 : 5 ème
- 04 : 4 ème
- 03 : 3 ème
- 02 : 2 nd
- 01 : 1 ère
- TM : Terminale
- SV : Supérieur
- ET : Enseignement technique

STATUT D'OCCUPATION

- 01 : Occupé
- 02 : Au foyer
- 03 : Elève/étudiant
- 04 : Chômeur
- 05 : Recherche du premier emploi
- 06 : Retraité
- 07 : Inactif/Invalide

SITUATION DANS L'ACTIVITE PRINCIPALE

- 01 : Employeur/Indépendant
- 01 : Salarié

Caractéristiques de l'habitat - Sanitaire - Mode d'évacuation

1 - Type de bâtiment

- Immeuble à appartement
- Maison individuelle
- Case
- Autres (précisez)

2 - Mode d'éclairage

- Electricité (SONABEL)
- Groupe électrogène
- Gaz
- Lampe à pétrole
- Bougies
- Autres (précisez)

3. Mode d'approvisionnement en eau

- Robinet
- Borne fontaine
- Puits
- Autres (précisez)

4. Type d'aisance

- WC avec chasse d'eau
- Latrine privée dans la cour
- Latrine commune
- Autres (précisez)

5. Evacuation des ordures ménagères usées

- Jetées dans un tas d'immondices
- Brûlées perdues
- Jetées dans une fosse
- Jetées dans une décharge Publique
- Autres (précisez)

6 - Evacuation des eaux

- Jetées dans la cour/rue
- Jetées dans un puits
- Jetées dans un caniveau
- Utilisées pour l'arrosage
- Autres (précisez)

DEUXIEME PARTIE : QUESTIONNAIRE BIOGRAPHIQUE

Module 1 : Choix de la ville de Banfora

1. Date d'installation à Banfora

Année d'arrivée	
Année révolues	

2. Raisons du choix

Professionnelles ou affectation	
Recherche emploi	
Autres (Précisez)	

3. Avant votre installation, aviez-vous une connaissance antérieure de la ville?

Oui	
Oui	

4. Y connaissiez-vous une personne avant votre arrivée ?

Oui	
Oui	

Si oui, lien de parenté avec cette (ces) personnel (s)

- Frère/Soeur
- Ami (s)/amie (s)
- Originaire du même village
- Autres (Précisez)

5. Situation matrimoniale avant l'arrivée à Banfora.

- Célibataire
- Marié monogame
- Marié polygame
- Veuf/veuve)
- Divorcé/Séparé
- Autres (Précisez)

6. La décision de migrer vient-elle de ?

- Vous-même
- Famille
- Ami (e)
- Autres (Précisez)

7. Quelles étaient les raisons de motivation de cette décision ?

- Difficultés économiques
- Problèmes sociaux
- Désir de formation (apprentissage scolarisation)
- Offre d'emploi
- Autres (Précisez)

8. Etiez-vous venus seuls ?

Oui	
Non	

Si oui, avec qui ? (lien de parenté)

Si non, pourquoi ?

9. Aviez-vous reçu de l'aide au départ ?

Oui	
Non	

Si oui, de quelle nature ?

- Argent
- Matériel
- Autres (Précisez)

De qui avez-vous reçu cette aide

- Famille
- Parent
- Ami (s)
- Autres (Précisez)

MODULE 2. ORIGINE FAMILIALE ET ENFANCE**1. Parmi les enfants de votre mère, êtes-vous**

- Aîné
- Cadet
- Benjamin
- Autres rangs (précisez)

2. Où habitaient vos parents à votre naissance ?

- | | |
|---------------------------------------|-----------------------------------|
| <input type="checkbox"/> Burkina Faso | <input type="checkbox"/> Etranger |
| Localité : | Pays : |
| Province : | |

3. Ethnie de vos parents

- | | |
|-----------------------------------|--|
| <input type="checkbox"/> Goins | <input type="checkbox"/> Mossi |
| <input type="checkbox"/> Turba | <input type="checkbox"/> Sénoufo |
| <input type="checkbox"/> Dioula | <input type="checkbox"/> Autres (précisez) |
| <input type="checkbox"/> Karaboro | |

4. Avant 15 ans avez-vous vécu ailleurs que chez vos parents ?

Oui	
Non	

Si oui, à quel âge ?

Chez qui ?

- Ascendant
- Autre parent
- Sans parenté
- Autres (précisez)

Où habitait-elle ?

MODULE 3 : PARCOURS MIGRATOIRE ET ARRIVEE A BANFORA**1. Quelle était votre résidence antérieure ?** Burkina Faso

Localité :

Province :

 Etranger

Pays :

2. Itinéraire migratoire depuis la naissance

N° du déplacement	Lieu d'accueil	Raison du déplacement	Durée du déplacement	Activités menées

3. Qui vous a-t-il accueilli à Banfora Parent (lieu) Ami Originaire du même village Autres rangs (précisez)**4. Aviez-vous bénéficié à votre arrivée de :** Hébergement (gratuit) Prise en charge complète Aide financière

De qui avez-vous reçu cet aide ? ...

5. Avez-vous rencontré des difficultés

Oui	
Non	

Si oui de quelle nature

 Hébergement (gratuit) Problème financier Autres (précisez)

MODULE 4 : L'ITINERAIRE RESIDENTIEL DU MIGRANT**1. Secteur ou quartier de résidence****2. Depuis que vous êtes à Banfora, avez-vous toujours résidé dans le même secteur ou quartier ?**

Oui	
Non	

Si oui, pourquoi ?

Si non, quels ont été successivement vos secteurs de résidence et les raisons de ces déménagements.

N° du déplacement	Secteur de résidence antérieur	Secteur d'accueil	Raisons du déménagement

NB Codes des raisons de déménagement.

01 : Expulsion

02 : Déguerpissement

03 : Mécontentement

04 : Mariage

05 : Divorce/Séparation

06 : Rejoindre la famille

07 : Cher

08 : Petit

09 : Eloignement

10 : Offre de meilleur logement

11 : Travaux d'aménagement

12 : Retour au village

13 : Autres (précisez)

3. Statut de résidence

Locataire

Hébergé

Propriétaire

Autres (précisez)

3 (bis) - Statut de résidence antérieur

Locataire

Hébergé

Propriétaire

Autres (précisez)

4. Si propriétaire

Date d'acquisition de la parcelle

Oui	
Non	

Comment avez-vous acquis votre parcelle.

- Attribution étatique
- Attribution coutumière
- Héritage/don
- Achat
- Autres (précisez)

Pour obtenir la parcelle, avez-vous fait appel à :

- Employeur
- Collègue/Ami (s)
- Parent (Lien)
- Courtier
- Association ethnique ou d'originaire
- Personne
- Autres (précisez)

Mode de financement de l'habitat et l'année

- Epargne personnelle
- Crédit bancaire
- Tontine
- Aide des parents
- Autres (précisez)

5. Si locataire

Pour obtenir ce logement avez-vous sollicité l'aide de :

- Employeur
- Collègue/Ami (s)
- Parent (lien)
- Courtier
- Association
- Personne
- Autres (précisez)

A combien s'élève votre loyer (montant)
Lien de parenté avec le propriétaire

- Parent
- Frère/Soeur
- Ascendant
- Sans parenté
- Autres (précisez)

6. Pour les hébergés

depuis combien de temps êtes-vous hébergés ?

Année	
Années révolues	

Lien de parenté avec le logeur

- Frère/Soeur
- ascendant
- Beau frère/belle soeur
- Sans parenté
- Autres (précisez)

5. Statut de l'enquêté dans l'activité principale

- Salarié
- Employeur
- Indépendant
- Apprenti
- Autres (précisez)

6. Pour les employeurs et indépendants

Nombre de personnes dans l'entreprise

Nombre de parents

Nombre de non parents

Comment vous vous rendez au lieu du travail

Modalité de paiement des employés

- Par mois
- Par semaine
- Autres

Mode de financement de l'entreprise

- Epargne personnelle
- Crédit bancaire
- Tontine
- Autres (précisez)

Revenu généré par l'entreprise par mois

- Inférieur à 10.000
- 10.000 à 100.000
- Plus de 100.000

7. Pour les apprentis et salariés

Etes-vous au service d'un parent ?

Oui	
Non	

4. Participez-vous aux activités de l'association ?

Oui	
Non	

Si oui, quel genre d'activités ?

Réunions

Soirées culturelles

5. Quel rôle l'association joue-t-elle dans votre vie ?

Solidarité entre membres

Raffermisssement des liens parentaux

Epanouissement culturel

Autres (précisez)

MODULE 7 : RELATION AVEC LE MILIEU D'ORIGINE**1. Quel est votre village d'origine ?**

Localité
Province

2. Allez-vous dans votre village Par semaine Par mois Par an Autres**3. Distance en km entre le village d'origine et Banfora ?****4. Quel est le mode de transport que vous utilisez ?** Individuel Collectif Autres**5. A combien estimez-vous les frais de transport** Inférieurs à 500 5.000 à 10.000 500 à 2.000 Plus de 10.000 2.000 à 5.000**6. Depuis que vous êtes à Banfora, recevez-vous des biens venant du village**

Oui	
Non	

Si oui, de quelle nature ?

 Argent Vivres Autres

7. Recevez-vous souvent des visiteurs

Oui	
Non	

Si oui, quelle est la fréquence des visiteurs :

- Par semaine
- Par mois
- Par an
- Autres

Que viennent-ils faire

- Visite
- Solliciter de l'aide

8. Quel genre d'aide apportez-vous aux parents du village ?

- Argent
- Produits vivriers
- Aide à la scolarisation
- Aide à l'agriculture
- Autres

9. Pouvez-vous estimer la valeur de votre aide ?

- Par semaine
- Par mois
- Par an

MODULE 8 : BILAN MIGRATOIRE ET PROJET DU MIGRANT**1. Biens possédés pendant le séjour à Banfora**

- Parcelle d'habitation
- Vélo/moto
- Voiture
- Réfrigérateur
- Télévision
- Autres (précisez)

2. Combien de temps comptez-vous encore rester ici ?

- Définitivement
 - Jusqu'à la retraite
 - Ne sais jamais
 - Autres (précisez)
- Pourquoi

3. Si l'enquêté a l'intention de partir, quelles sont les raisons

- Manque d'emploi
- Coût élevé de la vie
- Autres

4. Où comptez-vous aller ?

- Retour au village
- Dans une autre ville (précisez)
- Etranger (précisez)
- Autres (précisez)

5. Etes-vous satisfait de votre séjour à Banfora ?

- Pas du tout
- Peu satisfait
- Satisfait
- Très satisfait

MODULE 9 : ACCES AUX INFRASTRUCTURES URBAINES**1. Avez-vous déjà établi un document administratif dans un service à Banfora ?**

- Oui
 Non

* Si oui, de quel document s'agit-il ?

- Acte de naissance
 Carte d'identité
 Autorisation
 Autres (Précisez)

- Dans quel service ?

- Commissariat de police
 Mairie
 Domaine/impôts
 Autres (Précisez)

- Avez-vous sollicité l'aide d'une tierce personne ?

- Oui Non

- Lien de parenté si oui -----

- Si non pourquoi n'avez-vous pas établi une pièce dans un service publics

- Impossible
 Procédure trop longue
 Autres (précisez)

2. Comment communiquez-vous avec les parent ?

- Courrier
 Communication
 Autres (Précisez)

- Si courrier, comment expédiez-vous vos lettres ? Par :

- Poste
 Transporteurs
 Départ d'une connaissance
 Autres (Précisez)

3. Quels sont vos loisirs ?

- Cinéma
- Sport
- Spectacle
- Autres (Précisez)
- Aucun

- Si cinéma, allez-vous régulièrement dans les salles de cinéma ?

- Oui
- Non

- Quel genre de film préférez-vous ?

- Violence
- Aventure
- Africain
- Indou
- Autres (Précisez)

- Si sport, quel genre ?

- Football
- Volley
- Sport individuel
- Autres (Précisez)

- Où pratiquez-vous ces sports ?

- Stade municipal
- Maison des jeunes
- Terrain de quartier
- Autres
- Autres (Précisez)

- Faites-vous partie d'une équipe provinciale ?

- Oui
- Non

- Si Oui, la collaboration est-elle bonne ?

- Oui
- Non

- A quoi sert la maison des jeunes ?

- Rencontres
- Sports
- Spectacles

- Si spectacle avez-vous déjà assisté à une production

- Oui
- Non

- Et où ?

- Dans une salle de cinéma
- Au stade provincial
- A la maison des jeunes
- Autres (Précisez)

- Si aucun est-ce par ?

- Manque de moyen
- Indifférence
- Eloignement
- Méconnaissance
- Autres (Précisez)

4. Durant votre séjour à Banfora, êtes-vous déjà tombé malade ?

- Oui
- Non

5. De quelle maladie souffrez-vous ? -----

6. A quel type de médecine avez-vous habituellement recours ? Pourquoi

- Moderne publique
- Moderne privée
- Traditionnelle
- Autres (Précisez)

7. Où ont lieu les consultations ?

- Dispensaire
- Cabinet privé
- Hôpital
- Domicile
- Chez un guérisseur
- Autres (Précisez)

8. Vous ou un membre de votre ménage avez-vous/a-t-il été déjà hospitalisé ?

- Oui
- Non

- A quelle période remonte la dernière hospitalisation ?

9. Avez-vous été satisfait des soins reçus

- Oui
- Non

10 Pendant l'hospitalisation qui vous rendait visite ?

- Voisins du quartier
- Parents
- Originaire de votre village
- Autres (Précisez)

11. Avez-vous reçu une aide matérielle ou financière pendant l'hospitalisation ?

- Oui
- Non

- Si oui de qui ?

- Un parent
- Ami
- Une association
- Un employeur
- Un personnel
- Autres (Précisez)

ANNEXE N°2 :
DONNEES STATISTIQUES DE L'INSD,
ENQUETTES DEMOGRAPHIQUES
DE MARS 1991

TABLEAU 1 - POPULATION RESIDANTE (MENAGES COLLECTIFS INCLUS) PAR ANNEE D'AGE , SELON LE SEXE ET LE MILIEU DE RESIDENCE

ANNEE D'AGE	Tous sexes	Masculin	Féminin
PROVINCE DOMBE - URBAIN			
40-44	1244	712	532
40	366	196	170
41	245	131	97
42	221	134	87
43	252	146	106
44	157	85	72
45-49	955	510	445
45	297	143	154
46	171	93	78
47	178	96	82
48	153	91	62
49	156	87	69
50-54	608	329	279
50	224	109	115
51	102	59	43
52	107	58	49
53	104	56	48
54	71	47	24
55-59	621	275	346
55	215	87	128
56	94	43	51
57	124	52	72
58	95	50	45
59	93	43	50
60-64	480	224	256
60	132	69	115
61	79	39	40
62	64	32	32
63	89	47	42
64	66	37	29
65-69	354	144	210
65	152	52	100
66	40	14	26
67	91	39	52
68	45	29	16
69	26	10	16
70-74	177	75	102
70	80	25	55
71	23	12	11
72	34	13	21
73	28	18	10
74	12	7	5
75-79	104	51	53
75	48	21	27
76	12	8	4
77	22	9	13
78	14	10	4
79	8	3	5
80 +	100	45	55
ND	107	58	49

POPULATION RESIDANTE (MENAGES COLLECTIFS INCLUS) PAR ANNEE D'AGE , SELON LE SEXE ET LE MILIEU DE RESIDENCE

ANNEE D'AGE	Les 2 sexes	Masculin	Féminin
PROVINCE : COMOE - URBAIN			
ENSEMBLE.	35319	17711	17608
0-4 ANS.	6782	3428	3354
0	1583	839	744
1	1200	595	605
2	1381	699	682
3	1405	697	708
4	1213	598	615
5-9	5593	2807	2786
5	1251	633	618
6	1197	615	582
7	1129	560	569
8	1041	522	519
9	975	477	498
10-14	4101	2021	2080
10	896	427	469
11	828	437	391
12	753	367	386
13	847	395	452
14	777	395	382
15-19	3966	2009	1957
15	924	475	449
16	741	387	354
17	831	396	435
18	807	405	402
19	663	346	317
20-24	3103	1361	1742
20	782	374	408
21	623	269	354
22	649	290	359
23	606	245	361
24	443	183	260
25-29	2748	1277	1471
25	679	294	385
26	536	250	286
27	527	238	289
28	470	237	233
29	536	258	278
30-34	2324	1287	1037
30	633	326	307
31	404	231	173
32	512	282	230
33	452	250	202
34	323	198	125
35-39	1952	1098	854
35	540	297	253
36	355	213	142
37	381	223	158
38	387	215	172
39	289	160	129

T01 : Répartition de la population résidente selon la province,
le groupe d'âge, le sexe et le milieu de résidence

Groupe d'âge	Masculin	Féminin	Total
COMOE - URBAIN			
0 - 4 . . .	4687	4555	9242
5 - 9 . . .	5388	6504	11892
10 - 14 . . .	4363	5335	9698
15 - 19 . . .	2124	3365	5489
20 - 24 . . .	1654	2445	4099
25 - 29 . . .	2018	2439	4457
30 - 34 . . .	671	2822	3493
35 - 39 . . .	2570	1608	4178
40 - 44 . . .	1326	775	2101
45 - 49 . . .	770	905	1675
50 - 54 . . .	451	477	928
55 - 59 . . .	821	577	1398
60 - 64 . . .	415	520	935
65 - 69 . . .	169	308	477
70 - 74 . . .	330	218	548
75 - 79 . . .	-	32	32
80 +	-	32	32
N D.	-	-	-
Total . . .	27757	32917	60674
COMOE - RURAL			
0 - 4 . . .	21019	22340	43359
5 - 9 . . .	23577	18106	41683
10 - 14 . . .	14293	14912	29205
15 - 19 . . .	11514	9118	20632
20 - 24 . . .	8382	7267	15649
25 - 29 . . .	5776	7980	13756
30 - 34 . . .	4889	6788	11677
35 - 39 . . .	3172	6311	9483
40 - 44 . . .	3387	4789	8176
45 - 49 . . .	4142	5405	9547
50 - 54 . . .	4224	4486	8710
55 - 59 . . .	3845	4087	7932
60 - 64 . . .	3398	2726	6124
65 - 69 . . .	1561	1619	3180
70 - 74 . . .	1832	1225	3057
75 - 79 . . .	540	422	962
80 +	513	158	671
N D.	310	1296	1606
Total . . .	116374	119035	235409

9

Lieu de naissance	S E X E		
	Masculin	Féminin	Total

COMOE - URBAIN

Bam.	208	212	420
Bazèga	-	-	-
Bougouriba	536	650	1186
Boulgou.	314	72	386
Boulkiemdé	217	97	314
Comoé.	19332	21126	40458
Ganzourgou	-	-	-
Gnagnan.	-	-	-
Gourma	50	221	271
Houet.	2443	2444	4887
Kadiogo.	728	1593	2321
Kéné Dougou	203	566	769
Kossi.	670	549	1219
Kouritenga	162	162	324
Mouhoun.	193	500	693
Nahouri.	50	-	50
Namentenga	32	-	32
Oubritenga	-	121	121
Oudalan.	-	-	-
Passoré.	104	50	154
Poni	363	484	847
Sanguié.	130	65	195
Sanmatenga	175	193	368
Séno	-	-	-
Sissili.	-	-	-
Soum	54	121	175
Sourou	150	100	250
Tapoa.	-	-	-
Yatenga.	610	1410	2020
Zoundwéogo	-	-	-
TOTAL BURKINA.	26724	30736	57460
Côte-d'Ivoire.	717	1412	2129
Mali	316	336	652
Niger.	-	-	-
Ghana.	-	-	-
Bénin.	-	-	-
Togo	-	314	314
Autres Pays Africains.	-	119	119
Europe	-	-	-
Autres Pays du monde	-	-	-
Lieu non déclaré	-	-	-
TOTAL.	27757	32917	60674

Sexe	N I V E A U D ' I N S T R U C T I O N					
	Aucun	Primaire	Second.	Supérieur	N.D.	Total

PROVINCE : BOULKIEMDE

Masculin.	79729	20196	7350	394	335	108004
Féminin	131933	10843	3078	292	222	146368
Total	211662	31039	10428	686	557	254372

BOULKIEMDE - URBAIN

Masculin.	8236	6326	4869	328	50	19809
Féminin	13160	4813	2727	292	77	21069
Total	21396	11139	7596	620	127	40878

BOULKIEMDE - RURAL

Masculin.	71493	13870	2481	66	285	88195
Féminin	118773	6030	351	-	145	125299
Total	190266	19900	2832	66	430	213494

PROVINCE : COMOE

Masculin.	67959	14880	4021	713	1887	89460
Féminin	85508	9073	3068	193	2605	100447
Total	153467	23953	7089	906	4492	189907

COMOE - URBAIN

Masculin.	6952	6776	3041	713	200	17682
Féminin	12292	5940	2918	193	515	21858
Total	19244	12716	5959	906	715	39540

COMOE - RURAL

Masculin.	61007	8104	980	-	1687	71778
Féminin	73216	3133	150	-	2090	78589
Total	134223	11237	1130	-	3777	150367

Statut d'activité	S E X E		
	Masculin	Féminin	Total

PROVINCE : COMOÉ

Occupé(e)	73989	71773	145762
Chômeur	45	-	45
En quête d'emploi	602	-	602
Autre	14824	28674	43498
Total	89460	100447	189907

COMOÉ - URBAIN

Occupé(e)	10811	8420	19231
Chômeur	-	-	-
En quête d'emploi	557	-	557
Autre	6314	13438	19752
Total	17682	21858	39540

COMOÉ - RURAL

Occupé(e)	63178	63353	126531
Chômeur	45	-	45
En quête d'emploi	45	-	45
Autre	8510	15236	23746
Total	71778	78589	150367

PROVINCE : GANZOURGOU

Occupé(e)	60027	68164	128191
Chômeur	95	201	296
En quête d'emploi	144	144	288
Autre	3975	8183	12158
Total	64241	76692	140933

GANZOURGOU - RURAL

Occupé(e)	60027	68164	128191
Chômeur	95	201	296
En quête d'emploi	144	144	288
Autre	3975	8183	12158
Total	64241	76692	140933

T09 - Répartition de la population résidente de 10 ans et plus,
selon le sexe et le statut d'activité

Statut d'activité	S E X E		
	Masculin	Féminin	Total

PROVINCE : COMOE

Occupé(e)	73989	71773	145762
Chômeur	45	-	45
En quête d'emploi	602	-	602
Autre	14824	28674	43498
Total	89460	100447	189907

COMOE - URBAIN

Occupé(e)	10811	8420	19231
Chômeur	-	-	-
En quête d'emploi	557	-	557
Autre	6314	13438	19752
Total	17682	21858	39540

COMOE - RURAL

Occupé(e)	63178	63353	126531
Chômeur	45	-	45
En quête d'emploi	45	-	45
Autre	8510	15236	23746
Total	71778	78589	150367

PROVINCE : GANZOURGOU

Occupé(e)	60027	68164	128191
Chômeur	95	201	296
En quête d'emploi	144	144	288
Autre	3975	8183	12158
Total	64241	76692	140933

GANZOURGOU - RURAL

Occupé(e)	60027	68164	128191
Chômeur	95	201	296
En quête d'emploi	144	144	288
Autre	3975	8183	12158
Total	64241	76692	140933

T11 : Répartition de la population résidente active occupée de 10 et plus,
selon l'occupation principale, le groupe d'âge et le sexe

Groupe d'âge	GRANDS GROUPES DES PROFESSIONS (OCCUPATION PRINCIPALE)										Total
	Groupe 0	Groupe 1	Groupe 2	Groupe 3	Groupe 4	Groupe 5	Groupe 6	Groupe 7	Groupe 8	Groupe 9	
COMOE - URBAIN											
Sexe masculin											
10 - 14. . .	577	-	-	-	50	-	-	-	50	-	677
15 - 19. . .	770	-	-	-	50	50	-	-	-	-	870
20 - 24. . .	654	-	-	50	-	122	-	-	50	-	876
25 - 29. . .	341	-	-	596	122	122	193	-	-	65	1439
30 - 34. . .	64	121	-	333	-	-	32	121	-	-	671
35 - 39. . .	200	314	72	1110	115	121	171	50	296	121	2570
40 - 44. . .	64	-	314	474	-	-	402	-	-	-	1254
45 - 49. . .	147	-	121	262	-	65	-	121	54	-	770
50 - 54. . .	153	-	-	54	50	-	144	-	-	-	401
55 - 59. . .	574	-	-	54	72	-	-	-	-	-	700
60 - 64. . .	283	-	-	32	-	50	-	-	-	-	365
65 +. . . .	218	-	-	-	-	-	-	-	-	-	218
N D. . . .	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total . . .	4045	435	507	2965	459	530	942	292	450	186	10811
Sexe féminin											
10 - 14. . .	656	-	-	-	-	-	-	-	-	-	656
15 - 19. . .	777	-	-	-	121	-	-	-	-	-	898
20 - 24. . .	766	-	-	-	100	-	121	-	-	65	1052
25 - 29. . .	709	-	193	-	72	54	484	-	-	-	1512
30 - 34. . .	812	121	-	-	293	54	-	-	-	-	1280
35 - 39. . .	450	-	54	121	242	-	121	-	-	-	988
40 - 44. . .	467	-	-	-	-	-	-	-	-	-	467
45 - 49. . .	225	-	72	-	-	-	-	-	-	-	297
50 - 54. . .	356	-	-	-	-	-	-	-	-	-	356
55 - 59. . .	455	-	-	-	-	-	-	-	-	-	455
60 - 64. . .	151	-	-	-	-	72	121	-	-	-	344
65 +. . . .	115	-	-	-	-	-	-	-	-	-	115
N D. . . .	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total . . .	5939	121	319	121	828	180	847	-	-	65	8420

T14 : Répartition de la population résidente active occupée de 10 et plus, selon le sexe et la branche d'activité

Grands groupes des branches d'activité	S E X E		
	Masculin	Féminin	Total

PROVINCE : BOULKIEMDE

Branche 1. . .	78037	112182	190219
Branche 2. . .	50	50	100
Branche 3. . .	1087	233	1320
Branche 4. . .	295	47	342
Branche 5. . .	114	-	114
Branche 6. . .	846	1506	2352
Branche 7. . .	270	-	270
Branche 8. . .	-	-	-
Branche 9. . .	3179	1062	4241
Branche 0. . .	50	77	127
N.D.	446	240	686
Total.	84374	115397	199771

BOULKIEMDE - URBAIN

Branche 1. . .	5678	7120	12798
Branche 2. . .	50	50	100
Branche 3. . .	897	233	1130
Branche 4. . .	295	47	342
Branche 5. . .	114	-	114
Branche 6. . .	452	1346	1798
Branche 7. . .	270	-	270
Branche 8. . .	-	-	-
Branche 9. . .	2060	774	2834
Branche 0. . .	50	77	127
N.D.	367	50	417
Total.	10233	9697	19930

BOULKIEMDE - RURAL

Branche 1. . .	72359	105062	177421
Branche 2. . .	-	-	-
Branche 3. . .	190	-	190
Branche 4. . .	-	-	-
Branche 5. . .	-	-	-
Branche 6. . .	394	160	554
Branche 7. . .	-	-	-
Branche 8. . .	-	-	-
Branche 9. . .	1119	288	1407
Branche 0. . .	-	-	-
N.D.	79	190	269
Total.	74141	105700	179841

T14 : Répartition de la population résidente active occupée de 10 et plus, selon le sexe et la branche d'activité

Grands groupes des branches d'activité	S E X E		
	Masculin	Féminin	Total

PROVINCE : COMOE

Branche 1. . .	64826	65094	129920
Branche 2. . .	-	-	-
Branche 3. . .	4871	2532	7403
Branche 4. . .	-	-	-
Branche 5. . .	95	-	95
Branche 6. . .	963	3139	4102
Branche 7. . .	566	-	566
Branche 8. . .	121	-	121
Branche 9. . .	2195	706	2901
Branche 0. . .	-	-	-
N.D.	277	107	384
Total.	73914	71578	145492

COMOE - URBAIN

Branche 1. . .	4110	6246	10356
Branche 2. . .	-	-	-
Branche 3. . .	3688	417	4105
Branche 4. . .	-	-	-
Branche 5. . .	50	-	50
Branche 6. . .	708	1142	1850
Branche 7. . .	469	-	469
Branche 8. . .	121	-	121
Branche 9. . .	1600	615	2215
Branche 0. . .	-	-	-
N.D.	65	-	65
Total.	10811	8420	19231

COMOE - RURAL

Branche 1. . .	60716	58848	119564
Branche 2. . .	-	-	-
Branche 3. . .	1183	2115	3298
Branche 4. . .	-	-	-
Branche 5. . .	45	-	45
Branche 6. . .	255	1997	2252
Branche 7. . .	97	-	97
Branche 8. . .	-	-	-
Branche 9. . .	595	91	686
Branche 0. . .	-	-	-
N.D.	212	107	319
Total.	63103	63158	126261

T39 : Répartition des ménages selon le type de bâtiment
et la nature des murs

Nature des murs	TYPE DE BATIMENT					Total
	Immeuble à appartements	Maison in- dividuelle	Bâtiment à plusieurs logements	Cases	Autres	

COMOE - URBAIN

Paille	-	-	-	32	-	32
Banco.	-	369	964	612	-	1945
Banco amélioré .	-	776	2533	-	-	3309
Semi-dur	-	176	436	-	-	612
Dur.	-	1100	2160	-	72	3332
Autre.	-	-	72	-	-	72
Total.	-	2421	6165	644	72	9302

COMOE - RURAL

Paille	-	91	45	461	-	597
Banco.	-	21416	1241	8770	-	31427
Banco amélioré .	-	1275	359	-	-	1634
Semi-dur	-	142	141	-	-	283
Dur.	-	612	375	-	-	987
Autre.	-	-	51	-	313	364
Total.	-	23536	2212	9231	313	35292

PROVINCE : GANZOURGOU

Paille	-	-	-	904	-	904
Banco.	-	5228	651	23424	51	29354
Banco amélioré .	-	587	120	44	-	751
Semi-dur	-	33	48	-	-	81
Dur.	-	249	66	-	-	315
Autre.	-	-	-	-	-	-
Total.	-	6097	885	24372	51	31405

GANZOURGOU - RURAL

Paille	-	-	-	904	-	904
Banco.	-	5228	651	23424	51	29354
Banco amélioré .	-	587	120	44	-	751
Semi-dur	-	33	48	-	-	81
Dur.	-	249	66	-	-	315
Autre.	-	-	-	-	-	-
Total.	-	6097	885	24372	51	31405

Mode principal d'éclairage	TYPE DE BATIMENT					
	Immeuble à appartements	Maison in- dividuelle	Bâtiment à plusieurs logements	Cases	Autres	Total

COMOE - URBAIN

Electricité. . .	-	1163	2849	-	72	4084
Gaz.	-	-	-	-	-	-
Pétrole.	-	1258	3316	644	-	5218
Bougie	-	-	-	-	-	-
Huile.	-	-	-	-	-	-
Autre.	-	-	-	-	-	-
Total.	-	2421	6165	644	72	9302

COMOE - RURAL

Electricité. . .	-	-	-	-	-	-
Gaz.	-	305	-	-	-	305
Pétrole.	-	20180	2212	7722	-	30114
Bougie	-	106	-	-	-	106
Huile.	-	1908	-	1111	-	3019
Autre.	-	1037	-	398	313	1748
Total.	-	23536	2212	9231	313	35292

PROVINCE : GANZOURGOU

Electricité. . .	-	-	-	-	-	-
Gaz.	-	77	-	138	-	215
Pétrole.	-	4517	675	12689	-	17881
Bougie	-	-	-	-	-	-
Huile.	-	-	-	-	-	-
Autre.	-	1503	210	11545	51	13309
Total.	-	6097	885	24372	51	31405

GANZOURGOU - RURAL

Electricité. . .	-	-	-	-	-	-
Gaz.	-	77	-	138	-	215
Pétrole.	-	4517	675	12689	-	17881
Bougie	-	-	-	-	-	-
Huile.	-	-	-	-	-	-
Autre.	-	1503	210	11545	51	13309
Total.	-	6097	885	24372	51	31405

743 : Répartition des ménages selon le mode d'approvisionnement en eau

Province	MODE D'APPROVISIONNEMENT EN EAU						
	Eau courante à domicile	Borne fontaine	Pompe (forage)	Puits busé	Puits ordinaire	Rivière marigot barrage	Autre
BURKINA FASO	64754	95415	426962	195033	427009	188707	9570
BURKINA FASO - URBAIN	63203	71497	24758	8383	25730	1937	2282
BURKINA FASO - RURAL	1551	23918	402204	186650	401279	186770	7288
PROVINCE : BAM	50	557	10718	5356	7238	618	116
BAM - RURAL	50	557	10718	5356	7238	618	116
PROVINCE : BAZEGA	108	3962	25173	6840	10617	848	-
BAZEGA - RURAL	108	3962	25173	6840	10617	848	-
PROVINCE : BOUGOURIBA	-	85	4736	9132	6344	19873	-
BOUGOURIBA - RURAL	-	85	4736	9132	6344	19873	-
PROVINCE : BOULGOU	166	1776	9336	24113	15007	19527	34
BOULGOU - URBAIN	166	1637	141	511	518	194	34
BOULGOU - RURAL	-	139	9195	23602	14489	19333	-
PROVINCE : BOULKIEMDE	2925	2687	6843	2626	30575	2009	-
BOULKIEMDE - URBAIN	2925	2099	92	408	1820	278	-
BOULKIEMDE - RURAL	-	588	6751	2218	28755	1731	-
PROVINCE : COMOE	5518	1603	17623	4790	7120	7924	187
COMOE - URBAIN	5518	776	1376	414	1022	250	-
COMOE - RURAL	-	827	16247	4376	6098	7674	187
PROVINCE : GANZOURGOU	-	679	21913	1503	3021	4286	141
GANZOURGOU - RURAL	-	679	21913	1503	3021	4286	141
PROVINCE : GNAGNA	-	-	13569	4271	10128	13475	216
GNAGNA - RURAL	-	-	13569	4271	10128	13475	216
PROVINCE : GOURMA	39	3207	25119	4273	13865	6600	946
GOURMA - URBAIN	39	1063	1171	61	242	8	8